

مركز النشأ

Le Monde



15, rue Valmy, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14470 - 6 F

MERCREDI 7 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

BOURSE

★

Les deux Corées à l'ONU

EN posant officiellement sa candidature aux Nations unies, lundi 5 août, un mois après sa rivalité du Nord, la Corée du Sud rend désormais possible la représentation de la péninsule divisée dans l'organisation internationale. Le Conseil de sécurité devrait donner dès jeudi son avis à ces demandes d'adhésion, qui seront, sans aucun doute, confirmées le mois prochain par l'Assemblée générale. Avec l'admission de deux États mineurs du Pacifique - les Îles Marshall et les États fédérés de Micronésie - et avec la réunification de l'Allemagne, l'ONU comptera alors 163 membres.

L'entrée des deux Corées devrait mettre un terme à une éternelle querelle diplomatique : il était en effet anormal que l'un des derniers bastions de la guerre froide ne fasse pas partie de l'organisation internationale. D'autant que des forces de l'ONU stationnent depuis la guerre de Corée, il y a quarante ans, le long du 38^e parallèle qui sépare l'un des derniers régimes stalinien du plus dynamique des nouveaux pays industrialisés.

L'ENTRÉE parallèle des deux régimes rivaux devrait permettre d'améliorer définitivement la position des deux pays, et aider à une normalisation des relations entre Séoul et Pyongyang, a indiqué l'observateur permanent du Sud auprès de l'Organisation. Selon lui, cette adhésion, prenant l'exemple des deux Allemagnes, symbolise la fin de la guerre froide dans cette région et ouvre la voie à une éventuelle réunification pacifique du pays.

C'est au nom de cette réunification justement que le régime du président Kim Il-sung s'est longtemps opposé de toutes ses forces à une double représentation de la Corée. Il exigeait qu'une délégation unique représente les soixante-cinq millions de Coréens du Nord et du Sud au sein d'une « confédération ». En dehors de la partie de bras de fer que se livrent en permanence Séoul et Pyongyang, ce projet se heurte à de multiples obstacles juridiques et pratiques.

ISOLÉ diplomatiquement, l'État sud-coréen a été par Moscou et par Pékin, en proie à une grave crise économique. Pyongyang avait été contraint de se résigner en mai dernier à accepter l'indivisibilité. Sans toutefois abandonner l'espoir d'une réunification de la péninsule à son profit, y compris militairement. C'est ce qui explique sans doute les efforts du Nord pour se doter d'une industrie nucléaire.

La prétention du vieux maréchal ou de son fils et héritier désigné, le dirigeant bien aimé Kim Jong-il, à représenter l'ensemble de la péninsule est cependant une vue de l'esprit. Plus peuplée, largement plus développée, bénéficiant d'un régime qui, s'il recourt encore trop souvent à des mesures répressives, est incontestablement plus démocratique que celui du Nord, la Corée du Sud est aujourd'hui un pays qui compte sur la scène internationale. Et si une réunification de la Corée devait se produire, ce serait plutôt selon un scénario à l'allemande.

Un entretien avec M^{me} Rhin

L'ancien premier ministre pakistanais exclut un compromis avec le gouvernement.

Lire page 4

M0147 - 0807 0 - 6,00 F



Réunion des Douze à La Haye et de la CSCE à Prague

Nouvelles initiatives diplomatiques pour débloquer la crise yougoslave

Tandis que les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne étaient réunis d'urgence à La Haye, mardi 6 août, pour se concerter sur de nouvelles initiatives de paix en Yougoslavie, la situation restait tendue en Croatie. On ne signalait cependant aucun incident interethnique grave dans le métro. L'ordre de cessez-le-feu donné samedi par la présidence fédérale était suivi en Krajina, enclave serbe du sud-est de la Cro-

tie. Après l'échec de la dernière mission de la troïka à Belgrade, les Douze devaient examiner les propositions allemandes et françaises, portant notamment sur la possibilité de saisir du dossier le Conseil de sécurité de l'ONU. Bonn souhaiterait également que des sanctions économiques soient prises à l'encontre de la Serbie, jugée responsable de l'échec de la médiation. La CSCE se réunira à Prague jeudi et vendredi pour examiner la crise yougoslave.



Lire page 3 les articles de FLORENCE HARTMANN et de CHRISTIAN CHARTIER

M. Bush dans l'embarras

Le Congrès ouvre une enquête sur la libération des otages américains en Iran.

page 5

Les syndicats en Afrique

Les organisations ont du mal à rompre leurs liens avec le pouvoir.

page 13

Voyage avec Colomb

8. - Entre volcan et océan

A cause d'une panne de gouvernail, Colomb perd un mois aux Canaries. Une pause qu'il mûrit par une romance.

Lire page 2 la huitième épisode de feuilleton d'EDWY PLENEL

Le sommaire complet se trouve page 18

Les délires du Sentier lumineux

Le mouvement de guérilla maoïste risque d'être victime de la terreur sanglante qu'il fait régner dans un Pérou à bout de souffle

LIMA

correspondance

Le Sentier lumineux, le mouvement insurrectionnel le plus atypique d'Amérique latine, continue, onze ans après avoir déclenché la lutte armée, à faire régner une violence terroriste impitoyable. Cette violence touche indistinctement les communautés paysannes de la Sierra, rebelles aux cooptations du mouvement maoïste, les milices d'auto-défense armées par le gouvernement, des dirigeants ouvriers récalcitrants, des industriels, des notables, des militaires et des policiers ayant été en poste dans les zones où l'État d'urgence et même des religieux travaillant auprès de groupes indigènes iso-

lés, comme les Ashaninkas du Piémont amazonien. Massacres, exécutions, sabotages, destructions d'installations industrielles et de coopératives agricoles : le Sentier obéit plus que jamais à une seule règle, celle de faire table rase pour reconstruire sur les débris un très hypothétique « nouvel État de la nouvelle démocratie », dirigé par un gouvernement « d'ouvriers et de paysans ». Peu de Péruviens semblent trouver grâce aux yeux d'une organisation messianique, dont les dirigeants faotiques affirment : « Il n'y a pas de moyen terme possible. Il faut être avec nous ou contre nous. » Depuis six mois, l'accent mis délibérément par la guérilla

maoïste sur des actes terroristes qualifiés d'« actions armées » a relégué au second plan son offensive politique et psychologique, sa tactique - poursuivie avec un certain succès dans les années 80 - d'infiltration des syndicats, des organisations populaires des barriadas (quartiers populaires) de Lima, des centres universitaires et des milieux intellectuels. Le *Diorio*, porte-parole officiel du Sentier, s'est vendu librement dans la rue jusqu'à la fin des années 80, alternant propagande politique et compte-rendus diatribes des actions militaires de la guérilla. Depuis son interdiction, le *Diorio* circule clandestinement, mais se consacre exclusivement à l'apologie de la lutte armée et,

surtout, du terrorisme. C'est une première indication. Le Sentier a aussi cessé de diffuser régulièrement des documents sur ses activités politiques, comme il le faisait auparavant. C'est le second indice d'une évolution qui encourage ceux qui, à gauche, espéraient, malgré tout, une « lueur » permettant d'entrevoir une pacification par la négociation, pour que soit tournée la page d'un passé de sang et d'acharnement aveugle.

En Amérique latine, l'heure est aux pourparlers entre les gouvernements et les guérillas. Au Guatemala, au Salvador, en Colombie, un dialogue s'est engagé.

MARCEL NIEDERGAANG
Lire la suite page 5

Les paysans redécouvrent l'écologie

Montrés du doigt comme pollueurs et gaspilleurs d'eau les agriculteurs se mobilisent pour la sauvegarde de l'environnement

par Roger Cons

Heureux temps où les paysans étaient unanimement considérés comme les anges gardiens de la nature ! On vantait les mérites de ces travailleurs durs à la peine, transpirant pour nourrir les enfants gâtés des villes. On comptait à leurs débours de producteurs sanctionnés par l'effondrement des cours, et on les remerciait de s'accrocher à leur terre pour nous conserver des paysages bucoliques.

Patras ! Voici d'abord le remembrement et le bouleversement du bocage pour cause de mécanisation agricole. La Champagne pouilleuse, dopée par les amendements chimiques, coupe ses pins et se transforme en plaine céréalière. Puis c'est l'alerte aux nitrates dans l'eau. Dans les régions d'élevage industriel, comme le Finistère ou les Côtes-d'Armor, et dans les terres de grande culture comme la

Beauce, l'eau de certains captages d'est plus potable. Désinfectants chimiques et pesticides divers font le vide dans les campagnes, peu à peu privées de coquelicots et de papillons. Puis on voit fleurir les bideux bâtiments du type porcherie industrielle ou stabulation libre. La ruée sur le maïs conduit à drainer des terres humides, ou

grand dam des naturalistes amateurs de faune sauvage et de flore rare. Même les chasseurs se plaignent de voir disparaître la perdrix, qui ne supporte pas les hautes tiges de maïs. Sans parler des canons à eau et des énormes enrouleurs de tuyaux que l'on déploie aujourd'hui dans les champs.

Lire la suite page 8

SCIENCES & MÉDECINE

Jacques Deprat, l'homme démol

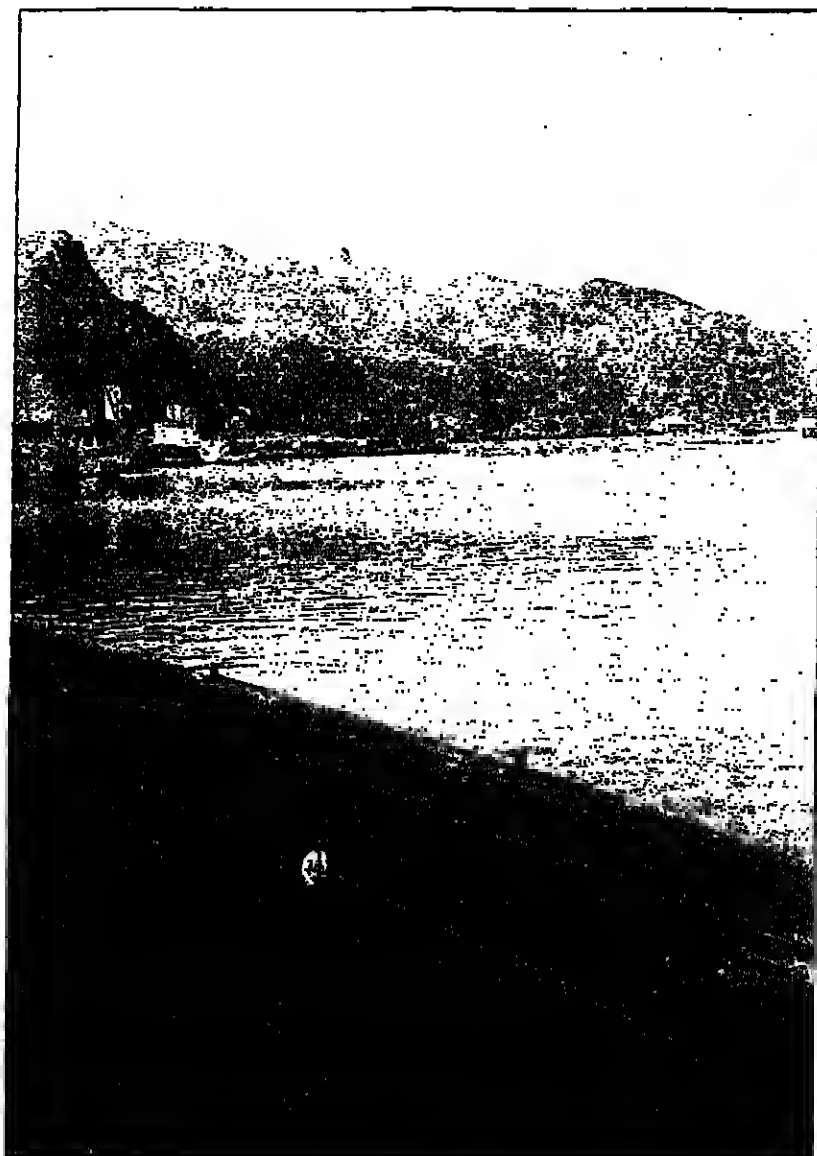
La société géologique de France a récemment réhabilité le jeune et brillant géologue radié le 4 novembre 1919 pour « forfaiture ».

■ La fièvre jaune ou le choléra. ■ Entente spatiale. ■ Le cœur à bas régime.

pages 9 et 10

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 F ; Arabie, 8 F ; Australie, 2,50 F ; Belgique, 40 F ; Canada, 2,25 F ; Danemark, 8 F ; Espagne, 1,80 F ; France, 6 F ; Grèce, 2,20 F ; Italie, 2,20 F ; Japon, 42 F ; Liban, 2,20 F ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 F ; Pays-Bas, 2,25 F ; Portugal, 170 F ; Royaume-Uni, 450 F ; Suède, 15 F ; Suisse, 1,80 F ; USA (NY), 2,5 F ; USA (other), 2,50 F ; 8-6, 55 p. ; Grèce, 2,20 F ; Italie, 2,20 F ; Japon, 42 F ; Liban, 2,20 F ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 F ; Pays-Bas, 2,25 F ; Portugal, 170 F ; Royaume-Uni, 450 F ; Suède, 15 F ; Suisse, 1,80 F ; USA (NY), 2,5 F ; USA (other), 2,50 F.

Voyage avec Colomb



plus au sud, fut l'enfer des *Guanches*, sacrés ou vendus comme esclaves. Méliage sans doute, survivance certaine pas. Cependant, dans ce jeu de miroirs où l'identité canarienne s'inscrit aussi enracinée que l'identité indienne, se reflète une part d'histoire vraie. Quand il touchera sa première terre d'Amérique, aux Bahamas, Colomb s'efforcera de décrire ceux qu'il y rencontre. Spontanément, une seule comparaison lui vient : « Ils sont tous comme les *Canariens*, ni noirs ni blancs (...). Ce sont des gens très beaux. Leurs cheveux ne sont pas crépus, mais lisses et gros comme les crins du cheval (...). Aucun d'entre eux n'est brun foncé, mais bien de la couleur des *Canariens*. » Au-delà du préjugé explicite – en somme, l'isote Colomb, ce ne sont pas des « nègres », s'exprime ici l'impact du premier contact canarien dans la culture du temps. Premiers à faire les frais de l'esclavage européen, avant même les Africains des côtes, les *Guanches*, aborigènes insulaires dont l'origine serait peut-être libyenne, s'imposent alors comme l'unique référence connue dans l'échelle des peuples.

DOUCE et paisible, la Gomera invite ainsi aux chemins de traverse, anticipations et rétrospectives. Une pause idéale avant la traversée, le moment de faire l'inventaire avant de retourner les mallettes. Une halte forcée pour Colomb, qui, arrivé le 12 août 1492, neuf jours après son départ de Palos, ne put quitter les Canaries avant le 6 septembre. Près d'un mois de perdu à cause du gouvernail d'un des navires qui ne cessait de sauter. Un mois, le temps de rêver au futur, de ressasser les promesses d'aveoir et de

Le port de l'Érèrie. Fuir ces monstruosités, fuir le dos à ces effraies de vrai béton et gagner la Gomera, oasis marine encore épargnée.

sée aux environs du golfe du Saint-Laurent, dans l'île du Cap-Breton. En fait, Ericson n'aurait fait qu'exploiter l'aventure de Bjarni Herjólfsson, un navigateur marchand qui, en 986, s'était perdu dans le brouillard et avait abordé fortuitement au Labrador. Le *Vinland* fut éphémère, abandonné aux loups douze ans après sa création. Quant aux établissements scandinaves du Groenland, ils s'éteignirent au XIV^e siècle. Sans doute leur souvenir avait-il survécu jusqu'à Colomb, qui, lors de son voyage en Islande, y trouva de nouveaux arguments pour nourrir son rêve.

Et ce rêve reste unique parce qu'il était conscient : Colomb ne se lançait pas au hasard, il savait la Terre ronde, imaginait sa finitude, empruntait une route tracée sur ses cartes, promettait l'apparition à l'horizon d'un littoral inconnu. Seule surprise – et qui fut de taille –, le continent espéré n'était pas l'Asie mais l'Amérique. S'il cherchait ce qu'il a trouvé, Colomb n'a pas trouvé ce qu'il cherchait : l'Inde. Les premières lignes de son journal de bord du premier voyage l'accablent. S'adressant aux Rois Catholiques, il rappelle sa mission : « En suite des informations que j'avais données des terres de l'Inde et d'un prince appelé *Grand Khan* (...). Vos Altesse, comme catholiques chrétiens, Princes fidèles et propagateurs de la Sainte Foi Chrétienne, ennemis de la secte de Mahomet et de toutes les idolâtries et hérésies, pensèrent m'envoyer, moi, *Cristobal Colon*, aux Indes contrées de l'Inde. »

CONTRESENS monumental qui n'a pas fini de faire jaser. Winston Churchill, par exemple, ne s'en est pas privé en embarquant l'Amiral dans une méchante philippique : « Les socialistes sont comme Colomb. Ils partent sans savoir où ils vont. Quand ils arrivent, ils ne savent pas où ils sont. Tout ça avec l'argent des autres. » Facile. Et trop simple pour ce personnage à tiroirs qui n'est jamais tout à fait celui qu'il prétend être. Au détour d'une lettre, ne parle-t-il pas d'un « nouveau monde » ? Ailleurs, écrit-il pas qu'il se fit la « messager du nouveau ciel et de la nouvelle terre dont parle Notre-Seigneur dans l'Apocalypse » ? Mieux encore, dans l'une de ses apostilles, en marge d'un traité de cosmographie, s'exprime-t-il pas ce curieux

continet inconnu qu'il s'efforcera de trouver enfin lors de ses troisième et quatrième voyages, allant jusqu'à chercher le long de l'isthme du Panama un passage entre l'Asie et ce nouveau monde. Mais alors, pourquoi ces subtilités ? Peut-être parce que, en convoitant cette terre inconnue, Colomb pensait trouver une richesse valant tout l'or du monde. Il l'écrivit, en marge d'une de ses lettres : « *Le Paradis terrestre est là*. »

LE Paradis, ce pourrait être aujourd'hui la Gomera. Eden des marcheurs et des botanistes, protégée des saccages touristiques par son parc national. Faute de croiser les spécialités locales – un Gomer s'envolant sur son *asia*, cette paire de longues perches qui permettent d'enjamber obstacles et reliefs, ou parlant en *albo*, cette langue qui se siffle –, il faut se rabattre sur un minuscule ermitage haut perché et imaginer un marin au regard voyageur, en attente de départ et d'exil. « Ceux-là qui flattaient l'idée neuve aux fraîcheurs de l'abîme, ceux-là qui soufflaient dans les cornes aux portes du futur », Saint-John Perse, compagnon fidèle... Mais, aux Canaries, Colomb n'est pas d'humeur féroce. Il pleut et peste. Cette avarie, n'est-ce pas un sabotage ? Pour ses marins, n'est-il pas un étranger ? Pis, un illuminé qu'ils suivent contraints et forcés ?

En terme de dix ans de Reconquête, les Rois Catholiques étaient sans le son. Luis de Santangel, leur financier *converso*, avait avancé l'argent des fournitures et des soldes. Restait le plus difficile : trouver des navires et des hommes disponibles pour une expédition aléatoire. La couronne se souvint alors d'une condamnation infligée à la ville de Palos pour avoir envoyé ses bateaux pêcher dans des zones réservées par traité aux Portugais. Ses trois mille habitants furent donc « obligés en vertu de ladite sentence » à fournir deux caravelles et leurs équipages. Pour faire bonne mesure, les Rois décrétèrent la suspension du « jugement d'affaires et causes criminelles à l'encontre de ceux qui partent jusqu'à ce qu'ils soient de retour ». Colomb entraîne une troupe qui ne lui est pas

8. Entre volcan et océan

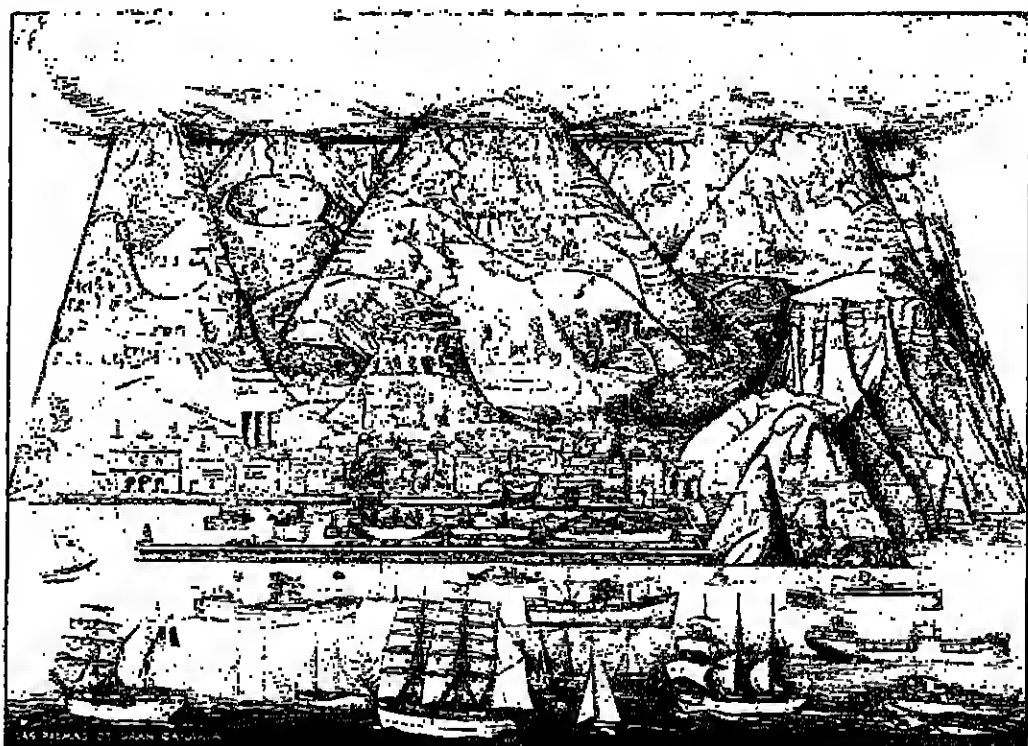
par Edwy Plenel

SAN-SEBASTIAN-DE-LA-GOMERA. – Sacrilege ! La maison de Colomb est devenue un repaire indien. Au touriste en quête d'une pieuse commémoration, l'île de Gomera propose un voyage en Précolombie, un hommage aux « vrais » découvreurs de l'Amérique : ses premiers habitants. Dans le temple du vainqueur, les vaincus sont à l'honneur. Bref, aux Canaries, la route de l'Histoire a tourné, symbolisée par cette petite île en forme de cercle, un rond presque parfait, 25 kilomètres de diamètre et vingt mille habitants. On y était précipité depuis l'île voisine de Tenerife, embarquant à Los Cristianos sur le premier hydrofoile du jour, fuyant les monstruosités de Las Americas, tournant le dos à ces artifices de vrai béton et de faux marbre où Orenoco est l'enseigne d'un barbeque. Par bonheur, la Gomera n'a pas encore d'aéroport. Oasis marine, elle s'apprivoise lentement, dévoilant au rythme des vagues son relief accidenté et ses ravins volcaniques, ses flancs arides tachetés de verts palmiers et bananiers, ses terrasses empierreées, ses maisons blanches et carrées, euhes suspendus hors des géométries communes.

Pas un mot sur notre héros, mais seulement cette plaque commémorative, posée en 1984 par l'Institut d'études colombiennes de la Gomera pour le bicentenaire... du « Libérateur », Simon Bolivar. Bolivar, héros de la première guerre d'Indépendance latino-américaine contre l'Espagne, ainsi célébré aux Canaries, terre espagnole – castillane plus précisément – depuis 1431. Comme par magie, la Gomera s'offre en trait d'union, ses entre-deux mondes et deux mondes, indiquant le chemin de la traversée. L'Amiral aurait tort de s'en plaindre, puisqu'après tout Bolivar sut réhabiliter son nom en rêvant d'une Grande Colombie qu'emportés par leurs appétits de pouvoir ses compagnons dépeçèrent. « Notre culture est aussi là-bas », explique Sergio Pedro Reyes Plascencia, l'un des « colombistes » amateurs locaux. Notre relation à l'Amérique est liée à l'immigration. Etape obligée pour les conquistadors, l'escala des Canaries a créé un appel d'air. Parmi les premiers colonisateurs, les Canariens ont essaimé à Saint-Domingue, au Venezuela, à Cuba, au Mexique, en Colombie, en Argentine, et j'en passe. Nous avons été un lieu de passage, nous voulons être un lien.

UN lien aux nœuds complexes. Espagne d'Afrique, face au Maroc, pratiquement à la latitude qui le sépare du Sahara occidental, les Canaries ont siége leurs indépendances, du moins leurs nationalités. Convoquant l'Histoire à son corps défendant, ils y cherchent l'aveu d'une différence, une ligne de partage, un mythe des origines. Vendu par le marchand de souvenirs en face de la maison de Colomb, les *Guanches* rescapés est un petit livre qui dénonce une Histoire « manipulée par les colonisateurs », et dont la thèse ne manque pas de surprendre : « Les *Guanches* sont toujours la race dominante aux Canaries ». *Guancher* est le nom générique donné aux populations qui habitaient l'archipel avant sa conquête. Étalée d'îles en îles de 1402 à 1496, elle fut initiée par deux Français, Jean de Béthencourt et Gadifer de La Salle, aventuriers normands qui finirent par offrir leur seigneurie insulaire à Henri III de Castille, en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes. Or la colonisation de cette base stratégique, éprement disputée par le Portugal jusqu'à ce qu'il mette la main sur les îles du Cap-Vert,

Las Palmas, sur l'île de la Grande Canarie, étape obligée pour les conquistadors. Colomb y fit réparer la Pinta avant la grande traversée.



remâcher les lendemains de découverte... « Découverte », ce mot n'a cessé d'empoisonner la carrière posthume de Colomb. Une Histoire européenne l'écrit à l'affublé au mépris des populations indigènes qui ne l'avaient évidemment pas attendu pour se découvrir elles-mêmes. Mais il y eut plus mesquin dès que l'Amiral entenda l'âme : une cascade de requêtes en suspicion légitime niant sa primauté parmi les découvreurs étrangers. Jalouse du Génois, Venise proposa les frères Zeno, qui auraient réussi l'exploit un siècle plus tôt. Un savant français suggéra des marins génois. Les Polonais exhibèrent un mystérieux voyage de 1476. Des Portugais invoquèrent la « politique du secret » entre nations rivales pour expliquer le silence de Lisbonne sur une traversée précédant celle de Colomb. Les Britanniques avancèrent un moine irlandais du VI^e siècle, saint Brendan, ayant abordé non loin du Paradis, rencontré sirènes et cyclopes, et célébré la messe sur le dos d'une baleine qu'il avait pris pour une île. Quand Londres se mit à revendiquer un bout d'Amérique, le pays de Galles offrit opportunément un prince madoc qui, au XII^e siècle, aurait établi une colonie outre-Atlantique. Le mythe de la « colonie Madoc » survécut aux États-Unis jusqu'à notre siècle, avec la quête illusoire de « *Peaux-Rouges* à peau blanche » grassement les.

Aucun rival sérieux dans ce folklore. Il en va autrement des Scandinaves, dont la saga n'est pas contestée. Dès le X^e siècle, Eric le Rouge avait découvert le Groenland. Son fils, Leif Ericson, en partit en 1001 pour établir une colonie, baptisée *Vinland*, que des archéologues ont locali-

poème : « Une partie de notre globe habitable se termine : ou soleil levant par une terre inconnue, ou midi par une terre inconnue, au couchant par une terre inconnue, au septentrion par une terre inconnue. Les quatre côtés de notre globe habitable sont fermés par une terre inconnue... ? Nouvelle terre, nouveau monde, terre inconnue... Le prétendu chercheur d'Asie se jouerait-il de nous ? »

« Son but principal, il l'avait caché. La Chine de Marco Polo, il s'en foutait ! Il cherchait ailleurs, plus au sud, un nouveau continent. Il suffit de bien lire, c'est écrit presque noir sur blanc. » C'était à Paris, avant le départ. Dans son autre encombré de livres et de tableaux, Michel Lequenne assène « sa » découverte tandis qu'une imprimante tire un nouveau chapitre d'un des quatre livres qu'il aura écrits en six mois en prévision du cinquième centenaire. Lequenne, dont les traductions ont permis de redécouvrir en français l'écriture vivante de l'Amiral, est de ces amoureux rares, désintéressés et passionnés. Autodidacte lui-même, classeur en coton brut au Havre avant guerre, un jour terrassé, le lendemain comptable, parfois éditeur, correcteur pour finir, sur un air d'écœur et trotskyste d'engagement, il affronte Colomb depuis 1953.

Loin d'être balayée par les historiens de métier, son intuition séduit. Traquant les sous-entendus colombiens, Lequenne a conclu que l'Amiral cherchait en fait une « quatrième partie » de la Terre, qu'il situait explicitement « sous l'équateur ». Au nord, pensait-il, la Chine et le Japon, qu'il localisait en effet à la place des États-Unis et du Canada. Mais, au sud, un

acquis. Ses marins ne sont ni des tendres ni des saints. Les noms des bateaux n'ont d'ailleurs rien d'angélique. La *Pinta*, c'est la Fardée, la *Nina*, la Petite, et la *Gallega* – que Colomb, pour sauver les apparences, rebaptisera *Santa-María* –, la Galicienne. Trois filles de joie. Il a beau être l'Amiral, il doit composer avec leurs propriétaires, embarqués dans l'aventure et décidés à en profiter : les frères Pinzon, riches armateurs de Palos qui mènent les deux caravelles, la *Pinta* et la *Nina*, et Juan de la Cosa, le Biscayen maître de la lourde *Gallega*, une nasse galicienne encombrée de Basques remuants.

Il trompe l'attente. Tandis que Martin Alonso Pinzon répare le gouvernail de la *Pinta* à Las Palmas, sur la Grande Canarie, il ébauche une romance avec une grande dame de la Gomera, veuve d'un gouverneur tyrannique fané par une lance *guanche*. Pais, fin août, il contemple la colère du Teide, immense volcan flottant dans une mer de nuages qui écrase Tenerife du haut de ses 3 718 mètres. Ou « grand feu » avant la mer des ténébres. Pressé de l'illumination de la découverte ? Ou du cataclysme qui s'abattra en retour sur l'Afrique toute proche ?

Prochain article :

La Maison des esclaves

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, de lundi au samedi, à 18 h 15.

ÉTRANGER

La crise yougoslave

La Serbie s'oppose à une « internationalisation » du conflit avec la Croatie

Au lendemain de l'échec de la médiation européenne dans le conflit yougoslave, la Serbie proteste contre les accusations portées contre elle par la Communauté, et notamment par le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher. Elle rejette toute responsabilité dans l'échec des pourparlers.

BELGRADE

de notre correspondant

Les dirigeants serbes jouent « scandaleusement » les déclarations faites aussi par le ministre néerlandais des Affaires étrangères à son retour à Amsterdam, dimanche soir, où il désignait la Serbie comme complice de l'échec de la trêve : « M. Van den Broek a montré ainsi son manque total d'objectivité et d'impartialité », ont-ils indiqué.

« Au lieu d'insister pour que les Républiques yougoslaves s'engagent à appliquer l'ordre de cessez-le-feu adopté par la direction collégiale le 3 août (le Monde daté 4-5 août), les représentants de la Communauté européenne ont exigé que l'on adopte leurs propres mesures (...). La présence de forces militaires étrangères n'est pas indispensable en ce moment et serait surtout contraire à la politique d'indépendance de l'Etat yougoslave », expliquaient les dirigeants serbes pour justifier le refus d'une partie de la présidence fédérale de signer le mémorandum de

la trêve européenne. Bien que la mission d'observateurs proposée par la trêve n'ait rien d'une force militaire étrangère, la Serbie et son fidèle allié le Monténégro sont déterminés à s'opposer par tous les moyens à une « internationalisation » de la crise yougoslave.

Peu après le départ de la délégation européenne de Belgrade, la commission présidentielle chargée de l'application de l'ordre de cessez-le-feu en Croatie décidait de mettre en œuvre le mécanisme yougoslave de règlement des conflits. Dès le lendemain, la commission devait se rendre sur le terrain en Croatie. Dans cette mission de paix, orchestrée par le Monténégro Branko Kostic (qui préside la commission), la Serbie et ses alliés vont tenter de retourner la situation en leur faveur et de démontrer que le rétablissement de la paix dépend uniquement de la Croatie.

Trois membres de cette commission présidentielle, le Macédonien Vasil Tupurkovski, le Bosniaque Bogic Bogicovic et le vice-président du Parlement fédéral se sont rendus, lundi 5 août, à Zagreb pour rencontrer le président croate. Lors des entretiens, M. Franjo Tudjman a rappelé que la Croatie approuvait le cessez-le-feu mais s'opposait toujours à la nomination de M. Kostic à la tête de la commission de contrôle. La situation restait donc inchangée. Dans la journée, le gouvernement de Zagreb a, par ailleurs, lancé un appel aux communautés européennes et internationales « pour qu'elles poursuivent leurs efforts en

vue d'un rétablissement de la paix en Croatie en dépit de l'obstruction de la Serbie et du Monténégro ». Le gouvernement estime, en outre, qu'il serait utile de déclencher les mécanismes de la CSCE sur la prévention des conflits et de convoquer « une conférence internationale sur la Yougoslavie ».

La Krajina accepte le cessez-le-feu

Un deuxième groupe de cette mission, composé du vice-président yougoslave, M. Branko Kostic, et du vice-ministre fédéral de la Défense, M. Brover, s'est rendu, pour sa part, à Karlovo, chef-lieu de la Krajina, l'enclave serbe du sud-ouest de la Croatie. Le numéro un de cette région, M. Milan Babic, qui estime que la visite de la commission présidentielle yougoslave représente « un premier pas vers la reconnaissance de la Krajina en tant que partenaire égal dans les négociations de paix », a accepté sans difficulté le cessez-le-feu inconditionnel de la présidence fédérale. Là où, depuis un an de rébellion intense de la population serbe, toutes les tentatives de négociation avaient échoué, la mission de paix yougoslave emportait une victoire sans trop d'efforts. M. Babic a indiqué qu'il avait reçu la garantie de l'armée fédérale que les forces de l'ordre croates se retireraient de la Krajina, mais qu'il doutait que l'autre partie, en l'occurrence la Croatie, accepte la paix.

La commission présidentielle devrait prochainement se rendre

dans l'est de la Slavonie. Pour le moment, les autorités indépendantes de cette enclave serbe limitrophe de la Serbie ont fait savoir qu'elles s'opposaient vivement à la proposition du ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, d'envoyer à la mise en œuvre des mécanismes de la CSCE dans le règlement de la question serbe en Croatie. Elles ont aussi rappelé qu'elles refusaient la médiation européenne dans cette région et qu'elles rejetait le projet de régionalisation présenté dernièrement par les autorités croates.

Si certains milieux politiques en Serbie se réjouissent déjà - discrètement, il est vrai - de l'échec de la mission européenne, siers d'avoir réussi à écarter une force d'ingérence, d'autres vivent difficilement cette politique d'isolement total de la Serbie. Le leader du Mouvement du renouveau serbe, l'un des principaux partis d'opposition en Serbie, a vivement critiqué la politique de M. Milosevic qui, selon lui, impose « une guerre sans fin, une guerre avec tout le monde et même avec son propre peuple ». Reprochant au numéro un serbe d'avoir accepté de reconnaître à Belgrade les représentants du parti fasciste italien (MSI) et d'avoir refusé de recevoir la mission européenne qui offrait un projet de paix en Yougoslavie, M. Draskovic a déclaré : « L'homme, en tant que Serbe, que l'Europe et le monde rangent non pas parmi ceux qui veulent la guerre et le sang ».

FLORENCE HARTMANN

Les Douze se concertent sur la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU

Réunis d'urgence à La Haye, après le refus de la Serbie de se soumettre à la médiation de la trêve européenne (le Monde du 6 août), les ministres des Affaires étrangères des Douze devaient se concerter, mardi 6 août, sur les suggestions de l'Allemagne et de la France pour rétablir la paix en Yougoslavie.

Paris devait faire part à ses partenaires de son intention de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies dans les prochains jours. Cette saisine se ferait en vertu de l'article 39 de la Charte de l'ONU, qui prévoit qu'en cas de « menace contre la paix » le Conseil décide des mesures à prendre pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

La France « pense que la situation est suffisamment grave pour que tout soit fait pour empêcher l'aggravation du conflit sur place », estimait-on au Quai d'Orsay lundi. Au terme d'entretiens téléphoniques avec ses homologues néerlandais, yougoslaves et allemands, le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a écrit à M. Hans-Dietrich Genscher afin de lui demander d'organiser une réunion du Conseil permanent de l'Union de l'Europe occidentale (l'UEO), seule organisation européenne compétente en matière de défense, et actuellement présidée par l'Allemagne.

La reconnaissance des Républiques

Le Conseil permanent de l'UEO, composé des ambassadeurs à Londres des pays membres de l'organisation - les Douze de la CEE, moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande - devrait étudier, selon Paris, « la mise en place éventuelle d'une force d'interposition » européenne.

A Bonn, M. Genseker a exhorté la Communauté européenne à ne pas baisser les bras. Dans un entretien à la radio, le chef de la diplomatie allemande a prêté lundi une éventuelle reconnaissance de l'indépendance des Républiques sécessionnistes. La reconnaissance de la souveraineté de la Croatie et de la Slovénie est « une des possibilités que la CEE étudiera avec beaucoup de

soin », a souligné M. Genscher. Le ministre allemand a également fait part de son intention de suggérer à ses homologues la prise de sanctions économiques de la Communauté européenne à l'encontre de la Serbie, et la saisine du Conseil de sécurité des Nations unies.

Réunis également mardi à La Haye, les directeurs politiques des douze ministères des Affaires étrangères devaient quant à eux se retrouver jeudi à Prague pour une réunion de deux jours du mécanisme d'urgence de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Lors d'une première réunion dans la capitale tchèque, les 3 et 4 juillet, ce comité, composé de hauts fonctionnaires des trente-cinq pays membres de la CSCE (tous les pays européens, plus les Etats-Unis et le Canada), avait simplement approuvé la décision de la CEE d'envoyer une mission d'observateurs en Yougoslavie.

Eofin, le responsable des affaires étrangères du Vatican, Mgr Jean-Louis Tauran, est arrivé lundi en Yougoslavie où il conduit une mission pour tenter de lancer un mouvement de réconciliation nationale. La mission que lui a confiée Jean-Paul II a également pour but d'instaurer une plus grande unité entre les évêques yougoslaves. Après un séjour à Zagreb, l'évêque français devait se rendre mercredi à Belgrade. - (AFP, Reuters)

Le scepticisme de la présidence néerlandaise

LA HAYE

de notre correspondant

La présidence néerlandaise de la CEE accueille avec réserve les pistes d'action allemandes et françaises. La veille de la réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de la CEE, mardi 6 août, à La Haye, le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans van den Broek, qui préside aux travaux des Douze, s'est montré réservé quant à la suggestion de son collègue allemand, M. Hans-Dietrich Genscher, de prononcer des sanctions économiques contre la Serbie. « Je ne suis pas sûr que cela soit pratiquement applicable », a-t-il déclaré au cours du journal télévisé néerlandais.

M. van den Broek ne s'est pas non plus rangé inconditionnellement derrière la double initiative française de convoquer une réunion des ministres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies. « Je me suis entretenu aujourd'hui (lundi 5 août) avec M. Dumas et lui ai demandé s'il était d'accord avec moi pour considérer la saisine du Conseil de sécurité comme prématurée », a dit le ministre néerlandais, sans indiquer toutefois ce qu'avait répondu son homologue français. « Je n'ai pas de divergence d'opinion avec M. Dumas si ces réunions sont des réunions préparatoires « pour le cas où »... » a ajouté M. van den Broek.

Revenu de Belgrade découragé après l'échec de la mission de la trêve européenne, le président en exercice de la CEE considère la levée de ce qu'il appelle le « blocage » serbe comme une nouvelle action de la CEE en Yougoslavie, qu'il s'agisse de l'accroissement du nombre de contrôleurs civils ou de l'envoi d'observateurs militaires par les pays de l'UEO.

Quant à une intervention décidée dans le cadre de l'ONU, elle pourrait avoir lieu, abstraction faite de la question de l'immixtion dans les affaires intérieures yougoslaves, pour des motifs humanitaires, « au cas où la situation (en Croatie) rappellerait celle des Kurdes en Irak ». Pour l'instant, à l'évidence, M. van den Broek ne discerne pas ce qui pourrait briser le mur serbe.

CHRISTIAN CHARTIER

Assassinat d'un dirigeant du Mouvement du renouveau serbe

Branislav Matic, le numéro deux d'une unité paramilitaire formée le mois dernier par le Mouvement du renouveau serbe, principale formation de l'opposition nationaliste sécessionniste en République de Serbie, a été assassiné, dimanche 4 août, par deux inconnus près de son domicile à Belgrade. Le leader du Mouvement, M. Vuk Draskovic, a accusé le gouvernement « socialiste » serbe d'avoir organisé ce meurtre et mené de lancer d'importantes manifestations le 9 octobre dans la capitale fédérale

si les mauritiers du milleico s'étaient pas identifiés d'ici là. Selon M. Draskovic, cette nouvelle « garde nationale » devait être l'embryon d'une future armée d'élite serbe non communiste. Le Parlement de Belgrade, dominé par les socialistes (ex-communistes) proches de M. Slobodan Milosevic, avait condamné la création de ces unités paramilitaires et estimé que les unités serbes devaient être défendues par l'armée fédérale et les groupes de défense territoriale.

Mort accidentelle du cinéaste Jovan Acin

Le cinéaste franco-yougoslave Jovan Acin, âgé de 50 ans, a trouvé la mort, avec cinq autres personnes, dans un accident de la route lundi 5 août à Belgrade. Il faisait partie d'une équipe d'Antenne 2 en reportage dans le pays et qui s'apprêtait à rejoindre la zone des combats entre Serbes et Croates à Dalj, dans l'est de la Croatie.

Le réalisateur travaillait bénévolement et temporairement pour la chaîne de télévision. Il se trouvait à bord d'une voiture de l'armée yougoslave qui ouvrait la voie à l'équipe de la 2. A la sortie de Belgrade, le chauffeur du véhicule

militaire, une estafette, a doublé en troisième position un camion et une caravane, elle-même en cours de dépassement. Une Mercedes arrivant en sens inverse a freiné de frot frot l'estafette. Le chauffeur, un officier et un employé civil de l'armée ont également trouvé la mort dans l'accident. Deux occupants de la Mercedes ont été tués sur le coup et deux autres gravement blessés.

Jovan Acin, qui vivait à Paris, avait réalisé plusieurs longs métrages. Son dernier film, « Mirao » avait été récemment diffusé sur Canal Plus.

Océan Indien

MADAGASCAR : alors que l'état d'urgence a été reconduit pour deux semaines

Des rivalités apparaissent au sein de l'opposition

Radio Madagascar a annoncé, lundi 5 août, la prorogation de deux semaines de l'état d'urgence qui interdit, notamment, les manifestations publiques. Cette mesure survient alors que des divisions commencent à apparaître au sein de l'opposition.

TANANARIVE

de notre correspondant

En reconduisant, lundi 5 août, l'état d'urgence pour deux semaines supplémentaires, le président Ratsiraka fait-il encore de croire qu'il a les moyens de le faire respecter ? Il semble peu probable, en effet, que le chef de l'Etat puisse décider l'armée - qui n'a pas fait preuve d'un zèle excessif durant ces derniers jours de régime d'exception - à disperser les manifestations de la place du 12-Mai-1972, alors même que le Mouvement pour la défense du socialisme malgache (MSM), au pouvoir à bien du mal à mobiliser ses partisans. Ces derniers ne sont pas assez nombreux pour remplir le stade de Mahanajanga - hormis les gradins des tribunes officielles et une partie de la pelouse.

L'opposition, regroupée au sein du Comité des Forces vives, demeure pourtant inquiète, estimant que la répression déclenchée par les autorités sur la côte est pourrait « préfigurer ce que l'occupant d'Ankavia (le palais présidentiel) prépare pour toute l'île, à savoir la guerre civile ». L'assassinat de deux manifestants, lundi le soir, à Toamasina (l'est-tan-tan), commis par un commando d'hommes masqués, vient apporter une note sanglante à un tableau déjà bien sombre. Selon l'opposition, près de quatre-vingts personnes ont été arrêtées, la semaine dernière, à Toamasina et Fenerive. Ces événements pourraient, craint-on, susciter de nouveaux affrontements.

« De bonne guerre »

Ce regain de tension a été provoqué par la tentative des autorités de reprendre possession de la mairie de Toamasina, paralysée, depuis un mois, par les grèves, et que les étudiants contestataires avaient investie, fin juillet, pour tenter de remettre l'administration en marche. Dans d'autres villes de province, comme Mahajanga et Manakara, les Forces vives avaient annoncé avoir pris le contrôle de la mairie. « Nous avons prouvé que nous pouvons bloquer totalement le pays : le pouvoir effectif est du côté des manifestants », n'a pas craint d'affirmer, lundi, lors d'une conférence de presse, le pasteur Andrémanjato, porte-parole des Forces vives. Mais, un peu plus tard dans l'après-midi, une autre conférence de cette coalition était annoncée à Tananarive, organisée, cette fois, par le Mouvement pour le pouvoir des prolétaires (MPM). Son chef de file, M. Manandafy Rakotonirina,

était allé, seul, vendredi 2 août, présenter son projet de règlement de la crise au président Ratsiraka. Le texte du MPM, qui prévoit la remise des pleins pouvoirs à un premier ministre de transition, « en vue de l'avènement de la III^e République », a été rejeté par le chef de l'Etat. Or ce texte, curieusement, ne diffère pas de propositions émanant des autres membres du Comité des Forces vives.

Les discussions entre le MPM et ses partenaires sont, en réalité, d'une autre nature. « Nous pensons déjà à l'après-Ratsiraka, explique le président du MPM, et en cours au pouvoir entre les partis devient de plus en plus acharnée. » Son parti a aussi l'intention de réorganiser, en province, le mouvement des Forces vives, récupéré, selon lui, par les Merina (l'éthnie des hauts plateaux). A Tananarive, ces derniers « détiennent en otage le professeur Albert Zafy » (président du Comité des Forces vives, originaire de la côte), estime le MPM. Ainsi, suivant l'exemple du régime, l'opposition se met, désormais, à invoquer le tribalisme pour affaiblir ses concurrents. « C'est de bonne guerre », lâche simplement M. Rakotonirina. Il n'empêche que ces querelles intestines risquent fort de tempérer la bienveillance de certains bailleurs de fonds à l'égard du mouvement contestataire et que l'aspiration des Malgaches au changement pourrait être déçue par le jeu des ambitions politiques ou personnelles.

JEAN HÉLÈNE

Panique sur le billet vert

L'ambassadeur américain à Moscou, M. Jack Matlock, a dû intervenir lundi 5 août à la télévision locale pour apaiser les Soviétiques saisis de panique après avoir entendu que de nouveaux billets de 50 et 100 dollars allaient être mis en circulation aux Etats-Unis.

Traumatisés par leur expérience de cet hiver, lorsque le Kremlin avait supprimé en trois

jours les coupures de 50 et 100 roubles, faisant s'évaporer du même coup les économies de millions de ménages, les Soviétiques tentent de plus en plus d'épargner en dollars, la monnaie la plus recherchée au URSS. D'où la psychose d'un nouveau mauvais coup sur les billets, qu'a voulu démentir M. Matlock en affirmant que les anciennes coupures seraient encore utilisables. - (Reuters)

URSS

Le KGB n'était pas hanté par l'attente de la pappe, selon M. Gorbatchev. - Une coquette ordonnée par le président Gorbatchev à la demande du président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a conduit à l'annulation du KGB dans l'attente de 1981 contre Jean-Paul II, selon une lettre de M. Gorbatchev à M. Andreotti dont a fait état lundi 5 août l'agence italienne ANSA. - (AFP, UPI, Reuters)

Les suites du massacre de Litmanie. - L'association indépendante de militaires soviétiques Tchabit a conduit, à l'issue d'une « enquête préliminaire », la responsabilité du KGB dans la tuerie du poste douanier lituanien de Medininkai, il y a une semaine. Une organisation inconnue, le « Service de sécurité pour la défense des intérêts du peuple russe », a revendiqué le massacre (qui a fait sept morts), mais les autorités lituaniennes la considèrent comme un prétexte pour le KGB ou les commandos spéciaux du ministère soviétique de l'Intérieur. D'autre part, un chirurgien de l'armée allemande a voulu spéculer sur le seul survivant de la tuerie, Thomas Semas, grièvement blessé. Si on parvient à le sauver, son témoignage sera crucial pour tenter d'identifier les auteurs.

Entrée en vigueur du décret de M. Eltsine restreignant les activités

de PC. - Le décret pris par le président de Russie, M. Boris Eltsine, pour interdire les activités des partis politiques - donc du parti communiste - sur les lieux de travail est entré en vigueur dimanche 4 août. Bien que considéré comme anti-constitutionnel par les communistes et par le parquet soviétique, il semblait généralement appliqué lundi. - (Reuters, AFP, Tass)

M. Gorbatchev est parti en vacances. - Le président soviétique est parti dimanche 4 août en vacances dans sa résidence estivale de Crimée, sur les bords de la mer Noire, pour une durée non précisée. - (Tass)

TURQUIE : des enquêteurs allemands à la recherche des touristes disparus. - Deux fonctionnaires allemands sont partis pour la Turquie afin d'aider la police locale à enquêter sur l'enlèvement, jeudi le soir à Antakya, de dix touristes allemands, a annoncé lundi la police criminelle fédérale. Alors que les autorités turques soupçonnent les indépendantistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Bonn précise que l'identité des ravisseurs et leurs motifs politiques n'ont pas encore été formellement établis. Le PKK a démenti être à l'origine de l'enlèvement. - (AFP)

ASIE

PHILIPPINES : après la capture de son chef à Manille

La lente érosion du PC

L'arrestation, lundi 5 août, à Makati - le quartier des affaires de Manille - du numéro un du Parti communiste philippin (PCP) et de son bras armé, la NPA (Nouvelle armée populaire), M. Romulo Kintanar, dit « Rolito », alors qu'il était consultant en ophtalmologie (nos dernières éditions du 6 août), représente le dernier d'une longue série d'échecs pour un mouvement révolutionnaire qui subit désormais plus de coups qu'il ne peut en donner.

M. Kintanar a été capturé en même temps que son épouse, Gloria Jopson, elle-même soupçonnée d'être la responsable financière du parti. Il y a trois ans déjà, tous deux avaient été la proie des forces de l'ordre. Mais ils avaient réussi à leur échapper dans des circonstances rocambolesques quelques mois plus tard.

Cette fois-ci, la police s'efforcera de monter bonne garde autour de ce prisonnier de bois, qui s'ajoute à une longue liste de captifs, dont les trois derniers ont été interpellés il y a une semaine à peine. Le principal représentant de l'aile « dure » - maoïste - du PCP retrouvera M. Saturnino Ocampo, surnommé « Satura », l'un des chefs de la tendance « modérée », actuellement sur la touche, arrêté, lui aussi, avec son épouse, Carolina Malay, également membre du comité central, en 1989. Mais aussi la direction des Visayas (au centre du pays), un ancien secrétaire général du parti, sans parler des milliers de captifs et de déportés de la NPA, du PCP, ou de leur aile politique, le Front national démocratique (NDF).

Déjà, le 17 février dernier, la présidente Cory Aquino avait affirmé qu'il n'y avait plus ni danger communiste ni menace militaire contre son gouvernement. Si les colonels rebelles ont toujours pas baissé les bras, le PCP assiste à l'effondrement de sa stratégie de guérilla urbaine tout comme à l'échec de son idéologie maoïste.

Il n'y a plus de Robin des bois

Malgré quelques succès, tels que l'assassinat de personnalités et d'un colonel armé, l'effacement d'un homme d'affaires japonais, les commandos de tueur urbains, surnommés les « moineaux », en raison de leur capacité à se disperser dans la foule après leurs coups, ont fait long feu. Pis, ils ont aliéné la cause qu'ils étaient chargés de défendre : bon nombre de sympathisants, las des tueries, et des bavures.

Car, depuis la fin de la dictature Marcos, le PCP semble avoir été, au moins par deux fois, saisi du démon stalinien des purges. En 1985-1986, convaincue qu'elle était infiltrée par des agents de l'armée, la direction du parti s'était livrée à un massacre de cen-

taines, voire de milliers de militants, avant de s'excuser auprès des familles des victimes pour ses erreurs. D'autres cadavres ont été découverts en 1989. Des charniers à la cambodgienne ont aussi été déterrés près de bases rouges comme dans la région de Manille. Ce qui a contribué à démorceler des militants déjà pourchassés par l'armée et les « vigilantes » aux méthodes au moins aussi expéditives.

A un moment où le communisme bat de l'aile ailleurs dans le monde, le retour aux vieilles méthodes dignes des régimes totalitaires témoigne du désarroi d'un mouvement dont la capacité d'analyse de la situation philippine s'était de plus en plus réduite à des slogans dépassés. La meilleure preuve en a été le refus du PCP de voir dans la chute du dictateur Marcos devant un véritable mouvement populaire et son remplacement par M. Aquino autre chose qu'une lutte pour le pouvoir entre membres d'une oligarchie.

Quand le parti a reconnu ses « erreurs », il était trop tard, il s'était coupé de l'opinion urbaine. « Cory » - elle-même soumise à de fortes pressions d'une armée avide d'en découdre - avait pris acte de la rupture des négociations et de la trêve par la NPA, relancé les opérations et juré d'anéantir la guérilla.

On est loin du temps où les guérilleros, dont certains chefs étaient issus de la bonne société ou de l'intelligentsia - l'ex-chef du PCP, M. Jose Maria Sison, libéré après la chute de Marcos et réfugié à l'étranger, était un universitaire vivant dans la capitale au nez et à la barbe de la police, considérés comme des Robins des bois. Les temps ont changé, même si le PCP reste bien implanté dans bon nombre de zones rurales. Les slogans anti-américains ont été repris par d'autres. Le PCP s'est révélé incapable de tirer profit de la déliquescence politique du régime Aquino, miné par les rivalités de clans, les tentatives de putschs militaires, la corruption, le népotisme et la crise économique.

Pour ne pas parler de l'impact de la guerre du Golfe, qui a tari une source en devises sur laquelle Manille comptait tant, les salaires des dizaines de milliers de Philippines employés dans la région. Aujourd'hui, l'inflation est à deux chiffres, 40 % des exportations sont au service d'une dette extérieure de 26 milliards de dollars, plus de la moitié de la population vit en-deçà du seuil de pauvreté, et le gouvernement a interrompu en août 1990 son plan de réformes économiques.

Dans la campagne électorale qui se prépare pour la succession de M. Aquino, on parle moins de la NPA que de la candidature de son ancien ministre de la Défense, le général Fidel Ramos. Celui qui, déjà sous Marcos, menait la lutte contre les communistes.

PATRICE DE BEER

PAKISTAN

Le gouvernement de M. Nawaz Sharif sérieusement affaibli

A l'occasion du premier anniversaire de sa destitution par le président Ghulam Ishaq Khan, le 6 août 1990, M. Benazir Bhutto, ancien premier ministre et chef de l'opposition, a intensifié ses attaques contre le gouvernement de M. Nawaz Sharif. Elle a organisé un jeûne de douze heures devant le Parlement afin de protester contre une loi instituant de nouveaux tribunaux spéciaux. M. Bhutto affirme que, depuis un an, vingt mille de ses partisans ont été arrêtés, notamment dans la province du Sind, où son Parti du peuple (PPP) a été pratiquement décapité. Trois ans après la mort du général Zia Ul Haq, qui dirigea le Pakistan de 1977 à 1988, la classe politique continue à se déchirer sous le regard complice du président, et le poste de premier ministre apparaît toujours des plus instables.

ISLAMABAD

correspondance

Les choses avaient bien commencé pour M. Nawaz Sharif. Pendant la guerre du Golfe, il avait tenu bon malgré les critiques de ses partenaires religieux, la pression de la rue et les prises de position du général Aslam Beg, le patron de l'armée. Le premier

ministre était resté du côté des alliés, envoyant plus de dix mille soldats en Arabie saoudite, en dépit aussi de la suspension de l'aide américaine à Islamabad.

Dans le domaine nucléaire, qui constitue la principale pomme de discorde avec Washington, sa position d'homme « conférence à cinq » (Etats-Unis, URSS, Chine, Inde, Pakistan) en vue d'empêcher toute prolifération en Asie du Sud, était apparue comme une avancée diplomatique. Sur le front économique, la ligne résolument libérale adoptée par cet industriel de quarante-deux ans avait plu aux chancelleries occidentales, vivement intéressées par son ambitieux programme de privatisations.

Mais, brusquement, tout a basculé. Deux mystérieux massacres de civils, à la fin du mois de juin dans la région relativement paisible de Lahore, ont mis un frein à la révolution économique et marqué le début d'une série de tracas pour M. Sharif. La loi et l'ordre sont devenus ses obsessions et il a dû annuler une importante tournée au Japon. Son objectif immédiat était d'empêcher que le « cancer » du Sind, où règne l'insécurité, ne s'étende au Pendjab, son fief électoral.

Le « long bâton » du président

Une série de décrets ont ainsi été promulgués, en vue notamment de confisquer toutes les armes circulant illégalement dans le pays. La date limite pour la remise de ces armes, qui se comptent par milliers près de la fron-

tière afghane et dans le Sind, a été reportée à deux reprises et, de l'aveu de certains responsables gouvernementaux, cette campagne sécuritaire est un « échec ».

Un amendement constitutionnel a été adopté le 18 juillet à l'Assemblée nationale. Le texte, controversé, donne des pouvoirs judiciaires exceptionnels aux autorités fédérales pour une période de trois ans, avec la mise en place de nouveaux tribunaux spéciaux pouvant juger sommairement tout individu soupçonné « de terrorisme et d'autres crimes odieux ».

M. Bhutto et ses principaux lieutenants, déjà poursuivis pour « falsifications » - l'époux de « Benazir », M. Asif Zardari, est emprisonné depuis dix mois pour enlèvement et terrorisme - ont aussitôt redouté une aggravation de la « vendetta ». L'opposition a menacé d'intensifier l'agitation dans la rue et d'accomplir la démission en bloc de ses quarante-cinq députés.

M. Sharif dispose d'une majorité des deux tiers à la Chambre basse. Pourtant, les rumeurs les plus folles circulent désormais sur son sort : des manœuvres de coulisse se poursuivent en vue de former un nouveau gouvernement dont il serait écarté. Depuis 1988, le poste de premier ministre est devenu un poste à très hauts risques au Pakistan. M. Mohammed Juseo, M. Benazir Bhutto et M. Ghulam Mustafa Jatoi se sont succédé à la tête du gouvernement avant d'être soudainement remerciés.

C'est certainement l'un des héritages du général Zia, qui avait lui-même amendé la Constitution de 1973 pour accorder la préférence à un président disposant de pouvoirs discrétionnaires. Son successeur, M. Ishaq Khan, un bureaucrate de soixante-cinq ans, connaît parfaitement la classe politique pakistanaise, composée en majorité de féodaux et d'industriels, sa force et ses faiblesses.

« Ici, tout le monde se tient, mais c'est le président qui a le plus long bâton », explique M. Akmal Hussain, un des économistes les plus en vue, en déplorant « la myopie intellectuelle et l'immaturité des politiques » y compris de « Benazir ». Alors que le pays a un potentiel énorme et que les défis sont immenses.

Selon lui, le monde des affaires n'a déjà plus confiance en M. Sharif. Sa politique de privatisation a du plomb dans l'aile parce que, tout simplement, elle n'a pas été planifiée et que les acheteurs potentiels des quelque cent trente unités industrielles que le gouvernement veut mettre en vente osent toujours pas s'ils vont pouvoir recruter et licencier.

M. Razia Bhatti, rédactrice en chef du magazine indépendant *Newsline*, est encore plus critique : 40 % du budget vont à la défense, moins de 2 % à l'éducation, la croissance démographique atteint 3 % et il y a 75 % d'illettrés au Pakistan selon les chiffres officiels. « Pendant ce temps, dit-elle, tout le monde se croit riche et puissant ».

G. S.

Un entretien avec M^{me} Benazir Bhutto

« Tant que le président Ishaq Khan restera en place, tout compromis sera difficile » nous déclare l'ancien premier ministre

Dans l'entretien qu'elle nous a accordé à Islamabad, M^{me} Benazir Bhutto prédit que le chef de l'Etat annoncera une dissolution du Parlement l'année prochaine. Elle affirme également maintenir des contacts avec les militaires.

« Quel est votre principal ennemi ? Le premier ministre Nawaz Sharif ou le président Ghulam Ishaq Khan ? »

« Le président, et il ne laisse pas M. Nawaz Sharif se rapprocher de nous. Ce dernier m'avait envoyé récemment certains signaux en vue d'un arrangement politique. Mais, brusquement, il a changé d'idée. Je pense que c'est la cause du président. »

« Lorsque j'étais premier ministre, j'ai moi-même essayé de m'entendre avec M. Sharif, mais le président ne m'a pas laissé faire. C'est pourquoi, tant qu'il restera en place, tout compromis sera difficile. »

« A quel moment selon vous M. Ishaq Khan se retirera-t-il ? »

« Il n'aurait resté là où il est pour toujours, mais nous espérons qu'il ne durera pas longtemps. En théorie, son mandat de cinq ans expire en 1993 (...). Je pense qu'il annoncera une dissolution du Parlement en 1992, afin d'avoir un nouveau premier ministre et une nouvelle Assemblée, et pouvoir marchander sa réélection. »

« Auriez-vous alors une nouvelle chance ? »

« Aucune, dans une élection truquée, aucune. Mais si des élections honnêtes sont organisées, nous rattrapions tout. »

« Depuis la création du Pakistan, il y a eu une seule élection libre et équitable dans les affaires politiques. Un nouveau chef d'état-major, Asif Nawaz Janjua, doit remplacer, le 17 août, le général Aslam Beg. On dit qu'il est lui aussi anti-Bhutto. Est-ce vrai ? »

« Aucun des deux n'est anti-

Bhutto ni anti-Sharif. Ce sont des militaires, des professionnels. Ils aimeraient maintenir l'armée en dehors de la politique. En tant que chef de l'opposition, j'aimerais assurer la stabilité du pays. Mais cette stabilité ne pourra voir le jour que si le gouvernement arrive à un compromis avec l'opposition. »

« Maintenez-vous des contacts avec les militaires ? »

« Je les rencontre à de nombreuses occasions. Comme j'ai dirigé le gouvernement, j'en connais beaucoup et je continuerai à le faire chaque fois qu'une occasion se présentera. »

« Vous avez suivi le scandale de la BCCI. Il y a une théorie, partagée par de nombreux Pakistanais, selon laquelle il s'agit d'un complot contre une banque musulmane, du tiers-monde. Etes-vous de cet avis ? »

« De nombreux Pakistanais se sentaient fiers de cette banque musulmane fondée par un compatriote. Nous pensons que la ferme-

ture de la BCCI a été une mauvaise chose parce que ce sont les déposants qui ont souffert. Ces gens qui travaillent ont tout perdu alors que les escrocs se sont enfuis avec l'argent. Nous pensons que la Banque d'Angleterre aurait dû d'abord consulter Cheikh Zayed d'Abou-Dhabi. Nous croyons savoir qu'il souhaitait restreindre la banque. Si c'est vrai, la liquidation était une action précipitée. »

« Pensez-vous que M. Agha Hassan Abedi, le fondateur de la BCCI, et ses collègues étaient réellement impliqués dans des actes de fraude à très grande échelle ? »

« C'est à l'enquête de prouver qu'il était impliqué. S'il y a eu fraude, que les escrocs soient arrêtés. Nous n'avons jamais vu une situation où l'escroc part libre tandis que l'argent des déposants est perdu. »

Propos recueillis par GAD SUTHERLAND

DIPLOMATIE

M. Louis Joinet a été élu à la présidence de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondant

La sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, qui se réunit tous les ans au Palais des Nations, à Genève, a élu pour la première fois un Français, M. Louis Joinet, à la présidence de sa session, qui se tient du 5 au 30 août. Réputé pour son inlassable activité au service des droits de l'homme, M. Joinet est membre de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU - composée de vingt-cinq experts indépendants - depuis 1982. Cette année, l'ordre du jour de la sous-commission comprend une vingtaine de points, portant notamment sur « les formes contemporaines

d'esclavage », « les discriminations à l'encontre des populations autochtones », les mutilations sexuelles (insérées sous l'euphémisme de « pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants »), et « la discrimination contre les personnes affectées par le HIV ou atteintes du sida ».

On parlera naturellement de l'apartheid mais également de la torture, des exécutions sommaires, des disparitions, des arrestations et détentions arbitraires, ainsi que de la liberté d'expression. Des débats sur la situation dans nombre de pays - dont la Chine, Cuba, le Guatemala, la Guinée-Equatoriale, l'Irak, l'Iran, les territoires occupés par Israël, le Koweït, le Salvador et Timor occi-

dental occupé par l'Indonésie - sont aussi prévus, tandis que les cas de violations des droits de l'homme dans divers autres parties du globe, tels le Maroc et le Tibet, seront soulevés par des organisations non gouvernementales.

[Né le 26 mai 1934 à Nevers, M. Joinet est entré à l'Ecole nationale de la magistrature (ENM) après avoir été étudiant et instituteur. Sorti premier de l'ENM, il est nommé magistrat à la chancellerie en 1966. Au lendemain de mai 1968, il est l'un des fondateurs du Syndicat de la magistrature, dont il sera le secrétaire général puis le président (1968-1972). Spécialiste du droit de l'information, il est directeur de la réglementation à la Commission nationale d'information et de libertés (1972-1980), avant d'en être écarté par M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux. En mai 1981, il devient conseiller technique, chargé de la justice et des droits de l'homme, au cabinet du premier ministre Pierre Mauroy. Il occupera ce poste de façon continue, à l'exception de la période de cohabitation (1986-1988), étant ainsi le seul conseiller technique à avoir servi à ce même poste, tous les premiers ministres de gauche. Nommé avocat général près la cour d'appel de Paris en juillet 1986, il devient avocat général à la Cour de cassation en juillet 1989, non sans continuer son action au cabinet des premiers ministres Michel Rocard et Edith Cresson. Depuis 1991, M. Joinet était l'expert français à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU.]

Entretiens sino-vietnamiens sur le Cambodge à Pékin. Le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Xu Duxin, rencontrera son homologue vietnamien, M. Nguyen Vi Nien, jeudi 8 août, à Pékin, pour examiner « le règlement politique de la question cambodgienne et les relations sino-vietnamiennes », a annoncé lundi 5 août un porte-parole ébénol. Pékin soutient les Khmers rouges, principale faction de la résistance en lutte contre le régime pro-vietnamien en place à Phnom-Penh. (UPI, Reuters, AP.)

M. Hubert Curien à Pékin fin août. Le ministre français de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, effectuera une visite en Chine du 23 août au 3 septembre, et-on apprend de source diplomatique française. Il devrait notamment signer un accord de principe en vue de la création d'un centre de technologie avancée. Outre Pékin, M. Curien se rendra également à Shanghai, Canton et Shenzhen. Cette visite répond à une invitation prévue initialement pour 1989, et ajournée après la répression du « printemps de Pékin ». -

A TRAVERS LE MONDE

CENTRAFRIQUE

Affrontements entre étudiants et forces de l'ordre à Bangui

Des heurts ont opposé étudiants et forces de l'ordre, lundi 5 août, à Bangui, paralysant la circulation dans le centre de la capitale centrafricaine. Les étudiants, qui exigent la libération du président de leur « Coordination », M. Cyrille Emmanuel Sandy, arrêté dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 août, ont élevé des barricades, qui ont été rapidement démantelées par les forces de sécurité.

Une fonctionnaire de la Mission française de coopération a été brièvement retenue par des manifestants, ces derniers affirmant vouloir que « la France soutienne l'appel du peuple pour la convocation d'une Conférence nationale ». Le calme semblait revenu en début d'après-midi. Aucun bilan des incidents n'a pu être obtenu.

Par ailleurs, l'Union des syndicats d'avant-garde centrafricains (USICA) a lancé, lundi, un appel à la grève générale à quarante-huit heures à partir du jeudi 8 août. L'USICA proteste contre l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants et l'interdiction par le gouvernement des fédérations de fonctionnaires. (AFP, Reuters.)

CUBA

Tous les citoyens âgés de plus de vingt ans pourront voyager à l'étranger

Trois jours après l'ouverture des Jeux panaméricains qui rassemblent à La Havane plus de dix mille athlètes venus de la plupart des pays du continent, le ministère cubain des relations extérieures a annoncé, lundi 5 août, que tous les Cubains âgés de plus de vingt ans auront prochainement autorisés à voyager à l'étranger. C'est la seconde fois en un an que La Havane abaisse cette limite d'âge auparavant fixée à trente ans pour les femmes et trente-cinq ans pour les hommes.

Le ministre des relations extérieures, cité par l'agence cubaine *Presse Latina*, a précisé que cette mesure, applicable à toute personne dont le billet d'avion pourra être payé en devises étrangères, n'est « en aucun cas » une réponse à la décision américaine, annoncée dimanche, de ne plus accepter de nouvelles demandes de visas émanant de Cuba, décision prise en raison du nouveau rapport de Cuba (un sur trois environ) qui restent illégalement sur le territoire américain après être entrés avec un visa de tourisme. (AFP, UPI, Reuters.)

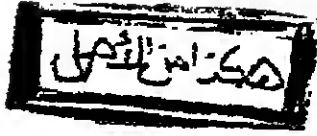
IRAN

Port obligatoire du foulard dans les sociétés étrangères

Le commandant des forces de l'ordre du nord de Téhéran, M. Masoud Kiamarzi, a lancé lundi 5 août un « avertissement » aux entreprises étrangères installées en Iran, les menaçant de fermeture au cas où leurs employés ne respecteraient pas « scrupuleusement » le port du foulard.

Dans un communiqué publié dans la presse, il a déclaré : « Lors de récentes inspections dans plusieurs sociétés étrangères, malheureusement, il a été constaté que les femmes travaillaient sans respecter les règlements islamiques. Les chefs d'entreprises étrangères qui se trouvent en Iran et qui ne respectent pas les règlements du régime sacré de la République islamique, faute de quoi la responsabilité de la faute sera reportée sur eux. »

« Au cas où de tels délits sont constatés dans une entreprise étrangère, ladite entreprise sera fermée, quelle qu'en soit la nationalité », a précisé M. Kiamarzi. (AFP.)



PROCHE-ORIENT

Au terme de sa sixième mission de bons offices

M. James Baker se déclare « confiant » pour le processus de paix

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a achevé lundi 5 juillet à Alger sa sixième mission de bons offices depuis la guerre du Golfe en soulignant « le rôle important de l'Algérie dans le processus de paix ».

M. Baker « demeure confiant » après sa rencontre avec le président Chadli Bendjedid. Selon lui, l'Algérie est engagée dans ce processus de paix, tout comme le sont les Etats-Unis et tous les autres pays qui ont souscrit à ce processus que nous avons proposé ces derniers temps dans la région.

De son côté, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Lakhdar Brahimi, a annoncé que l'Algérie allait demander au roi Hassan II du Maroc, actuel président de l'Union du Maghreb arabe (UMA-Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye), de convoquer une réunion des ministres des affaires étrangères maghrébines en vue d'examiner les propositions américaines de paix au Proche-Orient. Il a ajouté que l'Algérie resterait en contact avec les Palestiniens et les autres pays arabes pour étudier la meilleure façon de poursuivre le processus de paix.

M. Baker avait surpris au cours de sa conférence de presse en invitant la Libye à se joindre aux négociations de paix en tant qu'observateur aux côtés d'Israël. C'est la première fois qu'un responsable américain a des paroles aimables à l'égard du régime du colonel Kadhafi depuis le raid américain sur Tripoli. La Libye se trouve toujours sur la liste du département d'Etat américain des pays considérés comme favorisant le terrorisme, et les Etats-Unis observent de ce fait depuis 1986 un embargo économique contre Tripoli.

Arrivé inopinément dimanche en Libye, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, avait tenté de convaincre le colonel Kadhafi de ne pas dénoncer le projet de conférence de paix au Proche-Orient. Cette visite avait aussi pour but d'apaiser l'irritation de Tripoli après l'annonce samedi par le département américain du Trésor que les Américains entrevoient des relations commerciales avec douze entreprises et vingt et une personnes liées à la Libye, susceptibles d'être punies de peines de prison. Dimanche, Tripoli avait accusé Washington de violer le droit international et de nuire envers la Libye une hostilité « irréductible ».

L'OLP désavoue les propos de M. Bassam Abou Charif

L'OLP a désavoué lundi une déclaration faite la veille à des journalistes américains par M. Bassam Abou Charif, conseiller du chef de l'OLP, concernant une participation palestinienne à la conférence de paix au Proche-Orient. Ce dernier, qui est considéré comme le chef de file de la tendance pro-américaine à l'intérieur de l'OLP, avait affirmé : « Il

n'y aura pas d'obstacle » empêchant les Palestiniens de participer à la conférence de paix, et « la formule acceptée » pourrait être la présence d'un Jordanien né à Jérusalem dans la délégation palestinienne.

Maladresse ou ballon d'essai que le responsable de l'OLP est venu à Tunis rappeler que, avant même la publication de la mise au point officielle, M. Bassam Abou Charif avait tenté de rectifier le tir en diffusant un communiqué qui soulignait que « l'OLP est seule habilitée à décider de la formation de la délégation palestinienne et des modalités de sa participation » à la conférence de paix.

A Jérusalem, M. Faycal Hussein, un des principaux interlocuteurs de M. James Baker, a affirmé dans une déclaration publiée lundi que « les Palestiniens ne sont pas encore dans une situation difficile » et « détiennent les moyens de mettre en échec toute solution qui ne satisfait pas leurs aspirations et leurs droits légitimes ».

Il a souligné que trois options étaient possibles pour la représentation des Palestiniens à la conférence de paix : « Une délégation de Palestiniens des territoires et de la diaspora, une autre jordanienne-palestinienne dont nous choisirons les membres palestiniens, et une troisième comprenant uniquement des Palestiniens de la diaspora ».

Il a enfin indiqué que la délégation qui a rencontré M. Baker à Jérusalem a refusé une proposition

américaine sur la présence au sein de la délégation d'un Palestinien originaire de Jérusalem et vivant à l'étranger, afin de concilier les positions palestiniennes et israéliennes sur la question de Jérusalem.

Après les menaces de mort proférées par l'organisation intégriste du Jihad islamique contre M. Faycal Hussein et M^{me} Hanane Ashraoui qui faisaient partie de la délégation qui a rencontré M. Baker vendredi à Jérusalem, la police israélienne a décidé de renforcer ses effectifs autour de leurs résidences, situées respectivement à Jérusalem-Est et à Ramallah. Le Jihad islamique dans un communiqué distribué dimanche dans la bande de Gaza, avait indiqué que M. Hussein « finira sa vie comme le roi Abdallah de Jordanie », assassiné en 1951 après avoir eu des contacts avec les dirigeants israéliens.

Malgré les pressions internationales pour qu'ils cessent les implantations dans les territoires occupés, les Israéliens ont inauguré lundi une nouvelle colonie de peuplement en Cisjordanie. Selon la télévision israélienne, quinze familles de colons israéliens se sont installées dans une nouvelle implantation, « Eklat », au sud de la localité palestinienne de Dharriya, en Cisjordanie. Les députés du Mouvement des droits civiques, MM. Yassir Sarid et Ran Cohen, ont estimé que la création de cette implantation « constituait un « acte » d'Israël à l'initiative de paix américaine. (AFP, Reuters, AP)

IRAQ : devant les inspecteurs de l'ONU

Bagdad reconnaît avoir produit du plutonium et mené des recherches sur des armes biologiques

L'Irak a reconnu devant les inspecteurs de l'ONU qu'il avait produit secrètement 3 grammes de plutonium, pouvant être utilisés dans une bombe atomique, a-t-on appris lundi 5 août, au cours de la réunion du Conseil de sécurité.

Cette information a été révélée un jour après que les autorités de Bagdad eurent également admis que, pendant quatre ans, jusqu'en août 1990, l'Irak avait effectué des expériences bactériologiques dont les résultats étaient susceptibles d'être appliqués à des armements non conventionnels.

L'annonce de l'existence de ces programmes a été faite au Conseil de sécurité alors que celui-ci examinait la question du maintien du blocus économique, financier et militaire que l'ONU a imposé à l'Irak dans sa résolution 687, à la suite de l'invasion du Koweït.

« Une grande préoccupation »

« La grande majorité du Conseil estime qu'il n'y a pas de raison de modifier les sanctions », a déclaré l'ambassadeur de Grande-Bretagne à l'ONU, Sir David Hannay, en commentant les informations sur la fabrication clandestine de plutonium par l'Irak.

Robert Gallucci, chef adjoint de la commission spéciale de l'ONU chargée de découvrir et de détruire

les armes chimiques, biologiques, nucléaires et balistiques de l'Irak, a estimé que la quantité de plutonium fabriqué n'était pas significative en soi, mais que le fait même que l'Irak ait entrepris cette production suscitait « une grande préoccupation ».

Aux termes de la résolution 687, l'existence de ce plutonium aurait dû être communiquée à la commission spéciale de l'ONU, a souligné M. Gallucci. Les experts de l'ONU considèrent qu'il faut environ 6 kilos de plutonium pour fabriquer une bombe.

« La partie irakienne a informé la délégation d'inspection [des Nations unies] de l'existence d'un laboratoire de recherches biologiques à des fins militaires, dans le cadre d'un établissement de recherches générales », a déclaré lundi à Bagdad un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

« L'Irak a totalement abandonné cette recherche biologique à l'automne 1990 en raison de la possibilité d'une attaque [des Etats-Unis et de leurs alliés], a-t-il ajouté dans une déclaration publiée lundi par le quotidien Al Thawra, organe du parti baas au pouvoir. Des inspecteurs de l'ONU se trouvent en Irak depuis le 2 août pour enquêter sur d'éventuelles recherches biologiques liées à l'armée.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : M. Bush mis en cause par des démocrates

Le Congrès ouvre une enquête sur la libération des otages en Iran

WASHINGTON

correspondance

MM. Ronald Reagan et George Bush, respectivement candidats à la présidence et à la vice-présidence en 1980 contre M. Jimmy Carter, ont-ils voulu délibérément retarder à des fins électorales la libération des cinquante-deux otages américains détenus à Téhéran ? Après avoir longtemps hésité, les leaders démocrates du Congrès ont finalement décidé d'ouvrir une enquête sur les allégations « persistantes et dérangeantes » relatives à un arrangement qui aurait été négocié secrètement en 1980 entre les deux candidats républicains et des personnalités iraniennes. De manière à ne pas favoriser la réélection du président Carter, cet arrangement aurait notamment prévu que les otages seraient libérés après le scrutin présidentiel de novembre, ou contrepartie d'une promesse de livraisons d'armes américaines à l'Iran.

Le retour des otages en janvier 1981, immédiatement après l'entrée en fonction du président Reagan, et les envois d'armes d'Iran à l'Irak pendant la période 1980-1981 avaient donné une certaine assise à ces rumeurs. Mais aucune preuve n'a jamais été produite au sujet de ces allégations vigoureusement démenties par le président Reagan et le vice-président Bush. (Le Monde du 22 juin.)

Dans un communiqué conjoint, M. Thomas Foley, speaker de la

Chambre, et M. George Mitchell, leader de la majorité démocrate au Sénat, estiment que ces soupçons « doivent être réduits à néant une fois pour toutes ». Mais, en même temps, ils soulignent que « le sérieux de ces affirmations et le poids des preuves indirectes exigent un effort pour établir les faits ».

Les leaders démocrates avaient été mis en garde par des évènements, qui avaient souligné la disparition de documents de la campagne électorale de 1980, l'absence probable de démentis iraniens et surtout celle de William Casey, délégué depuis lors. M. Casey fut le directeur de la campagne des candidats républicains, avant d'être nommé directeur de la CIA.

Les leaders démocrates indiquent par ailleurs qu'ils acceptent la mise au point du président Bush, qui aie avoir eu connaissance de ces présumés contacts. En fait, l'état-major démocrate a été poussé par un certain nombre de jeunes parlementaires combattifs et impulsifs, pressés de passer à l'attaque avant l'ouverture de la prochaine campagne électorale. Huit des ex-otages seraient de plus venus au Capitole en juin dernier pour demander une enquête du Congrès, que l'ancien président Jimmy Carter a aussi réclamée. Les dirigeants du Parti démocrate craignent que l'investigation ne tourne court au bénéfice des républicains, qui déjà dénoient la « politicien » pratiquée par leurs adversaires.

Les délires du Sentier lumineux

Suite de la première page

Le dialogue est certes difficile : il heurte certains secteurs militaires des pays concernés et implique surtout une « révision délicate » pour des dirigeants de guérillas souvent implantés depuis des décennies dans une nouvelle implantation. « Eskolat » au sud de la localité palestinienne de Dharriya, en Cisjordanie. Les députés du Mouvement des droits civiques, MM. Yassir Sarid et Ran Cohen, ont estimé que la création de cette implantation « constituait un « acte » d'Israël à l'initiative de paix américaine. (AFP, Reuters, AP)

Le dialogue est certes difficile : il heurte certains secteurs militaires des pays concernés et implique surtout une « révision délicate » pour des dirigeants de guérillas souvent implantés depuis des décennies dans une nouvelle implantation. « Eskolat » au sud de la localité palestinienne de Dharriya, en Cisjordanie. Les députés du Mouvement des droits civiques, MM. Yassir Sarid et Ran Cohen, ont estimé que la création de cette implantation « constituait un « acte » d'Israël à l'initiative de paix américaine. (AFP, Reuters, AP)

couppables d'« exactions » qui ressemblent à celles des guérillas guatémaltèques, salvadoriennes ou colombiennes. A moyen terme, le MRTA pourrait, sans susciter beaucoup d'hostilité au Pérou, imiter l'exemple du M-19 colombien, qui a déposé les armes et s'est engagé en politique (Le Monde du 5 juillet).

Cet auto-isolément croissant du Sentier lui a fait perdre, en partie, les sympathies qu'il avait pu conquérir dans certains milieux intellectuels d'une gauche atomisée et déstabilisée depuis un an par les bouleversements du monde communiste. Carlos Tapia, dirigeant de gauche et associé parlementaire, dénonce aujourd'hui le « laxisme » de ses amis politiques face aux thèmes militaires du Sentier, même, dit-il, « lorsque ce dernier occupe l'objectif d'être au service de l'impérialisme ». Il ajoute : « La gauche considérerait qu'elle ne peut pas se passer du peuple parce qu'il affrontait l'Etat. » Certains leaders de gauche ont, selon Tapia, poussé l'abstention jusqu'à « affirmer que les sabotages de pylônes électriques par les sentristes étaient en réalité l'œuvre des services de renseignement de l'armée ».

Autre mea culpa, celui de Yehude Simon, dirigeant d'un groupuscule de l'extrême-gauche, qui dit : « Le Sentier aurait pu être quelque chose d'important. Il avait des appuis politiques et même celui de certains militaires. Mais il n'a sué dans le vide ».

« Ils sont partout »

Dernier exemple de la volonté de destruction systématique du Sentier, qui vise, entre autres objectifs, à priver totalement le Pérou d'une aide internationale indispensable à la tentative de redressement du pays au bord du chaos : l'assassinat, le 12 juillet dernier, de trois ingénieurs japonais à Hualal, au nord de la capitale, suivi peu après du meurtre d'un industriel, également ressortissant japonais, a suscité une vigoureuse mise en garde du gouvernement de Tokyo à l'égard de M. Fujimori, qui se flatte, avant son élection en juin 1990, de pouvoir compter sur l'assistance financière sans réserve du Japon. Des actions semblables contre des coopérateurs étrangers américains, hollandais et français ont déjà contribué à paralyser l'aide de plusieurs organisations non gouvernementales et à suspendre des contrats de coopération avec certains gouvernements.

Le Sentier maintient son emprise sur de larges secteurs des provinces les plus isolées, comme les sierras du centre et du sud et les vallées tropi-

cales des producteurs de coca, où il a pu remplacer les autorités civiles et policières. Il reste très présent dans les immenses bidonvilles et d'abord à Lima. « Ils sont partout », dit un prêtre français qui vit dans une barriada. Ils ont occupé les écoles, vidés du fait de la grève des maîtres, pour en faire des centres d'hébergement et de propagande.

Mais le refus obstiné d'évoluer politiquement, la corruption pratiquée dans les rangs sentristes par la collaboration avec les narcos, les coups très durs portés à l'organisation maoïste à travers ses organisations de façade (Secours rouge, Association des avocats démocrates) par les forces de l'ordre, la nécessité de recruter par la terreur de jeunes militants qui sont souvent moins de douze ans, finissent apparemment par créer des failles dans un mouvement qui a longtemps réussi à préserver une clandestinité rigoureuse et à maintenir ses structures verticales de commandement.

Des affrontements sanglants ont eu lieu récemment entre groupes sentristes rivaux, incarcérés dans une prison de la capitale. Un document vidéo, découvert dans une « cache » d'un quartier résidentiel de Lima, a révélé que la famille d'Abimael Guzman, Auguste La Torre, alias la « comarade Nora », était décodée, un événement très important admis par le Diario : « Le président Gonzalo affirme, dans son honneur, qu'il a l'intention, qu'il s'est immobilisé pour l'unité du Parti. » Une formule qui a donné du crédit aux rumeurs de dissidence interne grave. Rumeurs encore renforcées par les accusations lancées, puis démenties, selon la revue péruvienne Si, par certains militants contre le dirigeant numéro un du PCP-SL, soupçonné d'avoir lui-même ordonné le meurtre de sa femme. Un épisode obscur et sordide, dans lequel les services spéciaux de la police ont peut-être joué un rôle, mais qui, de toute manière, accroît incontestablement le discrédit politique de la dernière guérilla maoïste d'Amérique du Sud.

MARCEL NIEDERHANG

COLOMBIE : démission de ministre de la justice. — M. Jaime Giraldo, ministre colombien de la justice, a annoncé lundi 5 août qu'il démissionnait de son poste pour siéger au conseil supérieur de l'administration de la justice. Il a nié tout désaccord à propos de l'application de la politique de clemence vis-à-vis des trafiquants de drogue qui présentent leur reddition, une politique dont il était l'architecte. Le portefeuille de la justice a été confié à M. Fernando Carrillo, un avocat de vingt-huit ans. (Reuters, UPI)

EN BREF

MAROC : un Mirage aurait été abattu par le Front Polisario. — Un Mirage F1 a été abattu et son pilote capturé par le Front Polisario, lors d'une attaque menée près de la frontière mauritanienne par treize appareils marocains. C'est ce qu'a annoncé, lundi 5 août, le Front Polisario. Cette attaque survient un mois après le cessez-le-feu, signé par le Maroc et le Front Polisario pour permettre à l'ONU de superviser le référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. (AFP)

KENYA : le Forum de l'opposition déclaré illégal. — L'Union nationale africaine du Kenya (KANU, parti unique au pouvoir) a annoncé, dimanche 4 août, à Nairobi, que le Forum de l'opposition, créé la semaine dernière (le

Mondy des 4 et 5 août), était illégal. Les fondateurs du Forum, favorables au multipartisme, seront « traités comme le veut la loi », avertit la KANU.

CONGO : le président Sassou Nguesso en visite privée à Paris. — Le président congolais Denis Sassou Nguesso a quitté Brazzaville, samedi 3 août, pour une visite privée à Paris, dont la presse locale n'a pas fait mention et dont on ignore la durée. C'est le premier voyage à l'étranger du chef de l'Etat depuis que la conférence nationale l'a privé d'une partie de ses prérogatives et il intervient alors qu'une partie de la classe politique réclame son arrestation, dans le cadre de l'enquête sur des détournements de fonds commis par des dirigeants de l'ancien régime. (AFP)

BURUNDI : contrôle renforcé à la frontière rwandaise. — La frontière avec le Rwanda n'est pas fermée, mais le contrôle a été renforcé, a déclaré, dimanche 4 août, à Bujumbura, le premier ministre du Burundi, M. Adrien Sibomana. Selon lui, la situation dans le nord-ouest est « calme », contrairement à ce que laissent croire des rumeurs faisant état d'un regain de tensions inter-ethniques. M. Sibomana a révélé que huit personnes, dont un ressortissant rwandais, avaient été interpellées alors qu'elles diffusaient des tracts et des casses préchant « la violence, la déstabilisation civile et l'insubordination ». Au cours de cette opération, un gendarme a été accidentellement tué, a précisé le premier ministre. (AFT)

Sharif sérieusement affaibli

Le premier ministre pakistanais, M. Benazir Bhutto, a été sérieusement affaibli par la démission de son ministre des affaires étrangères, M. Asif Ali Zardari, le 3 août. M. Zardari, ancien ministre de la Défense, avait été nommé à ce poste par M. Bhutto après sa victoire électorale en octobre 1988. Sa démission intervient à un moment où le Pakistan est confronté à une crise diplomatique majeure, suite à l'attaque de l'Inde contre la cachemire. M. Bhutto a tenté de maintenir M. Zardari à son poste, mais celui-ci a insisté sur son départ. Cette démission est perçue comme un coup dur pour M. Bhutto, qui voit ainsi diminuer son influence au sein du gouvernement. Elle ouvre également la voie à une éventuelle réévaluation de la politique étrangère du Pakistan.

M^{me} Benazir Bhutto

en place, tout comme son premier ministre

Le premier ministre pakistanais, M. Benazir Bhutto, a été sérieusement affaibli par la démission de son ministre des affaires étrangères, M. Asif Ali Zardari, le 3 août. M. Zardari, ancien ministre de la Défense, avait été nommé à ce poste par M. Bhutto après sa victoire électorale en octobre 1988. Sa démission intervient à un moment où le Pakistan est confronté à une crise diplomatique majeure, suite à l'attaque de l'Inde contre la cachemire. M. Bhutto a tenté de maintenir M. Zardari à son poste, mais celui-ci a insisté sur son départ. Cette démission est perçue comme un coup dur pour M. Bhutto, qui voit ainsi diminuer son influence au sein du gouvernement. Elle ouvre également la voie à une éventuelle réévaluation de la politique étrangère du Pakistan.

VERS LE MONDE

Le premier ministre pakistanais, M. Benazir Bhutto, a été sérieusement affaibli par la démission de son ministre des affaires étrangères, M. Asif Ali Zardari, le 3 août. M. Zardari, ancien ministre de la Défense, avait été nommé à ce poste par M. Bhutto après sa victoire électorale en octobre 1988. Sa démission intervient à un moment où le Pakistan est confronté à une crise diplomatique majeure, suite à l'attaque de l'Inde contre la cachemire. M. Bhutto a tenté de maintenir M. Zardari à son poste, mais celui-ci a insisté sur son départ. Cette démission est perçue comme un coup dur pour M. Bhutto, qui voit ainsi diminuer son influence au sein du gouvernement. Elle ouvre également la voie à une éventuelle réévaluation de la politique étrangère du Pakistan.

POLITIQUE

POINT DE VUE

Jacques Delors sauveur de la gauche ?

par Michel Trebitsch

COMMENT la gauche peut-elle ne pas perdre le pouvoir ? A moins de deux ans des élections législatives et alors que tous les indicateurs, notamment les sondages, sont au rouge, on voit mal quel tournant apaisant lui permettrait de redresser la barre. Sur le plan économique, même avec le coup de pouce d'une reprise encore hypothétique et qui sera de toute façon modeste, il est difficile d'imaginer qu'elle puisse mesurer gouvernementalement pour- rait inviter notamment les principales tendances économiques et sociales, en particulier la courbe du chômage. Les grands dossiers, les grands « chantiers » structurels concernant l'investissement et la balance commerciale, la politique de la ville ou celle de l'immigration, ne peuvent en aucune façon produire d'effets sensibles pour l'opinion publique avant de longs mois, voire des années. Même un changement de cap de l'intensité de la « rigueur » de mars 1993 ne modifierait que modérément les équilibres fondamentaux d'ici aux diverses échéances électorales.

Sur le plan strictement politique, l'arrivée à Matignon d'Edith Cresson a jusqu'ici été ressentie surtout comme un gâchis et se marie de méconnaissance extraordinaire. Malgré le cas- sez-le-fau récent, la parti socialiste reste profondément décliné par la guerre des courants et les rivalités des présidents. La droite, au contraire, se prépare déjà activement et, semble-t-il, efficacement, à ces futures échéances électorales. Elle a même axé toute sa stratégie de reconquête du pouvoir sur les législatives : laissant en suspens la question des « primaires » en vue d'une élection présidentielle, elle a passé un accord d'union et compte se ser-

vir des régionales et des cantonales comme d'un tremplin pour l'apporter en 1993 et mettre en difficulté le chef de l'Etat en faisant peser la menace d'une nouvelle cohabitation.

Une tout autre stratégie

Au lendemain de l'entretien télévisé accordé par le président de la République à l'occasion du 14 juillet, la politique s'est focalisée sur la révision possible du mode de scrutin des élections régionales et cantonales. Contrairement à ce qu'on écrit l'ensemble des commentateurs, on peut être tenté de voir, dans ce chiffon rouge agité au nez de l'opposition, le premier jalon d'une tactique de diversion, dans le cadre d'une stratégie globale destinée à prendre à revers le microcosme politique. En bonne logique clausurienne, en effet, l'état actuel des rapports de force, pour que la gauche se maintienne au pouvoir, c'est de changer le terrain de l'affrontement politique, d'attaquer l'opposition là où celle-ci ne l'entend pas.

On se permettra, ici, un tantinet de politique-fiction, en jouant avec quelques petites phrases, d'apparence anodine, extraites de son entretien télévisé. En premier lieu, lorsque François Mitterrand parle du 1^{er} janvier 1993 comme d'une « date essentielle de l'histoire de France », on peut se demander s'il s'agit simplement d'une insistance, concevable mais réitérée, sur l'importance de l'entrée dans le grand marché unique européen, ou si sa direction particulière pour les événements et tournants symboliques n'est pas porteuse d'autres ambitions profondes. Quand on lui pose en effet une question sur l'éventualité d'une nouvelle coha-

bitation, il se contente d'indiquer : « J'accomplirai mon mandat jusqu'à son terme constitutionnel », ce qui ne signifie aucunement qu'il restera sept ans à l'Elysée, surtout si l'on rapproche cette réponse de celle qu'il a faite sur la révision éventuelle de la durée du mandat présidentiel, idée « raisonnable en soi », mais pour laquelle il faut savoir « saisir l'opportunité ».

Et si, dans le contexte actuel, une telle opportunité mériterait d'être saisie ? Tout affaibli à préparer les législatives, l'opposition ne dispose à l'heure actuelle d'aucun candidat indiscutable et indiscuté. Jacques Chirac fait figure de « has been », et les hypothèses Pasqua, Bédaride, Létour, Noir, demeurent hautement improbables. Quant à Simone Veil et Raymond Barre, ils sont trop isolés et ont donné trop de gages à la gauche pour pouvoir rassembler les forces de l'opposition. Il est vrai qu'à l'inverse, il semble y avoir pléthore de présidents potentiels chez les socialistes, du moins tant que le président en exercice n'est pas lui-même entré dans l'arène, au moins pour faire sentir de quel côté penchent réellement ses propres préférences.

La fusée du référendum

Il n'est pourtant pas certain que son choix doive être favorable à l'un des deux postulants les plus nettement affichés. On serait bien en peine de trouver une prise de position précise du chef de l'Etat en faveur de Laurent Fabius, dont les erreurs techniques, et jusqu'ici très fortes [trop ?] nombreuses pour en faire un candidat d'une solidité à toute épreuve. Quant à Michel Rocard, le plus sérieux des présidents potentiels, on sait trop ce qu'il

sépère de François Mitterrand pour imaginer que celui-ci lui mette de gaieté de cœur le pied à l'étrier. En plaçant, pour la première fois, Jacques Delors en tête des présidents socialistes, un sondage récent pourrait fournir l'indice d'une autre stratégie.

Jacques Delors sauveur de la gauche ? De nombreux facteurs pourraient militer en faveur de cette hypothèse. Président de la Commission européenne, na- turellement pas le mieux à même de « faire gagner » la France lors du tournant de 1993 ? Sa carrière internationale, qui s'est affirmée de 67, n'est plus à démontrer, en tout cas aux yeux des autres Grands. Sur le plan intérieur, son itinéraire personnel, son profil intellectuel, en font un candidat susceptible de rassembler large pour ne pas être prisonnier ni d'un accord à gauche avec un parti communiste corrompu, ni d'un modus vivendi avec un centre introuvable. Faut-il ajouter qu'il n'est en rien marqué par les querelles intestines du PS et qu'on trouve jusqu'à dans l'opposition des hommes comme Roland Merges pour parler de son absence de dogmatisme. Toute la difficulté est de placer en ligne un homme assez peu populaire ou du moins mal connu de l'opinion publique. Son nom a été prononcé à plusieurs reprises comme da celui qui viendrait recoller les pots cassés à Matignon après l'ouragan Cresson. Peu plausible : il y a- rait non seulement sa crédibilité, mais surtout son aura d'homme d'Etat de dimension mondiale.

On peut imaginer, pour mener à terme ce petit morceau de politique-fiction, une démarche plus retorse. En annonçant à l'automne un référendum sur la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, François Mitterrand pourrait mettre à feu une fusée à plusieurs étages, surtout s'il annonçait en même temps que si le référen- dum est adopté, il se résignerait à une nouvelle élection présidentielle, dans la perspective du marché unique, ne pourrait être qu'un homme politique de taille européenne. Démarche risquée, cela est certain. Mais les avantages ne l'emportent-ils pas sur les risques ?

On voit difficilement comment le référendum pourrait être une défaite et, au contraire, il pourrait devenir un moyen éclatant de réunir une puissante majorité servant de base à une reconquête de l'opinion. Pour le chef de l'Etat lui-même, ce pourrait être une façon de partir en beauté, de son plein gré, sans paraître vouloir s'accrocher au pouvoir au-delà du raisonnable, à ses héritiers une image victorieuse. Surtout, en précipitant l'échéance présidentielle, il prendrait totalement à contre-pied l'opposition qui n'y est pas prête et donnerait donc une vraie chance à la gauche de ramporter des législatives qui seraient peu après et non avant l'élection présidentielle.

Michel Trebitsch est historien à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS).

Pour préparer le scrutin
Le RPR publie une première liste de ses chefs de file pour les élections régionales

Le Rassemblement pour la République a communiqué, lundi 5 août, une liste de « chefs de file » pour les prochaines élections régionales dans quarante-quatre départements. Ces chefs de file ont pour mission de « coordonner, pour le compte du mouvement gaulliste, la préparation des négociations prévues, sur le plan national, dans le cadre de la commission d'investiture de l'Union pour la France ».

Ces désignations ne préjugent donc en rien de la future composition des listes d'union de l'opposition, souligne le RPR.

Aquitaine : Girard, M. Jean Tardieu, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal de Saint-Jean-Pied-de-Port; **Alsace** : Bas-Rhin, M. Jean Waline, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal de Strasbourg; Haut-Rhin, M. Hubert Hugel, sénateur, maire de Lapoutrie.

Auvergne : Allier, M. Gérard Ben- nux, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal de Saint-Germain-la-Croix; **Bretagne** : Côtes-d'Armor, M. Jean Kéris, conseiller régional, conseiller municipal de Ploufragan; Ille-et-Vilaine, M. Yvon Bourges, sénateur, président du conseil régional, conseiller municipal de Dinard; Morbihan, M. Célestin Blévin, conseiller régional, conseiller général, maire de Grand-Champ.

France-Comté : Jura, M. Yves-Marie Lehmann, conseiller régional, conseiller municipal de Dole; Territoire-de-Belfort, M. Jean Rosset, conseiller régional.

Langues-Roussillon : Aude, M. Raymond Châte, conseiller général, maire de Carcassonne; **Gard** : M. Jean-Paul Fournier, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal de Nîmes; **Hérault** : M. René Couveinhes, conseiller régional, maire de La Grand-Ville; **Lozère** : M. Georges Meissner (RPR); **Pyrénées-Orientales** : M. Paul Blanc, conseiller régional, conseiller général, maire de Prades.

Midi-Pyrénées : Aveyron, M. Michel Astoul, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal d'Auch; Lot, M. Alain Chastagnol, conseiller général, maire de Souillac; **Hautes-Pyrénées** : M. José Marthe, conseiller régional, conseiller général; **Tarn** : M. Philippe Bonnet, conseiller régional, conseiller général; **Tarn-et-Garonne** : M. Jean Bonhomme, conseiller général.

Nord : Nord, M. Jacques Legendre, conseiller régional, conseiller municipal de Cambrai; **Pas-de-Calais** : M. Jean-Paul Delevoe, maire de Bapaume.

Basse-Normandie : Calvados, M. Yves Lessard (RPR); **Manche** : M. François Digard, conseiller régional; **Orne** : M. Daniel Goulet, député, conseiller régional, maire de La Mêle-sur-Sarthe.

Normandie : Eure, M. Jean-Paul Rémy, conseiller régional, maire de Fleury-sur-Andelle; **Seine-Maritime** : M. Antoine Rufenacht, député, conseiller général, conseiller municipal du Havre.

Pays-de-la-Loire : Loire-Atlantique, M. Olivier Guichard, député, président du conseil régional, maire de La Baule; **Maine-et-Loire** : M. Roselyne Bachelot, député, conseiller régional; **Mayenne** : M. Michel Nicolas, conseiller régional, conseiller général, conseiller municipal d'Evron.

Picardie : Aisne, M. Pierre André, conseiller régional; **Oise** : M. Olivier Dussault, député, conseiller municipal de Beauvais; **Somme** : M. Gaucier Audinot, député.

Poitou-Charentes : Deux-Sèvres, M. Jean de Gaulle, député, maire de Thénac; **Vienne** : M. Louis Gory, conseiller régional.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur : Alpes-de-Haute-Provence, M. Pierre Rinaldi, conseiller régional, conseiller général, maire de Digne-les-Bains; **Hautes-Alpes** : M. Henriette Martinez, maire de Laragne-Montglin; **Bouches-du-Rhône** : M. Léon Vacher, député, conseiller régional; **Var** : M. Jean-Pierre Giani, maire de Saint-Cyr-sur-Mer; **Vaucluse** : M. Jean-Michel Ferrand, député, conseiller général, conseiller municipal de Carpentras.

Dans une lettre ouverte au président de la République
Le CDS demande une loi-programme pour la famille

M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC à l'Assemblée nationale et du CDS, a adressé, lundi 5 août, une lettre ouverte au président de la République, M. François Mitterrand, dans laquelle il estime que « promouvoir la famille n'est pas une idée ringarde ou un quelconque retour à un ordre moral qui serait périmé, mais une idée neuve ».

Après avoir regretté que trois années aient été « perdues » dans ce domaine, les signataires expriment le souhait de voir soumettre au Parlement une loi-programme pour la famille, qui comporterait deux axes. Le premier vise à donner aux Français et aux Françaises « les moyens de faire le choix de la famille », c'est-à-dire celui de se

marier, « en ne pénalisant plus, notamment sur le plan fiscal, le mariage par rapport à l'union libre »; celui d'avoir des enfants, « en favorisant l'accueil de l'enfant pour les jeunes couples »; celui d'élever une famille nombreuse, « en permettant aux familles de trois enfants et plus de se loger et de vivre décemment »; celui d'acquiescer à une activité professionnelle tout en éduquant ses enfants, ou de rester prochainement ou foyer avec des compensations significatives.

Le second axe proposé tend à « ériger la famille en acteur majeur de notre société » par l'affirmation de « la responsabilité et de la liberté dans le choix de l'éducation et de la formation des enfants, en accentuant la décentralisation des politiques scolaires, permettant une plus grande participation des parents dans une éducation nationale trop rigide et trop uniforme ».

filiales patronales qui l'organisent. Les députés communistes proposent trois séries de mesures : sanctionner toute personne qui emploie « directement ou indirectement » des immigrés clandestins; étendre la confiscation de l'outil de travail de l'employeur à ses biens personnels; renforcer les moyens d'action de l'inspection du travail.

Le Front national rend M. Joxe responsable de la mauvaise saison

touristique en Corse. — M. Michel Collinet, membre du bureau politique du Front national, a accusé, lundi 5 août, M. Pierre Joxe, ancien ministre de l'Intérieur et auteur du nouveau statut de la Corse, ainsi que M. José Rossi, député (UDF-PR) de la Corse-du-Sud, rapporteur de ce projet de loi à l'Assemblée nationale, d'avoir provoqué une forte baisse de la fréquentation touristique dans l'île.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

PROJET DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE D'UTILISATION DE LA VIANDE DE SACRIFICE

La Banque Islamique de Développement a le plaisir de porter à la connaissance des pèlerins, que le Comité chargé de la supervision du projet d'utilisation de la viande Hady et Achahi - pour le pèlerinage 1411 H - a accompli, avec l'aide de Dieu, l'opération de sacrifice dans les abattoirs pilotes de Moudalla (1), Moudalla (2), Wadi Moudalla (3) pour les bovins et à l'abattoir (4) pour les chèvres et ovins. Toutes les conditions techniques et sanitaires devant être remplies par les bêtes destinées au sacrifice ont été strictement observées. S'agissant des ovins, les sacrifices ont été effectués au nom des pèlerins qui, par l'intermédiaire de mandataires ou du Comité chargé de superviser le projet, ont participé au projet.

Le nombre total de moutons sacrifiés par procuration - toutes formes de sacrifices contondus Hady Tawassoul, Hady Qiran, Hady Tawassoul, Fidya, Othrya et Sadeqa - a atteint 487.120. Une partie de la viande de sacrifice a été distribuée aux pèlerins à Mina ainsi qu'aux nécessiteux de la Mecque. Une autre partie a été distribuée, ou est en cours de l'être, vers des nombreux pays islamiques par voie terrestre, aérienne et maritime.

Dans le tableau qui suit on trouvera les détails concernant les quantités de viande ovine et de chèvre expédiées ou en cours de l'être, à l'extérieur du Royaume d'Arabie Saoudite (en nombre de têtes).

PROGRAMME DE DISTRIBUTION DE LA VIANDE HADY ET ADHAI POUR LE PELERINAGE 1411H

| PAYS | QUANTITES A EXPEDIER | QUANTITES EXPEDIEES | MOYEN DE TRANSPORT | DATE APPROXIMATIVE D'ARRIVEE DES BATAUX |
|-------------------------|----------------------|---------------------|--------------------|---|
| 1. Saoud | 15.000 | — | Complet | 12/7/1991 |
| 2. Pakistan | — | 5.100 | Complet | 25/7/1991 |
| 3. Ouzbékistan | — | 71.200 | Complet | 24/7/1991 |
| 4. Bangladesh | 10.000 | 10.000 | Complet | 15/8/1991 |
| 5. Jordanie | 60.000 | — | Complet | 22/7/1991 |
| 6. Irak | — | 40.000 | Complet | 25/7/1991 |
| 7. Liban | 25.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 8. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 9. Arabie Saoudite | 5.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 10. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 11. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 12. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 13. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 14. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 15. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 16. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 17. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 18. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 19. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 20. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 21. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 22. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 23. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 24. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 25. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 26. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 27. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 28. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 29. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 30. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 31. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 32. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 33. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 34. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 35. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 36. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 37. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 38. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 39. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| 40. Émirats Arabes Unis | 10.000 | — | Complet | 25/7/1991 |
| TOTAL | 228.000 | 81.000 | | |

S'agissant des chèvres et ovins, ont été sacrifiés pour la première fois dans le cadre du projet, au nouvel abattoir conçu à cet effet, 8.688 chèvres et 2.157 ovins (10.845 bêtes au total). 5.000 offrandes ont été distribuées, durant la période de l'Aïd à Mina et à la Mecque, aux pèlerins et aux pauvres de la Mecque. Les objectifs poursuivis par le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite ont été ainsi réalisés : les pèlerins ont pu bénéficier de ces facilités et la viande Hady et Achahi a pu être distribuée au profit des musulmans pauvres.

Le Comité de supervision de projet avait cette occasion pour adresser ses remerciements aux pèlerins qui lui ont fait confiance, ainsi qu'au Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite, et à sa tête le Service des deux Saintes Mosquées, pour les efforts qu'ils ont fournis et les moyens qu'ils ont mis au service du projet important.

Puisse Allah inspirer notre Oummah, la guider et lui assurer la victoire.

LES CAHIERS DE L'ESPRIT L'ORIENT

L'APRÈS GUERRE

Contre la guerre des cultures

ضد حرب الثقافات

Juin 1991, numéro spécial 95,00 FF

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - TEL : 48 64 08 33

هزات النضال

DOSSIER

L'histoire refoulée des harkis

Sept questions sur un abandon

1) Qui étaient les harkis ?

Le terme *harka* (1) a été officiellement utilisé pour la première fois, pendant la guerre d'Algérie, dans l'ordre de commandement général n° 41277 du 8 février 1956, pour désigner les unités supplétives formées à l'échelon des «quartiers». À partir de groupes civils d'autodéfense équipés d'armements défensifs, parfois promus «commandos de chasse». Pour l'état-major de l'armée française, tirant les leçons de la guerre d'Indochine, il s'agissait d'essayer de tenir le terrain en attendant le soutien et la collaboration des populations locales contre les entreprises subversives des éléments de l'Armée de libération nationale.

«Tous d'abord, ce fut l'organisation spontanée de la défense des villages qui, pour se protéger des exactions rebelles, demandèrent quelques armes individuelles, permettant aux hommes d'assurer eux-mêmes leur sécurité, de façon à pouvoir travailler et vivre en paix, raconte le général Parigot, ancien commandant civil et militaire du Sud constantinois (2). Tous volontaires, ces gardiens de villages constituèrent ce que l'on a appelé des groupes d'autodéfense. Ce n'étaient point des mercenaires, car ils n'étaient pas payés et ce n'est que beaucoup plus tard que furent créés des supplétifs avec solde. Mais, très vite, nous fûmes frappés par la valeur combattante de ces hommes courageux; ils se montrèrent aussi capables d'aider et de poursuivre vigilement les rebelles que de défendre leurs propres familles et leurs biens. Alors, on décida de les armer plus fortement et de les encadrer (...). Les premiers résultats furent convaincants, le contact fut repris avec des populations jusque-là abandonnées à elles-mêmes, les exactions rebelles se raréfièrent, la sécurité locale s'améliora, au point que certaines régions purent être remises en culture, des villages se créèrent sur ces îlots calmes où l'on pouvait enfin vivre et travailler en paix, la confiance et l'espoir renaissèrent (...). Quant à la combativité des pro-

pres harkis, on put en juger sur le fait qu'ils perdirent, en quatre ans, la moitié de leurs effectifs...»

Outre les harkis, les forces supplétives engagées aux côtés des troupes françaises comprenaient des groupes de *moghaznis* (étudiants de police), constitués à l'échelon des localités et placés sous les ordres des chefs des sections d'administration spécialisées (SAS), ainsi que des unités civiles chargées de protéger certains édifices et de veiller à l'ordre public, les «groupes mobiles de protection rurale» (GMPR), dénommés plus tard «groupes mobiles de sécurité» (GMS) et assimilés aux CRS.

2) Comment étaient-ils recrutés ?

L'affirmation selon laquelle tous les harkis furent «volontaires» appelle des nuances. Le général Maurice Faivre, ancien chef de harka, fait honnêtement la part des choses: «Si l'on excepte les fonctionnaires et les militaires appelés, qui avaient la possibilité de se soustraire à l'autorité française en rejoignant la rébellion ou un pays étranger, le choix des autres Algériens résultait d'un engagement volontaire dont les motivations étaient très diverses: pression des notables et de l'armée française, attachement à l'ordre, francophilie, sévices du FLN, rivalités tribales et volonté de vengeance, désarmement et besoin d'orientation, option politique ou idéologique, contrainte policière et ingérence d'opinion (3). Il y eut, en gros, deux modes de recrutement: collectif dans les villages en autodéfense, puis individuel à partir de déserteurs du FLN ou de prisonniers «convertis», ces deux dernières catégories étant très minoritaires (4 à 5 %). Par rapport à la mobilisation des engagements collectifs, toutes ces motivations doivent être replacées dans le contexte du rapport des forces: en 1955-1956, les succès de l'Armée de libération nationale favorisaient sa montée en puissance, alors que ses échecs de 1957-1960 produisirent une croissance des effectifs musulmans dans

le camp français, en même temps que l'hésitation des populations à prendre parti pour le FLN. La raison du plus fort modifie les motivations individuelles dans un sens ou dans l'autre. L'objectif de toute guerre révolutionnaire étant de conquérir la population, le FLN s'impose à la fois par la persuasion, la xénophobie et le terreur (...). De son côté, et en réaction, l'armée française s'efforce de contrôler la population et de susciter son loyalisme; elle élimine l'organisation politico-administrative du FLN. Le terrorisme appelle, sans le justifier, le contre-terrorisme...»

3) Combien étaient-ils ?

L'effectif des harkis proprement dits était de 28 000 hommes quand, en décembre 1958, le général Challe, devenu commandant en chef des troupes françaises, obtint l'autorisation d'en doubler le nombre. Les forces de l'ordre françaises comprenaient alors, globalement, 88 000 supplétifs musulmans.

Trois ans et demi plus tard, lors de la proclamation du cessez-le-feu, le 13 mars 1962, un rapport transmis à l'ONU évaluait le nombre des musulmans profitairement menacés à 263 000 hommes, soit 20 000 militaires de carrière, 40 000 militaires du contingent, 58 000 harkis, 20 000 *moghaznis*, 15 000 membres des GMPR et GMS, 60 000 membres de groupes civils d'autodéfense, 50 000 élus, anciens combattants, fonctionnaires.

4) Quel sort les accords d'Evian leur ont-ils réservé ?

Les accords d'Evian sont signés le 18 mars 1962. De Gaulle ayant ordonné à ses mandataires de conclure la paix rapidement et à tout prix, la France reconnaît le FLN comme représentant exclusif de la population d'Algérie et accepte ses conditions. Le chapitre II des accords, consacré à la «protection des droits et libertés des citoyens algériens de statut civil de droit commun», évoque pas les

Algériens de statut local, c'est-à-dire la majorité des musulmans profitairement qui se retrouvent sans aucune protection. Les harkis deviennent les «oubliés» de l'histoire.

En fait, dès le mois de juillet 1961, l'accession de l'Algérie à l'indépendance ne faisant plus de doute depuis l'annonce du référendum d'autodétermination, l'armée française commence à licencier et à désarmer les harkis. Le commandant Pierre Rivière affirme, dans un témoignage adressé, en décembre 1988, au président du Comité national pour les Français musulmans, M. André Wormser: «Lors de la préparation des accords d'Evian, trois mois avant le cessez-le-feu, en même temps qu'il créait en Algérie des zones interdites à l'armée et à l'administration française, le gouvernement donnait l'ordre au commandement de dissoudre les unités supplétives en les désarmant et en leur donnant une prime de démobilisation (...). Au moment du cessez-le-feu, ne demeurèrent que les grosses unités opérationnelles, les GMS de *moghaznis* et les GMS. Leur désarmement pour les livrer à l'ennemi, promis dans les clauses secrètes des accords d'Evian, nécessitant des troupes sœurs, commandées par des officiers sans état d'âme, et n'a pu être réalisé, au bout d'un long processus de désarmement et en prenant l'exemple de l'Aurès. Si, immédiatement après le cessez-le-feu, le commandement a ainsi réussi à désarmer par surprise les harkas d'Edgar-Quinell (150 hommes) et de Bou-Harroun (100 hommes), qui ont été livrés à leur sort, à Aïnchelo avec leurs femmes et leurs enfants, l'opération menée pour désarmer le commando de Four-Toub-ebou, et celui-ci, ainsi qu'une section de *moghaznis* d'Arris et la totalité des GMS, furent enrégimentés dans la gendarmerie comme déserteurs...»

5) Combien ont trouvé refuge en France ?

Selon les statistiques officielles, le nombre total des rapatriés d'Algérie était, en septembre 1962, de 39 834 personnes, dont 21 000 musulmans et, parmi ces derniers, 12 500 harkis.

Le 29 juin 1962, à l'Assemblée nationale, le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, Louis Joxe, indiqua qu'au lendemain des accords d'Evian, les harkis étaient au nombre de 40 000, que 2 000 d'entre eux avaient demandé à signer un contrat d'emploi civil, que 21 000 avaient souhaité être licenciés, que 1 500 avaient souhaité venir en métropole avec leurs familles, que 1 000 avaient profité de la facilité qui leur avait été donnée d'être incorporés dans l'armée et que les autres étaient rentrés chez eux. S'agissant des *moghaznis*, il précisait que 19 000 d'entre eux étaient rentrés chez eux et que 1 500 avaient demandé à venir en France avec leurs familles (le Monde daté 1-2 juillet 1962).

Au cours de la même séance, au Palais-Bourbon, Louis Joxe confirma publiquement l'existence des directives gouvernementales des directives pour l'abandon des supplétifs. Le ministre des affaires algériennes assumait la responsabilité d'une omelette en date du 25 mai 1962, stipulant notamment: «Les supplétifs débarqués en métropole

péjorative, les adolescents de Bias, Fumel, Faveau, Narbonne, Jouques, Saint-Laurent-des-Arbres et d'ailleurs ont remporté une double victoire psychologique. Sur eux-mêmes, d'abord, parce qu'ils sont parvenus à se réapproprier la mémoire de leur propre communauté, que l'histoire officielle pensait avoir gommée; ensuite, sur la conspiration des silences ourdie tant en Algérie qu'en France, à partir de 1962, avec des motivations différentes, mais un zèle égal. - A.R.

en dehors du plan général de rapatriement seront renvoyés en Algérie (...). Il conviendra d'éviter de donner la moindre publicité à cette mesure (...). Les promoteurs et les complices de rapatriements prématurés seront l'objet de sanctions appropriées. Louis Joxe, interpellé, se justifia en disant: «Nous ne pouvions tolérer que des initiatives individuelles se substituent aux pouvoirs publics sans aucune garantie de sécurité, puisque aucun contrôle ni pouvait être exercé au départ, et avec le risque d'entraîner certains transferts demandant aussitôt à retourner en Algérie. C'est pourquoi nous avons demandé au haut-commissaire de faire respecter la discipline...»

Dans la discussion qui s'ensuivit, le secrétaire d'Etat aux rapatriés, Robert Boulin, donna, pour sa part, les indications suivantes: «Fin avril, l'armée a recensé les musulmans qui se sentaient menacés: à Alger, 2 500 harkis et 2 800 *moghaznis*; à Oran, 1 300 harkis et 300 *moghaznis*; à Constantine, 400 harkis et 1 100 *moghaznis*; au Sahara, 100 harkis. Soit, au total, 9 500 personnes, auxquelles on doit ajouter, dit-il, les 1 000 qui se sont embarquées ce matin à Bône...»

6) Combien ont été victimes de représailles ?

Les chiffres avancés sur les massacres sont très variables, en représailles, les harkis et autres supplétifs qui ne trouvaient pas refuge en France, selon les sources, de 30 000 à 150 000. L'un des documents les plus cités est un rapport adressé par le sous-préfet d'Alger au vice-président du Conseil d'Etat en mai 1964 et dont l'auteur, dépositaire de nombreux témoignages, évaluait le bilan de ces tueries entre 1 000 et 2 000 victimes par arrondissement entre mars et décembre 1962, soit environ 100 000 morts en neuf mois.

Il n'existe ni bilan officiel ni certitudes, sinon celles que les harkis et leurs familles, coupables de «trahison» aux yeux des autres Algériens, ont été victimes d'atrocités en tout genre, avant même la proclamation de l'indépendance et jusqu'en 1964, sans que les autorités françaises n'interviennent et sans que l'opinion publique nationale ou internationale ne s'en émeuve. En 1965, la Croix-Rouge recensait encore 13 500 anciens supplétifs incarcérés en Algérie.

7) Pourquoi subsiste-t-il aujourd'hui un «problème harki» ?

Pendant une dizaine d'années, à partir de l'indépendance de l'Algérie, les gouvernements successifs ont paré au plus pressé: loger dans d'anciens camps militaires (Larzac, Bias, Bourg-Les-Mais, Rivesaltes, etc.) ceux des anciens harkis et de leurs familles qui avaient réussi à se réfugier en France; les nourrir, les employer. Il s'agissait, ensuite, d'aider à leur insertion sociale. Tous les secrets d'Etat aux rapatriés ont multiplié les promesses en ce sens, mais les structures administratives particulières créées à cet effet ont, en réalité, constitué des écrans supplémentaires, qui ont maintenu jusqu'à aujourd'hui cette communauté hors du droit commun en développant chez elle un besoin d'assistance d'autant plus vif qu'il s'entendait dans un douloureux besoin de reconnaissance.

En 1972, un rapport dénombrait

encore trois catégories de regroupements: trente-six hameaux forcés, situés principalement dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon; dix-sept cités urbaines (Amiens, Bourges, Lodève, Louviers, Montpellier, etc.); deux cités d'accueil pour handicapés de toute sorte (les camps de Bias, en Lot-et-Garonne, et de Saint-Maurice-l'Ardoise, près de Saint-Laurent-des-Arbres, dans le Gard). Les premiers regroupements, réalisés dans les camps de Bias et de Saint-Maurice-l'Ardoise, datent de 1973.

En 1991, le rapport de la Mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine, instituée par M. Michel Rocard, insiste sur la nécessité de résorber d'urgence les fortes concentrations de Bias et de Jouques, ainsi que la cité de la Briquetterie, à Amiens, «qui cumulent tous les handicaps d'une population en situation d'extrême précarité, paupérisation, échec scolaire, délinquance, émigration, phénomènes de racine et d'exclusion». Pourtant, selon ce rapport, «au moins 4 millions de francs centimes» ont été dépensés, de 1962 à 1990, en faveur de l'ensemble des rapatriés d'origine nord-africaine.

En juger par le nombre des aides versées, il ne reste plus que 12 000 anciens supplétifs officiellement répertoriés parmi les quelque 450 000 Français musulmans relevant des délégations préfectorales aux rapatriés. Chez leurs enfants et petits-enfants, qui représentent désormais la moitié de la population de cette communauté, on dénombre 80 % de sans-emploi. A l'école, 15 % seulement des enfants atteignent un niveau égal ou supérieur au BEPC, 40 % n'ont aucun diplôme.

(1) *Harka*: mot arabe signifiant «mouvement». (2) Préface du livre du bachaga Boualem, *Les harkis au service de la France*. (3) Il y eut, jusqu'à mille huit cents villages, dix districts. (4) Mensuel *Heimata*, 11 septembre 1990.

Une double occultation

«Pour l'Algérie, les Français musulmans rapatriés n'existent pas, explique le sociologue Mohamed Hamoumou, en mai 1990, dans la revue *Esprit* (1). Tout se passe donc comme si les Français musulmans rapatriés, réduits aux seuls harkis, ne méritaient que le mépris et la silence. Et pour cause. Accepter de révéler objectivement, ou pour le moins contradictoirement, l'histoire des Français musulmans rapatriés, conduirait l'Algérie à prendre le risque de ramener quelque peu le mythe d'une révolution faite par un peuple uni, acquis spontanément à l'indépendance, au FLN, et, plus grave encore, à reconnaître l'importance des massacres (...) perpétrés après l'indépendance, malgré les promesses de «pardon» du FLN et la signature des accords d'Evian (...).

La France aussi veut oublier. Ces massacres, d'abord, qu'elle aurait dû, qu'elle aurait pu empêcher. Elle refoule, aussi, une histoire qui remet en cause des mythes: ceux d'une population musulmane fidèle ou d'un de Gaulle général décolonisateur. Une histoire qui rappelle, aussi, de tristes constats: la déshonneur de l'armée abandonnant les siens et l'échec de l'insertion des Français musulmans rapatriés parvenus à se réfugier en France...»

(1) Mohamed Hamoumou est notamment l'auteur d'une thèse de doctorat en sociologie soutenue à Paris, en 1989, sur les Français musulmans rapatriés, archéologie d'un silence.

Le témoignage du bachaga Boualem

La première harka

Réfugié au Mas-Thibert, en Camargue, avec une partie des siens, le bachaga Boualem, ancien député d'Orléansville et ancien vice-président de l'Assemblée nationale, mort en février 1962, a raconté la création de la première harka, en 1954, à la suite de l'assassinat d'un couple d'instituteurs.

«De Mchoumèche à Anis, dans les gorges de Thighaninim, des boccas rousses de l'épave s'agglutinent et là le long de la piste routière. Tout est calme, aucun souffle de vie... Prudemment, le cas de la route s'égare, avale les kilomètres, soulève sur son passage des nuages de poussière. Engourdis par ce trajet inconfortable, les voyageurs somnolent. Côté à côté, le caïd Hadj Sadok, qui porte fièrement sur le burnous ses décorations militaires, et un couple d'instituteurs laïcs, M. et Mme Monnarot. Le caïd explique à la jeune femme, curieuse de cette vie nouvelle, ce qu'il y a derrière les crêtes d'Anis.

«Cela doit ressembler à mon pays, dit le jeune femme. » Ca serait sans doute dernières paroles. Vingt bandits, dévalés des crêtes, le visage voilé jusqu'aux yeux, arrêtant le car, mitraillaient les vieux véhicules. Le caïd s'est précipité pour protéger Mme Monnarot: une belle âme en même temps que l'instituteur venu apprendre à lire et à écrire à nos enfants. Elle associa dans la mort un caïd fidèle, des musulmans innocents et des «colonisateurs» venus déformer l'esprit des frères musulmans. » La nouvelle a fait vite. Le

petit village tout rose d'Anis est en émoi.

« Les fellagha! Les fellagha! »

La peur, l'effroi se lisent sur les visages. Un homme jeune, déterminé, est à côté de l'administrateur dans le bureau où sont accrochés des fusils de tous modèles au-dessus des caisses de cartouches. Jean Servier jette un coup d'œil sur le timbre «secret» du dossier: instructions à suivre en cas d'attaque de la commune. L'administrateur hésite. Servier connaît bien l'âme de ce pays. Il est le frère de France, depuis plus d'un quart de siècle, à avoir passé brillamment une thèse sur l'ethnologie des Berbères. Il sait tout de suite le sens de la bataille qui s'engage du haut de ces falaises rouges d'où sont descendus les assassins.

«Conjuration diabolique!»

«Il pense au gardien de la mine d'elhmoul, marrant en fuite les bandits avec les quatre cartouches de son vieux mousqueton. Voilà quelle doit être la riposte de la France: l'autodéfense de la population musulmane. C'est minas, que les rebelles sèment sur les pistes et les routes, ces vignes et ces récoltes saccagées, ces arbres, ces poteaux coupés, c'est la population qui en souffre. Ce n'est pas une guerre de libération contre les «chrétiens», c'est une rébellion contre la loi et la loi, c'est l'ordre, le paix, le pain.

«Jean Servier sait tout cela, et à l'aghe Merchi des Toubas qui vient s'inciner devant le corps du

capitaine de spahis Sadok, il demande:

« Vos hommes ? »

« Ils sont là, répond l'agha.

« Et dans le soir violet qui tombe se forme la première légion d'autodéfense musulmane. Burnous déchirés, défilés masqués, vieux costumes militaires, chaque musulman rectifie la position en passant devant l'agha, Servier et le capitaine Lahhal. Les cinquante fusils de la réserve sont en bonnes mains. La première harka de l'Aurès est née (1). »

Le bachaga Boualem a aussi raconté l'abandon des harkis par la guillotine: «Plus tard, alors que je recevais la général de Gaulle en Algérie et lui faisais part des doutes que causait sa politique aux musulmans, je lui dis:

« Mais alors, mon général, vous avez l'intention d'abandonner l'Algérie ? »

« Alors, il a tapé sur la table et m'a répondu:

« Jamais, jamais, bachaga ! »

« Aucun musulman, pour qui la promesse trahie est conjuration diabolique, ne pouvait imaginer que le premier des Français allait le tromper sciemment, continuellement. Cette foi que le général de Gaulle avait construite avec des mots, des phrases sordides, faisant appel à l'honneur, à l'âme, au sacrifice, allait peu à peu se refermer sur notre martyre (2). »

(1) Extrait de *Les harkis au service de la France*, France-Empire, 1963.

(2) Extrait de *l'Algérie sans la France*, France-Empire, 1964.

Bibliographie

Histoire de la guerre d'Algérie, d'Alain Hone, Albin Michel, 1980.

La Guerre d'Algérie, de Patrick Evens et Jean Planchais, la Découverte du Monde, 1989.

Les Harkis en France, de Georges Jessoron, éd. du Fuseau, 1965.

Ahmed? Connais pas, de Bernard Molnet, Athlone, 1989.

France ingrate: le camp des oubliés, de Michel Roux, la Découverte, 1989.

France sans patrie, de Brahim Sadouni, 1985.

Les Portes de l'année, de Jean Servier, Laffont, 1963.

L'insertion des Français musulmans, d'Anne Heintz, thèse, Montpellier, 1977.

L'insertion des rapatriés d'origine nord-africaine, réalités et perspectives, de Catherine Witkol de Wendt, rapport pour la Délégation aux rapatriés, 1989.

Dossier réalisé par ALAIN ROLLAT

Documentation: BRIGITTE CAMUS-LAZARO, BERNADETTE LEYMARIE

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Une nouvelle technique pour arrêter de fumer

La nicotine dans la peau

Le dernier numéro - daté du 1^{er} août - de l'hebdomadaire américain *The New England Journal of Medicine* publie les résultats d'une étude danoise établissant le taux d'efficacité d'une nouvelle technique visant à faciliter l'arrêt de la consommation de tabac. Ce procédé se présente sous la forme d'un « auto-collant » applicable sur la peau et contenant de la nicotine qui se diffuse dans la circulation sanguine. Il devrait prochainement être disponible en France.

L'idée consiste à distribuer dans l'organisme humain une substance pharmacologiquement active à partir d'un « réservoir auto-collant » (ou « patch »). Différentes molécules (contre le mal des transports ou de nature à prévenir certains effets secondaires de la ménopause) ont ainsi déjà été proposées ces dernières années, notamment par le multinationale suisse Ciba-Geigy.

A ce procédé, présentant en théorie de multiples avantages, est associé celui qui est à la base de la « gomme à mâcher » contenant de la nicotine, commercialisée depuis plusieurs années en France et qui, quoique coûteuse et non remboursée par la Sécurité sociale, rencontre un certain succès. En outre, on connaît le principe : introduire une concentration en nicotine dans le sang permettant de

prévenir la douloureuse sensation de manque qui apparaît chez le fumeur dépendant lors du sevrage.

Il y a plus de deux ans, une équipe suédoise groupant des chercheurs de l'université de Berne et des pharmacologues belges (division pharmacologique de Ciba-Geigy) publiait dans les colonnes du *Lancet* (7 janvier 1989), les premiers résultats obtenus avec ce nouveau procédé. L'étude danoise apporte aujourd'hui une série d'informations complémentaires permettant de mieux situer l'apport de cette nouvelle technique. Signé notamment par trois médecins de l'hôpital Bispebjerg de Copenhague, cette étude a été menée grâce à la collaboration de 289 personnes (207 femmes et 82 hommes), toutes fumeuses, âgées de 22 ans à 77 ans : 145 ont été traitées durant quatre mois avec des « patchs » de nicotine (fabriqués par la firme danoise Sygnus Research pour le compte de la société suédoise Kabi Pharmacia Therapeutics) et les 144 autres, durant la même période, par des systèmes placebo en tous points identiques mais ne contenant pas de nicotine.

En pratique, la système actif proposé, d'une surface de 30 cm² et contenant 15 mg de nicotine, permet d'obtenir des concentrations d'environ 15 mg de cette substance par ml de sang, entre 5 et 10 heures après l'application

sur la peau, en général au niveau du bras. Celle-ci est renouvelée quotidiennement, l'efficacité du système ne dépassant pas 15 heures.

Les auteurs concluent à une efficacité de 53, 41, 24 et 17 % après respectivement 6, 12, 26 et 52 semaines. Dans la groupe placebo, les taux obtenus n'ont été, après les mêmes périodes, que de 17, 10, 5 et 4 %. Dans les deux groupes, les personnes ayant cessé de fumer ont en moyenne vu leur poids augmenter d'environ 3 kilos. Les effets indésirables semblent se limiter à quelques nausées, maux de tête ou sensations de vertige. On note aussi quelques manifestations cutanées locales : rougeurs, démangeaisons, voire eczéma...

Pas de miracle

Concernant les taux relativement faibles d'un arrêt après le traitement (17 %), les auteurs soulignent qu'ils sont comparables à ceux obtenus dans les autres études de sevrage d'autres produits induisant une dépendance, comme l'alcool ou les drogues. Ces chiffres toutefois tranchent avec ceux obtenus par d'autres méthodes - de l'ordre de 60 % de réussite - annoncés par les expérimentateurs de procédés similaires.

Les responsables de la filiale française de Ciba-Geigy, qui viennent de mener une étude groupant 2 300 personnes,

évoquent des taux de succès de l'ordre de 40 %. Cette multinationale, qui commercialise, depuis quelques mois, son produit en Allemagne, en Suisse et en Nouvelle-Zélande (1), espère obtenir prochainement une autorisation de mise sur le marché en France, de même que les laboratoires Pierre Fabre. D'autres groupes s'intéressent également à cette nouvelle arme anti-tabac.

Au-delà des chiffres très divergents d'un succès annoncé ici ou là, il convient de souligner qu'il n'existe en la matière aucun traitement miracle. S'il présente plusieurs avantages médicaux (notamment l'absence de dépendance, la possibilité de différencier les doses permettant une meilleure adaptation à la fonction des caractéristiques individuelles et des attitudes du sevrage), le système « auto-collant » ne permet nullement de faire l'économie d'une volonté affirmée de la part du candidat au sevrage, ainsi que d'un soutien psychologique de qualité.

JEAN-YVES NAU

(1) En Suisse, le « Nicotine TTS » de Ciba-Geigy est commercialisé sous trois formats (10, 20 et 30 cm²). Il est proposé « à toutes les personnes qui ont des difficultés à arrêter d'être fumeuses ». Il ne peut être obtenu que sur ordonnance médicale et est contre-indiqué chez les personnes souffrant de diverses affections cardio-vasculaires (angine de poitrine, troubles du rythme...). Cet auto-collant peut être placé sur le bras, le thorax, la hanche ou la fesse et le traitement ne doit pas dépasser trois mois.

SPORTS

S'ils ne participent pas aux championnats du monde d'athlétisme

Les Sud-Africains pourraient être absents des Jeux olympiques

La nouvelle Fédération sud-africaine d'athlétisme (SAAAA) qui avait été admise « à titre provisoire » au sein de la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) le 18 juillet, a confirmé, dimanche 4 août, qu'elle n'aurait pas d'athlètes aux championnats du monde de Tokyo, du 23 août au 1^{er} septembre. Lors d'une première réunion de la SAAAA, qui regroupe les trois fédérations d'athlétisme coexistentes en Afrique du Sud, la Fédération dite « blanche » (SAAA), qui était favorable à l'envoi d'une délégation à Tokyo, avait été mise en minorité par les deux autres, la Coopération sud-africaine

d'athlétisme amateur (SAAAC), proche du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, et le Conseil sud-africain d'athlétisme amateur (SAAAB), un petit mouvement noir radical.

Si ce forfait était maintenu jusqu'à la date limite d'inscription aux championnats du monde, fixée au 14 août, le congrès de l'IAAF qui se réunira à Tokyo pourrait décider de ne pas reconnaître l'admission de l'Afrique du Sud. Comme le prochain congrès n'est pas programmé avant 1993, les athlètes sud-africains ne pourraient, dans ce cas, participer aux Jeux olympiques de Barcelone, en 1992.

ATHLÉTISME : 6,10 mètres au saut à la perche

Le feuilleton Bubka

Chaque été, au gré des meetings, le Soviétique Sergueï Bubka améliore son record du monde du saut à la perche, en plein air. Et comme l'hiver il améliore son record du monde en salle, sa progression semble ne jamais s'arrêter. Rien que pour 1991, il en est à son huitième record du monde. Une autre performance, puisque jusqu'à présent Sergueï Bubka n'avait pu faire mieux que... sept records en un an, en 1984.

En franchissant à son troisième essai 6,10 mètres, lundi 5 août, lors de la réunion internationale de Malmö (Suède), Sergueï Bubka n'a pas seulement écrasé son adversaire le plus direct, le Soviétique Poliakov, de 40 centimètres. En battant son troisième record mondial en plein air, il a rejoint la

sacroscène en hauteur roumaine Belas en tête du classement des athlètes ayant obtenu le plus de records du monde dans une seule discipline. Et il a surtout passé la barre, mythique pour les Anglo-Saxons, des 20 pieds.

Depuis 1983, et sa victoire surprise aux championnats du monde d'Helsinki, Sergueï Bubka, né en 1963 à Donetsk (Ukraine), plane sur le saut à la perche mondiale. Double champion du monde, champion olympique à Séoul, il a aussi été le premier homme à franchir le seuil psychologique des 6 mètres, en 1985 à Paris. Le Soviétique domine tellement son sujet qu'il occupe plus de la moitié des concours plus de 5,80 mètres, là où la plupart de ses adversaires les finissent. Et on murmure qu'il franchirait 6,20 mètres à l'entraînement. On attend avec intérêt la suite du feuilleton - dont chaque épisode rapporte en moins 20 000 dollars à leur auteur... J. F.

ENVIRONNEMENT

Les paysans redécouvrent l'écologie

Suite de la première page

Non contents de bouleverser le terroir, voici que les agriculteurs réclament partout des barrages-réservoirs pour faire face à la sécheresse. Les producteurs de fruits du Gard veulent un barrage à la Borie, qu'ils ont loupé une fois, historique de Lézard. Les cultivateurs du Cher réclament un grand barrage à Chambouard pour disposer d'eau à volonté. Et le pied-mont des Pyrénées se creuse de mille réseaux, grâce aux pollicettes de la Société d'émancipation des cultivateurs de Gascogne.

Branle-bas de combat

Sociétés de préserver leurs terres, les agriculteurs se moquent bien de la dégradation de leur image. Jusqu'au jour de 1990 où Brice Lalonde ose dire qu'ils sont des pollueurs. Qu'un membre du gouvernement ose s'en prendre aux agriculteurs, cela se n'est jamais vu de mémoire de paysan. Non content de dénoncer certaines pratiques agricoles, ce « blanc-boc » e le front de préparer une nouvelle loi sur l'eau qui veut associer l'agriculture au financement de la pollution. Et il n'est pas dévot par le premier ministre, M. Michel Rocard, pourtant ancien ministre de l'Agriculture, ni par les ministres en titre, MM. Henri Nallet et Louis Mermeux. Même M. Jacques Chirac, lui aussi ancien tenant du titre, se monte pas au créneau pour prendre la défense des agriculteurs pollueurs.

Ainsi abandonnés par les officiels - sauf bico entecod à Bruxelles - les paysans se voient contraints de prendre l'initiative à témoin pour prouver leur bonne volonté. Le printemps 1991 va être un véritable festival de colloques et tables rondes destinées à réhabiliter la profession agricole. Coopératives, chambres d'agriculture, groupements professionnels, foyers ruraux, syndicats agricoles, tous s'emploient à convaincre que l'agriculture, même intensive, contribue à la protection de l'environnement.

Les grands de la chimie internationale passent à leur tour à l'of-

fensive en ce début d'été. Hydro-Azote, filiale française du groupe norvégien Norsk-Hydro, inaugure des usines d'engrais « propres ». Du Poot de Nemours (France) présente des « kits de diagnostic » pour mieux doser ses produits phytosanitaires. Et Dow Elanco, filiale française du géant américain Dow Chemical, affirme une escalade d'hélicoptères pour une journée de « lecture du paysage », avec le parrainage de Jack Lang, qui glorifie « le paysage français, œuvre de l'homme et spécialement des agriculteurs ». La culture au secours de l'agriculture !

Ce branle-bas de combat du monde agricole se produit sur tous les fronts : « écosibles », comme l'eau, les pesticides et l'entretien du paysage. En réponse au projet de loi sur l'eau - qui ne sera finalement examiné qu'à l'automne prochain - le lobby paysan fait donner toutes ses troupes. « L'eau ? Mais nous la payons déjà », affirme un céréalier breton : un forfait établi sur une consommation de 800 m³ à l'hectare irrigué, qui revient à 7 centimes du mètre cube versé à l'agence française de bassin. Encore ce forfait d'existe-t-il que pour certaines cultures comme le maïs. « L'agriculture est un problème d'eau, explique le cultivateur de la Champagne berrichonne qui irrigue la totalité de ses champs (130 hectares). Il faut 400 litres d'eau pour produire 1 kilo de maïs. L'arrosage me coûte de 4 000 F à 5 000 F par an ».

Problème d'eau, mais pas de robioet. Il c'est plus question, comme le prévoyait le projet de loi, de faire payer les agriculteurs à la consommation réelle, c'est-à-dire au compteur. « Pourquoi devrions-nous payer au mètre cube prélevé, alors que les distributeurs prélèvent leur eau gratuitement ? », objectent les cultivateurs. « L'agriculture française a cinquante ans de retard, réplique crânement Pierre-Frédéric Ténier-Buchot, directeur de l'agence de bassin Seine-Normandie et ancien du Crédit agricole. Les agriculteurs n'ont pas de culture économique et aucun sens du collectif. » Cette sévérité, toutefois, se teinte d'indulgence, lorsqu'il s'agit de cotiser à la redevance antipollution. « Ce sont les collectivités locales qui polluent le

plus aujourd'hui, ajoute le directeur de l'Agence. Les industriels ne polluent pratiquement plus et les agriculteurs très peu. Les nitrates dans l'eau ne sont qu'un indicateur de pollution. Mais il y a dix fois plus de nitrates dans une assiette de carotte rapée que dans un verre d'eau ! »

Les nitrates ! Depuis que la Commission européenne a fixé à 50 milligrammes par litre la dose maximale admissible pour l'eau potable - et l'on parle de baisser la barre à 25 - les communes et les distributeurs d'eau gardent un œil rivé so desomètre. Et les agriculteurs font ce qu'ils peuvent pour faire baisser leurs pollutions. Les éleveurs bretons stockent leur lisier pour ne l'épandre qu'un bon moment et aux bons endroits, en évitant les zones de captage d'eau potable. Les grands céréaliers se sont mis à doser avec précision les épandages d'engrais azotés, ce que l'on appelle la « fertilisation raisonnée ». Illustrée par l'opération baptisée « Fertimix », Avec les données fournies par l'analyse des sols et la météorologie, on arrive, sinon à réduire, du moins à ajuster les doses d'azote aux besoins réels de la plante, afin qu'il ne subsiste plus d'engrais non consommé dans le sol après la récolte.

« Quand nous polluons, nous gaspillons », remarque à ce propos M. Henri de Benoist, le président des producteurs de blé. « Trop d'azote à l'hectare peut diminuer le rendement », constate même M. Gilles Thévenot, directeur scientifique de l'Institut technique des céréales et fourrages. Ne serait-ce qu'en favorisant la paille aux dépens du grain, et donc parfois la « verse » du blé, qui se couche sous l'orage. « Il y a vingt ans, je faisais mes betteraves avec 250 unités d'azote à l'hectare, avoue un cultivateur de l'Eure. Aujourd'hui, mon gros en fait autant avec 150 unités ! » Ces leçons, peu à peu, portent. La consommation totale d'engrais phosforés et potassiques a commencé à régresser.

La chimie de l'avenir

Afin de relancer la consommation, les professionnels s'efforcent d'écarter de trouver de nouveaux débouchés aux excédents de céréales. Ethanol, méthanol et diester sont les esbursots de l'avenir, disent les céréaliers, en soulignant le caractère écologique de produits indéfiniment renouvelables et non polluants. « Les céréales sont une chance pour l'environnement, claironne M. de Benoist, car la chimie de l'avenir, très proche du carbone, est la chi-

mie de l'avenir. » Mais tous ces beaux projets se peuvent aboutir sans une fiscalité adaptée, car, pour l'instant, les huiles végétales coûtent beaucoup plus cher que les huiles minérales. Au prix du baril de pétrole, aujourd'hui, il ne serait pas rentable de rouler à l'éthanol, même pour aider l'agriculture ou préserver l'environnement.

Surtout, la relance des cultures céréalières intensives aboutirait à augmenter le recours aux insecticides, fongicides et dés herbicides chimiques, dont on connaît encore très mal le comportement à long terme dans l'environnement. Plusieurs décennies après son inter-diction, on a retrouvé des traces de DDT chez des flamants roses de Camargue, où sévissait la démolition, et même dans la glace des pôles.

Mais c'est sans doute l'entretien du paysage qui suscite le plus de polémiques aujourd'hui. « On veut nous transformer en jardiniers pour l'agrandissement des gens de la ville, mais nous sommes avant tout des producteurs », affirmait-il tous. Pas question de s'autolimiter pour la défense d'un paysage que personne, au demeurant, n'est capable de définir, tant la notion même en est subjective. « Je construis le paysage d'hiver dans mon bureau, quand je prépare sur le papier mes aménagements », explique un cultivateur de la région de Châteauneuf. Cette géométrie particulière des champs de Beauce n'est pas vou-lue. Elle est le résultat des besoins économiques et des pratiques culturales d'un agriculteur, auxquel-s'ajoutent les lois du marché qui, un jour, favorisent le maïs et, un autre, le pois protéagineux. Le résultat, ce sont aussi ces énormes silos à grain qui pointent vers le ciel leurs tours de béton. « La deuxième cathédrale de Bourges, c'est le silo d'Agri-Cher », constate un grand céréalier.

Que dire aussi de ces petits exploitants que l'on retient à la terre à coups de subventions, et qui ce peuvent s'en tirer que par la fuite en avant ? Est-ce que par cinq cents éleveurs de porcs des Côtes-d'Armor qui ont déposés cette année un dossier pour agrandir leurs bâtiments d'élevage vont contribuer à l'entretien du paysage ? « Si on ne s'agrandit pas, on creve, répondent-ils en chœur. Vous préférez sans doute la friche ? »

Autrement, on appelle cela une jachère, composante indispensable de l'assolement triennal. Mais la jachère ne se pratique plus, car les engrais chimiques permettent de compenser l'épuisement naturel de la terre. Aux Etats-Unis et à Bruxelles, on appelle cela le « gel des terres ».

Désormais, on paie des agriculteurs pour qu'ils produisent moins ou même pas du tout. « C'est devenu plus rentable que de travailler », note avec amertume un exploitant de Touraine, dont le voisin, proche de la retraite, a accepté de geler ses 200 hectares. Toutes subventions confondues, l'opération « gel » rapporte environ 4 500 F l'hectare, alors que l'exploitation active des terres rapporte entre 2 000 F et 4 000 F l'hectare de marge brute.

Ainsi, pour tenter de réduire la surproduction agricole, on encourage la déprise des terres. Après le gel des terres, mesure brutale qui bécote les agriculteurs, on passera à l'agriculture extensive, qui permet par exemple d'élever des porcs dans les champs au lieu de les confier dans des bâtiments industriels.

Les agriculteurs voient poivre leurs épisoles une charge écrasante : la gestion de l'espace « naturel ». Or ils ne représentent qu'à peine 8 % de la population active. En outre, chaque cultivateur dispose de surfaces de plus en plus grandes pour rester dans la concurrence à la production. Et l'on voudrait, dans ces conditions, qu'ils soient irréprochables à l'égard de l'environnement ! Le reproche est d'autant plus mal venu qu'il émane généralement des citadins, les plus gros pollueurs de l'air et de l'eau aujourd'hui.

ROGER CANS

« Gel des terres » de nombreux agriculteurs intéressés. - Selon les premières estimations, provisoires, établies par le ministère de l'Agriculture et de la forêt, le programme d'encouragement au gel des terres pour mieux maîtriser la production de céréales et de protéo-légumineux semble rencontrer un relatif succès chez les agriculteurs français. Ceux-ci avaient jusqu'au 31 juillet pour exprimer leurs intentions de mise en jachère d'une partie de leurs exploitations. Plus de 50 000 d'entre eux auraient fait connaître leur intérêt. Ces intentions devront être confirmées, informées ou modifiées avant le 1^{er} décembre. L'objectif de M. Louis Mermeux, ministre de l'Agriculture et de la forêt, est de parvenir à 500 000 hectares gélés environ. Une prime incitative de 1 500 francs par hectare en moyenne sera versée par la CEE, à laquelle s'ajoutera une prime française de 800 francs.

« NATATION : nouveau record pour Stephan Caron. - Vingt-quatre heures après s'être approprié le record d'Europe du 100 m nage libre (49 s. 18) au détriment de son rival italien Giorgio Lamberti, Stephan Caron a réitéré, lundi 5 août, son exploit. Au cours de la dernière journée des championnats de France de natation d'été disputés à Millau (Aveyron), le nageur du Racing Club de France, qui a décidé de ne pas participer aux prochains championnats d'Europe à Athènes, pour mieux préparer les Jeux olympiques de 1992, a porté son record de France du 50 m à 22 s. 74.

« VOILE : Admiral's Cup. - L'Allemagne a remporté, lundi 5 août, la troisième régate de l'Admiral's Cup, un parcours olympique de 28 milles disputé en baie de Christchurch (Angleterre). Malgré la deuxième place individuelle de son 50 pieds *Corum saphir*, l'équipe de France rétrograde de la quatrième à la cinquième place au classement général, où l'Italie devance les Etats-Unis.

EN BREF

« Handicapés : la campagne de Michel Creston change. - Répondant aux propos récemment tenus par le conseiller Michel Creston, le secrétaire d'Etat aux handicapés et plusieurs associations représentatives se sont dotés « chèque » que Michel Creston mette « en cause la fiabilité de leur action ». Michel Creston, qui vient de lancer une campagne d'adhésion (le Monde du 6 août) réclamant le déblocage des autorisations pour la construction d'un centre pour multi-handicapés à Saint-Dié (Vosges), avait affirmé le 20 juillet que la politique française en ce domaine était « à la pointe du retard ».

« Escroquerie : le double plein d'essence. - Un pompiste d'une station service Esso de l'autoroute A7, située à Sargues (Vaucluse), a été arrêté lundi 5 août à la suite d'une escroquerie. Chaque fois qu'un client réglait en liquide un plein d'essence, l'employé mettait en mémoire la pompe où il s'était servi. Quand un autre automobiliste s'y présentait et payait avec une carte de crédit, le pompiste lui imputait les deux factures et empochait les liquidités. Plus de 500 automobilistes ont ainsi fait les frais de ce stratagème, qui a rapporté à son inventeur plus de 100 000 francs.

SCIENCE

Jacques De



la fièvre jaune et le

Le cœur à bas régime

Les régimes à répétition pourraient avoir, à long terme, des effets néfastes sur le muscle cardiaque

LES variations de poids sont un phénomène relativement courant. A l'approche de l'été, nombreux sont ceux qui, obèses ou pas, qui s'efforcent à perdre des kilos, avec plus ou moins de succès. Rares sont ceux qui, par la suite, réussissent à maintenir le bénéfice d'un régime trop souvent improvisé. Cet effet «accordeon», qui se traduit par une alternance de cycles de perte de poids et de reprise de kilos, peut-il avoir un impact négatif sur la santé? C'est ce que tend à montrer une étude publiée récemment dans le *New England Journal of Medicine* (1).

Selon ces résultats, les fluctuations de poids, nombreuses ou d'intensité importante, peuvent avoir des conséquences néfastes sur le cœur, indépendamment d'une obésité associée et de la tendance naturelle à prendre du poids avec l'âge. Ainsi, les sujets à forte variation de poids présentent un risque plus important de mortalité globale, de mortalité et de morbidité liées à des maladies coronariennes que ceux dont le poids reste relativement stable.

Depuis quelques années, cette hypothèse fait l'objet d'un débat controversé. L'étude, qui vient d'être publiée, est, par son ampleur et sa durée, particulièrement intéressante : 1 804 femmes et 1 367 hommes habitant la ville de Framingham, aux Etats-Unis, y ont participé pendant 32 ans (depuis 1948, l'état de santé des habitants de cette commune du Massachusetts fait l'objet d'un suivi médical dans le cadre d'une étude à grande échelle portant sur les maladies cardiovasculaires).

Effet spécifique de la variation du poids

Les sujets étudiés étaient âgés de 30 à 62 ans. Il s'agissait de calculer leurs variations de poids sur une période de 14 ans, à raison d'un examen tous les deux ans, en prenant comme point de départ leur poids à l'âge de 25 ans, du moins tel qu'ils s'en souvenaient. Les calculs n'ont pas porté sur le poids lui-même, mais sur l'indice de corpulence ou BMI (*body-mass index*), c'est-à-dire un rapport du poids en fonction de la taille (2). Les personnes malades ont été exclues de l'étude afin d'éliminer d'éventuelles fluctuations de poids imputables à une maladie chronique. Pour les mêmes raisons, les auteurs de l'étude ont attendu un délai de 4 ans avant de prendre en compte la mortalité globale, la morbidité et la mortalité dues aux maladies coronariennes (angine de poitrine, insuffisance coronarienne, infarctus du myocarde, etc.), ainsi que la mortalité par cancer, en relation avec la variabilité du poids.

Afin d'éviter toute confusion, les auteurs de l'étude ont tenu compte des autres facteurs de risques coronariens (tabac, cholestérol, hypertension artérielle, intolérance au glucose, manque d'activité physique). En outre, l'effet spécifique de la variation du poids a été évalué indépendamment du poids moyen — notamment d'une éventuelle obésité — et de la tendance à prendre du poids avec l'âge.

Pour les hommes comme pour les femmes, une variation importante du poids ne modifie pas la morbidité liée au cancer. En revanche, chez les hommes, elle augmente de façon significative les risques de maladies coronariennes, les taux de mortalité générale et coronarienne. Chez les femmes, cette corrélation ne subsiste que pour la mortalité relative attribuée à la fluctuation de poids est du même ordre que celui attribué à la surcharge pondérale pour la mortalité globale, les maladies cardio-vasculaires et coronariennes. Il est le plus élevé pour les sujets entre 30 et 44 ans, remarquent les auteurs de l'étude, probablement parce que les jeunes font plus facilement des régimes amaigrissants que leurs aînés.

Reste que la mise en évidence d'un lien de cause à effet entre les variations du poids et les maladies coronariennes paraît très difficile à établir avec certitude compte tenu

des multiples facteurs qui peuvent intervenir. Une des possibilités d'erreur peut être due au fait que les sujets présentant des facteurs de risque de maladies coronariennes sont plus facilement mis au régime amaigrissant que les autres, remarque le docteur Lauren Lissner, responsable de l'étude.

Dans un éditorial qui accompagne l'étude, le docteur Claude Bouchard (Laval University, Sainte-Foy, Canada) souligne à la fois l'intérêt et les limites de ces travaux. L'intérêt, parce qu'on estime respectivement à 39 % et à 36 % les hommes et les femmes qui présentent un excès de poids par rapport à leur stature aux Etats-Unis et entre 25 et 50 % les adultes américains qui tentent de maigrir en poursuivant un régime. Les limites, compte tenu de l'âge extrêmement varié des personnes étudiées (30 à 62 ans). Or, avec l'âge, les hommes et les femmes ont tendance à prendre de la graisse au niveau de l'abdomen, particulièrement athérogène. Autre point n'ayant pas été pris en compte, l'alimentation, et notamment une éventuelle tendance à la consommation de graisses lors de la reprise de poids. Le rapport entre le poids et la taille à 25 ans, qui, selon plusieurs études prospectives, a un impact sur la mortalité après 10 à 15 ans, n'a pas été non plus étudié.

«Les auteurs de l'étude auraient pu également s'intéresser à la prise d'anorexigènes ou d'amphétamines, dont certains sont en vente libre aux Etats-Unis et peuvent avoir des effets indésirables», souligne le docteur Daniel Rigaud, nutritionniste (hôpital Bichat, Paris). Par ailleurs, il n'est pas certain que ces résultats, ou demeurant fort intéressants, soient extrapolables à la population française, mieux protégée des maladies coronariennes que les Américains. Il faudrait se garder au vu de cette étude de décourager les personnes qui présentent un excès de poids important de s'abstenir de chercher à maigrir.

Toutefois, ces travaux soulignent le véritable enjeu que représente le

maintien d'une perte de poids à long terme et la nécessité de prévenir les rechutes. «Garder une alimentation variée, éviter de vouloir maigrir trop vite, de faire un régime trop hypocalorique, carencé en protéines, et chercher un modèle alimentaire reposant sur ses besoins spécifiques peuvent limiter les risques de rechute», remarque le docteur Rigaud. Les régimes amaigrissants intempestifs, déséquilibrés et trop draconiens sont rarement couronnés de succès.

MARTINE LARONCHE

(1) *The New England Journal of Medicine* du 27 juillet 1991.

(2) Le BMI est égal au poids en kilogrammes divisé par le carré de la taille en mètre.

L'homme démolit

Suite de la page 9

Lors de la séance de réhabilitation de Jacques Deprat à la Société géologique de France — séance qui a eu lieu en présence de la fille du géologue infortuné —, Michel Durand-Delga a pu tirer la morale suivante de cette navrante histoire : depuis une dizaine d'années, on sait que des exemples d'espèces européennes que l'on trouve dans le Sud-Est asiatique ou d'espèces asiatiques existant en Occident aux temps paléozoïques (l'ère primaire) se multiplient. L'accusation de forgerie portée contre Jacques Deprat repose sur des bases

POINT DE VUE

Réformer l'Ordre des pharmaciens à l'automne

par le professeur François Locher

LES principaux responsables de la lutte antisida viennent d'exprimer leur étonnement, ou plutôt leur réprobation totale, après la publication d'un article du président de l'Académie nationale de pharmacie dans une revue qui se veut le journal officiel de la pharmacie française, en l'occurrence le bulletin publié par l'Ordre national des pharmaciens (*le Monde* du 11 juillet 1991). Cette «bêvue» pourrait avoir le mérite de mettre au grand jour quelques-uns des nombreux dysfonctionnements cachés qui caractérisent la pharmacie française et, en particulier, l'Ordre des pharmaciens.

On peut notamment s'étonner que la revue de cet Ordre puisse être le porte-voix de propos tenus à l'Académie nationale de phar-

cie en acceptant la publication d'un document pour le moins contestable et peu conforme à l'éthique que doit défendre l'institution ordinaire. Face au problème du sida, il faut rappeler que le comité d'éducation sanitaire et sociale de la pharmacie française, institution créée il y a de très nombreuses années par l'Ordre national des pharmaciens, a fait un énorme travail, en direction des pharmaciens et de la population, avec un état d'esprit qui n'a rien à voir avec celui de l'article incriminé. Malgré tout, il est probable que les tenants d'une telle position au sein de l'Ordre sont nombreux, à l'image d'un conservatisme qui caractérise pratiquement toute institution dont les dysfonctionnements sont nombreux. Permanence de la cooptation, confusion avec les missions des syndicats, conservatisme, corporatisme déguisé sous couvert de l'intérêt supérieur de la santé publique, confusion Ordre-Académie... sont autant de vices cachés qui expliquent peut-être le désintérêt de plus en plus marqué des pharmaciens à son égard. Mais jusqu'à présent l'Ordre des pharmaciens passait plus inaperçu que l'Ordre des médecins et, par là même, pouvait échapper à une remise en cause aussi marquée.

Actuellement, l'Ordre des médecins comme celui des pharmaciens ont en commun le fait d'avoir un président ouvert, plus dynamique que bon nombre des autres membres. Malheureusement, cela ne suffit pas pour lever les freins à l'évolution de ces instances. A l'heure où le gouvernement demande l'inscription, à la session d'automne, de la modification de l'organisation et du fonctionnement de l'Ordre des médecins, il serait bien inspiré d'y adjoindre la réforme de l'Ordre des pharmaciens.

Le professeur François Locher est pharmacien hospitalier et universitaire. Il est, par ailleurs, conseiller à l'Ordre national des pharmaciens.

Les vraies fraudes de Vishwa Gupta

L'affaire Deprat est l'antithèse de l'affaire Gupta.

En avril 1989, la revue britannique *Nature* publie un article d'un paléontologue australien accusant Vishwa Gupta, directeur de l'Institut de paléontologie de l'université de Pondichéry à Chandigarh (Inde) dont il est aussi vice-chancelier, d'avoir trompé, pendant des années, les paléontologues du monde entier par ses «découvertes» de fossiles himalayens (*le Monde* du 20 septembre 1989 et du 6 mars).

Après une enquête faite par deux organismes au-dessus de tout soupçon, le *Journal of the Geological Society of India* a condamné sans appel V. Gupta au début de 1991 : de 1989 à 1988, tous les fossiles himalayens qui ont fait l'objet de publications par V. Gupta — souvent avec des coauteurs de diverses nationalités — viennent en fait de partout, sauf de l'Himalaya. V. Gupta, qui n'a daigné donner aucune explication au Geological Survey of India, a été chassé de tous les postes qu'il occupait.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourd, gérant

directeur de la publication

Bruno Pignatelli

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Frenzel

Philippe Harmanon

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Andréa d'Arco

Hubert Beuve-Méry (1944-1989)

Jacques Favret (1989-1992)

André Laurens (1992-1999)

André Fontaine (1999-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléfax : 206.806 F

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Europe

M. Jacques Lesourd, échant.

Imprimerie

du Monde

12, rue M. Guibourg

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléfax : 261.311 F

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourd, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléfax : MONDUPUB 634.128 F

Télécopieur : 46-62-78-73

Société filiale

du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 30-15 - Tapez LEMONDE

ou 30-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,

sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS

3 mois 460 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Envoyer, avec l'abonnement d'argent, tous les noms propres en capitales à l'imprimerie

Télérama se couvre d'étoiles.

A l'occasion de la
Filantes du Samedi
vous offre cette
couverture une



Nuit des Etoiles
10 Août, Télérama
semaine en
superbe carte

animée du ciel. Elle vous permettra de mieux suivre en compagnie
d'Hubert Reeves ce grand événement
retransmis sur A2 et France Inter, et de connaître la position
des étoiles tout au long de l'année.

Télérama

CULTURE

MUSIQUES

Une cravate au portemanteau

Après une rentrée à l'Olympia en octobre, Gilbert Bécaud quittera la scène. Pour combien de temps ?

Gilbert Bécaud à l'Olympia : ce n'est plus aujourd'hui un événement, mais une habitude inscrite et nécessaire dans les longues épaulettes d'un vieux couple : la bonne humeur Bécaud et la fidélité du public sous le charme d'une cravate poise, d'une main levée sur l'oreille, de cline d'œil à la vie, à l'époque, celle d'avant. Les affiches placardées dans Paris depuis le début du mois de juillet annoncent leurs vingt-neuvièmes retrouvailles boulevard des Capucines pour trois semaines en octobre, avec un régal à deux programmes alternés, comme il y a trois ans. Gilbert Bécaud, le sourire éclatant, le cheveu noir et la forme pétillante, y brandit ses insignes - la cravate - d'un geste direct. Mais le bœuf de scène, cette fois, n'est pas cet ultime face-à-face, il ne tombera plus aux plumes. Une tentative somme toute heureuse de se débarrasser des oripeaux encombrants de l'éternelle jeunesse, l'image de « Monsieur 100 000 volts » ne rendant plus désormais justice à l'âge du capitaine Bécaud (soixante-neuf ans) et occultant même le parcours exemplaire du baladin frivole. Quarante ans de carrière, quelques centaines de chansons qui ont marqué leur temps, des Croix à Un dimanche à Ory ou à Nathalie, chroniques sociales complètes et résonnantes, édictées en forme de monde meilleur par des paroles fidèles, Louis Amade, Pierre Delanoë, Maurice Vidalin.

« J'en ai marre, c'est l'usure », avoue le faiseur de tubes, dont les adaptations à travers le monde ne se comptent plus. Ces Olympia sera le dernier, et le ne fera pas de prolongations. Il y a un moment que je m'acharne à faire un vieux ching-gum. Il y a trois ans, à la suite de l'Olympia, j'ai donné deux cent quarante-neuf concerts dans l'année, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Angleterre, le Canada. C'est trop. J'ai la scène, je m'y suis cher, moi. C'est ma vie, je m'y réalise, bien plus que dans un studio, d'enregistrement - des que c'est fini, je réécoute et j'ai envie de tout recommencer. »

« Si vous aimez tant la scène, pourquoi l'abandonner ? » - D'abord, parce qu'en 1954 - on n'éprouve plus tout à fait le même frisson. Cette fois-ci, je n'avais pas vraiment envie de remonter sur les planches, mais le public m'y a poussé, comme il m'avait poussé, à force de me ramener ses airs favoris à chaque tour de chant, à biter il y a trois ans un régal en deux parties, une clochette de chansons à chaque fois, sans entracte, un jour bleu, un jour rouge, avec un répertoire différent chaque soir. L'alternance, comme à la Comédie Française, mais tout seul. C'était un challenge incroyable, un défi. Personne ne l'avait encore fait.

« Vous ne craignez pas que l'on vous reproche la coquetterie d'une femme sortie ? » - Non, vraiment, je le dis de façon laconique, mais le fond de moi, comment savoir... C'est une réflexion privée et personnelle, ni dénonciatrice ni zignée. Je dis sim-



A l'Olympia, en 1957

plement que la scène me rend heureux, mais devoir chanter quand il le faut, et non quand on en a envie, devoir honorer cinq cents rendez-vous, aller à la télévision le matin, à midi et le soir pour faire de la promo, c'est épuisant nerveusement, quelque fois dégradant. A part ça, tout le monde est très gentil avec moi. Mais j'aime le direct, pas me retrouver devant l'œil froid d'une caméra, sans musiciens, sans cha-

leur... Je vais vous confier un secret : le play-back, c'est odieux, je n'y arrive pas. » Et puis, il y a l'environnement, tout ce qu'il y a autour de la scène. Les sponsors, les producteurs, le milieu qui a changé. Voilà trente-huit ans que je chante, je ne suis ni manchot, ni boiteux, ni binaire. J'ai des projets, un redémarrage de l'Opéra d'Arux (!), des projets aux Etats-Unis - une comédie musicale

- et toujours Madame Rosa, montée à Broadway en 1937 d'après la Vie devant soi, de Romain Gary. Alors et dont j'ai composé la musique, et puis des chansons en chantier. Mais vraiment, tous ces gens qui se pensent plus importants que les artistes, que la musique. Evidemment, ils mettent un bémol car j'ai de l'ancienneté, du prestige, y compris à l'étranger, mais ça les dérange.

« On m'a fait remarquer que l'Olympia cette année était un peu décalé : je n'ai pas de nouveau disque, ça ne correspond pas à un plan clairement tracé. Mais, j'ai une très grande tendresse pour l'Olympia. Je l'ai défilé, si j'ose dire (2). Cette salle a des dimensions humaines, on peut encore y faire des clins d'œil. J'ai chanté à l'Olympia devant trente-deux mille personnes. Le chanteur a la taille d'une fourmi. Il faut mettre des écrans géants partout. Comment prendre au jeu les gens du fond ? Je préfère chanter trois jours de suite dans une petite salle, qu'un seul dans une grande machine. Car, même si le métier a changé, le public a toujours un sens. Il en aura un tout qu'une fille et un gars se disent : « Je l'aime. »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MORTAGNE

(1) Opéra en deux actes et sept tableaux, monté pour la première fois en 1962 au Théâtre des Champs-Élysées.
(2) L'Olympia fête cette année le centenaire de sa construction. Le music-hall y fit son entrée le 12 avril 1893, jusqu'en 1929, où il fut transformé en cinéma. Répété par Bruno Coquatrix, le site revient à ses premières amours en 1934. A l'affiche, Gilbert Bécaud, dont les fans cassent alors les fenêtres. A lire : 28, boulevard des Capucines, de Jean-Michel Boris et Marie-Ange Guillaume. Ed. Actropolis, 200 p., 98 F.

Ils sont revenus

Joux de balancier, les adieux à la scène ont souvent été l'occasion de beaux retours. Le champion toutes catégories des adieux prolongés fut Félix Mayol, qui annonça sa « dernière » au lendemain de la première guerre mondiale, puis trébucha sans scrupules son Vieux Poupoule de la Scène à l'Eldorado, du Belacien à l'Olympia, jusqu'à sa véritable retraite en 1938. Maurice Chevalier se fit chanteur à l'éclat, sur la scène d'avoir quatre-vingts ans, d'inaugurer sa propre statue, avant de mettre fin en octobre 1988, quatre ans avant sa mort, aux incessantes rumeurs d'adieu qui traînaient depuis son régal du Théâtre des Champs-Élysées de 1954. Josephine Baker dérocha cette année-là, puis, criblée de dettes, revint en 1958 à l'Olympia. Nourissent sa grande famille de ses spectacles, elle mourut en 1975, deux

jours après l'ouverture d'une animée ravie à Bobino. En 1988, Charles Trenet s'excusa : « Je ne reviendrai jamais à l'Olympia, car j'y ai fait mes adieux à la scène il y a trois ans. » Et embrayait sur un régal triomphal au Châtelet, premières d'une série inachevée. Certains pourtant sans se retourner : Brel, un soir de 1988, revint sur la scène de l'Olympia au point de la bête après une demi-heure de rapelle scénariste, les Compagnons de la chanson en 1983. Les rockers alternatifs Barrière Noir, auto-dissous fin 88, Sheila un mois auparavant. Mais il faut pardonner à ceux que le goût du métier remet blémis sur les chemins de la scène. En 1989, Barbara, après quinze jours, comblés à l'Olympia l'année, en fin de soirée, « Je pars. » Crie du public. Pausa et com-back. La dame en noir est toujours là. V. Mo.

Emil Tchakarov, la musique sans concessions

Le chef d'orchestre bulgare est mort le 4 août, à Paris. Il était âgé de quarante-trois ans

Un enregistrement de la Deuxième Symphonie de Brahms dirigé par Herbert von Karajan décide de la carrière d'Emil Tchakarov. « C'était comme si un rideau se déchirait, j'entendais enfin cette œuvre telle que je la rêvais », nous avait-il confié, il y a quelques années. Tchakarov, qui était né le 28 juin 1948 à Burgas, en Bulgarie, abandonne alors son violon pour apprendre la direction d'orchestre. A dix-sept ans, il dirige l'orchestre des étudiants du Conservatoire, à

vingt ans l'Orchestre de la Radio-Télévision bulgare. Trois ans plus tard, il remporte le premier prix du concours Karajan, à Berlin (1971) avant de devenir l'assistant du grand chef, au Festival de Salzbourg et à la Philharmonie de Berlin. Tchakarov a également travaillé avec Eugen Jochum et Franco Ferrara. Ses exigences musicales et techniques allaient de pair avec un caractère entier, une franchise, qui l'ont sans doute empêché de toujours obtenir des engagements à la hauteur de son talent. Mais ce ne sont pas les seules raisons : il faudra un jour instruire le « procès » des coulisses de la musique. Nommé directeur de l'Orchestre philharmonique de Flandre, en Belgique, en 1985, il finit par en être démis.

Les vertus de la technique

Sa volonté inébranlable de reformer cet orchestre en profondeur, et d'obtenir les moyens de cette réforme, s'était heurtée à l'incompréhension des musiciens et de leur tutelle. Emil Tchakarov était un être passionné, charismatique, violent à l'occasion, acceptant difficilement les compromissions musicales. Il fallut un jour se vider aux mains avec un pianiste d'origine soviétique qui avait eu le malheur de soutenir devant lui que « si Sviatoslav

Richter était un grand pianiste, il n'était pas un artiste », et qu'il jouait mieux que lui, la Septième Sonate de Prokofiev. A Sofia, nous avions assisté à une répétition du Requiem de Verdi que Tchakarov devait donner, quelques jours plus tard, avec l'orchestre du festival qu'il avait créé lui-même. L'exceptionnelle sûreté de son « bras », son oratoire, sa mémoire infatigable donnaient des ailes à cette formation intègre. Tchakarov ne croyait pas au charisme. Il lui préférait les vertus de la technique, de l'étude. Tout jeune, il avait été invité par le prestigieux Orchestre philharmonique de Leningrad et c'était pas pour fier de la confiance que lui avait accordée Evgeny Mravinsky. Statu du Compositeur de la direction d'orchestre en Union soviétique, le véritable chef, serviteur inlassable de Chostakovitch, non seulement lui avait confié son orchestre, mais l'avait autorisé à enregistrer la Quatrième Symphonie de Bruckner, compositeur presque jamais joué dans ce pays.

Chef complet, Tchakarov aimait l'opéra et les chanteurs. Il avait dirigé une Aïda mémorable pour l'inauguration du nouvel Opéra de Houston, aux Etats-Unis. A la même époque, le jeune chef produisait lui-même, avec l'aide de Michel Gietz (qui assurait la direction artistique des enregistrements de Kar-

jan), une série d'enregistrements d'opéras russes que Sony Classical accepte de publier. L'éditeur américain-japonais n'a pas à le regretter : ces interprétations, en cours de publication, ont été plébiscitées par le public et la presse. Nous avions rencontré le chef d'orchestre, à l'entree d'un concert parisien, le 30 janvier dernier. Ce qu'il venait d'entendre l'attristait : « Je dois diriger bientôt le même Concerto pour violon de Sibelius en Allemagne. Je pense que je vais demander deux répétitions de plus. S'ils ne veulent pas, eh bien ! j'annulerai. On ne peut pas faire de bonne musique sans bon travail. »

ALAIN LOMPECH

Discographie d'Emil Tchakarov, avec les chœurs et l'Orchestre de l'Opéra national de Sofia : Borodine, le Prince Igor (Sony S3K 44878) ; Moussorgski : la Kovaninehina (Sony S3K 45831) ; Glinski : Une vie pour le tsar (Sony S3K 45437) ; Leïkaïevski : Eugène Onéguine (Sony S3K 45639) et la Dame de pique (Sony S3K 45720). Ce dernier enregistrement a obtenu le Prix de l'Académie du disque lyrique 1991. A paraître, la Norma, de Bellini, avec Ghena Dimitrova. La Quatrième Symphonie de Bruckner, enregistrée pour Melodyia, n'a pas été reportée sur disque compact.

Les cordes chantées

Piano sous les arbres, clavier sous les voûtes, le Festival de La Roque d'Anthéron fidèle à sa vocation

LA ROQUE D'ANTHERON

de notre envoyé spécial

La soirée du 2 août avait bien commencé, malgré le mistral. Perché sur une petite estrade placée dans une encoignure du cloître de Silvacane, Pierre Hontat jouait Bach et Scarlatti sur un clavier moderne inspiré des anciens claviers de Ruckers et construit par le facteur Jacques Braud. Sa sonorité splendide était naturellement amplifiée par les voûtes et les murs de l'abbaye séculaire. Rien d'une acoustique de plein air où le son se perd, rien d'une acoustique d'église où il se démultiplie jusqu'à se brouiller. Ce genre d'acoustique, dont le talent s'affirme de concert en concert, qui se produit en soliste avec La Petite Bande, Philippe Herreweghe, Jordi Savall ou Gustav Leonhardt, se distingue par un jeu d'une virtuosité conquérante, alternant tendresse (andante de la transcription de la Sonate pour violon BWV 964), violence (Fantasie de la Fantaisie chromatique et fugue), convulsions démoniaques (sonates rapides de Scarlatti).

Puis, sur la grande scène alitée au milieu de la célèbre cathédrale de verdure, Vlado Perlemuter joue Ravel, la Sonatine, les Jeux d'eau, les Miroirs et Gaspard de la nuit. Deux heures plus tard mille cinq cents personnes forment un cortège pour applaudir le vénérable maître. Moment d'intense émotion pour un homme de quatre-vingt-sept ans qui s'avoue l'amour que lui porte le public, mais qui conserve son célèbre sens de l'autocritique : « Les Jeux d'eau, la Vallée des Rochers, les dernières pages de Scarbo n'étaient pas mal et puis à cause d'un trou de mémoire, ils furent entendus deux fois le menuet de la Sonatine. »

Le 4 août, le vent est tombé, à Silvacane et dans le village de La Roque d'Anthéron. La chaleur est accablante, moite. Par bonheur, Davit Monroy et Olivier Beaumont ont choisi deux claviers de Reinhard von Nagel, des instruments qui ont toutes les qualités des instruments anciens plus une : ils tiennent l'accord. Indispensable lorsque l'on joue à deux instruments. Le Français a un côté jeune, chien enthousiaste, inspiré, le Britannique est plus posé. Bach les trouvera sur un pied d'égalité, jeux

parfaitement accordés dans le Concerto en du majeur joué sans orchestre.

Une heure plus tard, Shura Cherkassky s'assied devant son grand Steinway. Le public est venu moins nombreux que pour Vlado Perlemuter. Il sera là, l'année prochaine lorsque Cherkassky reviendra. De son piano, il tire des sonorités éclatantes ou voilées, alternant les accents incisifs et les pianissimos les plus impalpables. Et son Schubert paraît décoratif, sa Septième Sonate de Prokofiev envahit l'espace. L'air circule dans ce jeu à la jeunesse incroyable culminant dans un précipitato final que l'on devrait faire écouter de force à tous ces broyeurs d'ivoire qui croient sans l'écouter. Il faudrait aussi leur faire écouter l'andante pour une fois calmes ainsi que l'a demandé Prokofiev (dont on fête bien timidement le centenaire de la naissance cette année).

Le parfum fané des choses oubliées

Comme Cherkassky est un optimiste, un solitaire, il n'a pu s'empêcher d'inscrire les Liebeswalzer de Moritz Moszkowski à son programme. Ce pianiste bien oublié aujourd'hui fut le premier professeur de Vlado Perlemuter. Joué par un pianiste engoncé, cette musique serait effrayante. Cherkassky sait, lui, rendre ce parfum fané des choses oubliées dont parle Mallarmé. Une belle surprise pour finir : à-t-on déjà vu un pianiste de quatre-vingts ans se lancer dans un boogie-woogie enflammé pour prendre congé ? Un jour prochain, peut-être attendra-t-on Shura Cherkassky se mesurer à la terrible Sonate Concord de Charles Ives. Il nous a dit être en train de l'étudier : « Ce n'est pas que je l'aime à la folie, mais c'est un challenge que je dois remporter. »

ALAIN LOMPECH

Prochains concerts, le 6 août, intégrale des mazurkas de Chopin par Jean-Marc Luisada (18 heures) ; le 7, Christian Zacherian, Alexander Rudin, Jean Suiem et Dmitry Sitkovetsky (21 h 30) ; le 8, Michel Dalberto, The New European Strings et Dmitry Sitkovetsky (21 h 30) ; 42-50-51-15, 51-16 ou 58-28.

CINÉMA

Dans la revue « Postif »

De Fritz Lang à Budd Boetticher

Fondée depuis bientôt quarante ans par Bernard Chardère, la revue Postif a beaucoup changé, pour rester aussi fidèle que possible à l'objectif qui précède à sa naissance : être un sanctuaire de la cinéphilie, à la fois engagé et encyclopédique. Après un sérieux lifting il y a six mois qui a réorganisé et aéré sa présentation, après son arrivée sous l'ère de l'éditeur POI, qui a clos un difficile face-à-face avec ses précédents commanditaires, la mensuelle animée par Michel Ciment a retrouvé une stabilité et gagné quelque séduction (les photos en noir et blanc sont, enfin, superbées).

Elle continue ainsi d'inciter l'urgence d'une revue, fuyant comme le peste les chermes plus légers des magazines. Non seulement une revue se fit, mais en plus, elle se garde : dans leur austérité assumée, les entretiens et dossiers des vieux numéros de Postif constituent une irremplaçable base de référence.

Le numéro double d'été illustre avec bonheur cette démarche où, faisant de nécessité vertu, l'actualité ne dicte pas sa loi. Ainsi, après les critiques et interviews concernant des films à l'affiche soumis à une draconienne hiérarchisation par

l'équipe rédactionnelle, le compte-rendu du Festival de Cannes quelques deux mois après la clôture gagne un recul salutaire. A lire également une passionnante interview par Bernard Tavernier du cinéaste américain injustement anus-entimé Budd Boetticher, et une étude érudite sur le cinéma allemand d'avant l'expressionnisme. Mais c'est la partie « dossier » qui attire le plus l'attention : pas moins de dix textes consacrés à Fritz Lang (avec une attention particulière au superbe Contrebandiers de Moonfleet, une approche mythologique du personnage de Mabuse, une analyse graphique des images de Méliès...). Cet ensemble est augmenté de quatre textes inédits en français écrits par Lang lui-même entre 1924 et 1929 et qui, à propos de style, de principes de mise en scène ou de direction d'acteurs, témoignent du rôle exaltant qu'il assignait au cinéma. Le dossier se clot avec un « appendice bibliographique » où Postif retourne, sur le mode mineur, son ponton pour une éternelle querelle avec les Cahiers du cinéma.

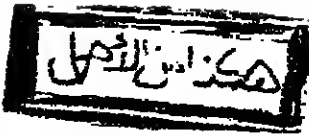
JEAN-MICHEL FRODON

Postif n° 365-366, 160 pages, 60 F.

EN BREF

■ Vente de la collection Boris Kocina. - Sotheby's mettra en vente les 11 et 12 octobre à Moscou la collection de Boris Kocina, chorégraphe et librettiste, mort en décembre dernier à Paris, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Sa collection personnelle est globalement estimée à quinze millions de francs. Y figurent notamment cent pièces provenant de l'atelier de Christian Bérard, quatre-vingts tableaux ou dessins d'artistes amis comme Picasso, Balthus, Masson,

Dali, des livres, des meubles, des objets personnels. ■ Jacques Bonaffé joue Rimbaud. - Pour les Arts au soleil, le 7 août, à 22 heures, au Grand Hôtel de Wimeroux, Jacques Bonaffé doit jouer pour la première fois les Lettres d'Albysine - d'après la correspondance de Rimbaud - suite du spectacle de qu'il a donné au dernier Festival d'Avignon, dans le « off ». Renseignements : 20-55-88-50.



ÉCONOMIE

BILLET

Satisfaction des organisations syndicales

Selon une étude de la Banque de France

Chômeurs allemands

En Allemagne, l'euphorie de l'unification paraît déjà lointaine. La frontière économique est toujours réelle, comme en témoignent l'angoisse devant la dégradation industrielle, la faiblesse du niveau de vie, et le nombre croissant de sans-emploi dans ce qui fut, autrefois, le fleuron de l'économie socialiste. En juillet, d'après les statistiques rendues publiques lundi 5 août, 12 % de la population active étaient au chômage dans les cinq Länder de l'ex-RDA contre 9,5 % en juin. Il y avait donc plus d'un million de personnes sans emploi. Sans parler des centaines de milliers de personnes dont le chômage « à temps partiel » signifie souvent l'inactivité totale.

Outre-Rhin, le ton est pourtant plutôt celui de l'optimisme. Au premier semestre, la croissance de la partie occidentale de l'Allemagne est restée forte, très forte même; elle a atteint près de 5 % l'an, alors que la France a subi une stagnation de son activité. Certains redoutaient que la fin des garanties de travail d'un an accordées au lendemain de l'union monétaire ne provoque jusqu'à 600 000 pertes d'emplois en juillet. Les suppressions ont en fait touché 225 000 personnes. Selon une enquête de l'assemblée permanente des chambres de commerce, de plus en plus d'industriels allemands croient en une prochaine « fin du tunnel ». L'expression avait déjà été employée fin juin par le président de la Bundesbank d'alors, M. Karl-Otto Pöhl lui-même. Mais l'inquiétude n'a pas disparu. Avec un taux de croissance ramené, selon l'OCDE, à 2,5 % l'an au cours des prochains mois, une hausse des prix supérieure à 4 %, des déficits publics dépassant 5 % du produit national, une demande affaiblie, le tout dans un contexte mondial morose, l'amélioration de la situation de l'emploi est loin d'être assurée. La maintien d'un nombre élevé de sans-emploi à l'Est n'a pas en outre sans créer de fortes tensions. D'autant qu'à l'Ouest aussi — premiers signes du ralentissement — le chômage augmente: il est passé en un mois de 5,9 % à 6,3 % de la population active, touchant 1,7 million de personnes. Si cette tendance se poursuit, les heurts entre deux populations hier séparées ne pourront qu'élire en s'aggravant.

FRANÇOISE LAZARE

La durée hebdomadaire de travail en baisse au Japon

Avec quarante-trois heures et dix minutes d'activité hebdomadaire en moyenne, les Japonais ont vu leur semaine de travail diminuer de trente-neuf minutes entre 1989 et 1990. Selon une étude réalisée auprès de 5 000 entreprises privées, et diffusée lundi 5 août par le ministère japonais du travail, le nombre total des jours de vacances pris par les travailleurs nippons, incluant les week-ends, s'est élevé à 88,6 jours en moyenne en 1990, soit trois jours de plus qu'en 1989. L'an dernier, les deux tiers des entreprises interrogées ont affirmé avoir accordé deux jours consécutifs de week-end « au moins une fois par mois », soit une hausse de 8,6 % par rapport à l'année précédente. Au 1^{er} avril 1991, la durée hebdomadaire de travail des salariés français s'élevait à 38 heures cinquante-sept minutes.

Le gouvernement appuie l'offre de reprise de Sud-Marine par le groupe Brisard

Les syndicats ont accueilli avec satisfaction la candidature du groupe Brisard pour la reprise de la firme de réparation navale Sud-Marine. Alors que le tribunal de commerce de Marseille a décidé, mardi 6 août, de renvoyer à huitaine l'examen de la requête sur la poursuite partielle de la seule activité « Industrie » de Sud-Marine, le gouvernement, qui a annoncé des mesures d'aides provisoires en faveur des sous-traitants en difficulté, appuie l'offre de reprise présentée par Brisard.

MARSEILLE

Une semaine après la mise en liquidation de Sud-Marine, l'offre de reprise du groupe de réparation navale et de construction offshore par la société Brisard (*Le Monde* du 6 août) paraît avoir toutes les chances d'aboutir dans un délai rapide. Appuyée par le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), elle a été bien accueillie, lundi 5 août, par les salariés de l'entreprise marseillaise. Elle doit être soumise, jeudi 8 août au plus tard, au tribunal de commerce de Marseille.

Brisard — auquel le PDG de Sud-Marine, M. Claude Mignot, avait déjà proposé sans succès, début mars, une prise de participation — envisage de créer une nou-

velle société au capital de 100 millions de francs. Cette société reprendrait six cent cinquante salariés, avec la mise en place d'un plan social financé par les pouvoirs publics, et rachèterait l'ensemble des actifs de Sud-Marine pour la somme de 24,2 millions. Elle investirait d'autre part 18 millions dans l'amélioration des moyens industriels et poursuivrait l'ensemble des activités du groupe marseillais à travers quatre départements (industrie, marine, mécanique et négoce).

Aides aux sous-traitants

En contrepartie, elle demanderait l'aide des pouvoirs publics et des collectivités locales sous forme, notamment, de prêts à taux préférentiels — dont le montant n'a pas été indiqué — et d'exonérations fiscales. Le porte-parole de l'intersyndicale CGT-CGC de Sud-Marine, M. Christian Tricon, a salué la proposition du groupe Brisard comme « une première victoire des salariés dans la lutte, s'est-il félicité, a permis de retourner la situation ».

L'intersyndicale veut, désormais, entamer des discussions sur le niveau des efforts remboursés, qu'elle juge « insuffisants », et les conditions de travail et de rémunération. A ce sujet, le groupe Brisard a fait connaître son intention de « renégocier le statut des personnels » de façon « à le rendre plus simple et applicable à l'ensemble des salariés de l'entreprise ».

Sauf incident, le plan Brisard paraît donc avoir toutes les chances d'être entériné par le tribunal de commerce de Marseille, qui a décidé mardi 6 août de renvoyer à huitaine l'examen de la requête déposée par le parquet sur la poursuite partielle de la seule activité « industrie » de Sud-Marine (*Le Monde* du 3 août). La firme française, dirigée par M. René Brisard et qui a son siège social à Dampierre-sur-Salon (Haute-Saône), est spécialisée dans la construction de machines-outils et de charpentes métalliques. Composée de quatre-vingt sociétés et employant près de quatre mille salariés, elle a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs. Au cours des dernières années, elle a repris plusieurs entreprises en difficulté, notamment Les Machines françaises, lourdes, Guillet et le groupe Veir, propriétaire de filiales dans l'industrie textile et la construction mécanique.

Dans l'attente d'une issue favorable, le ministère de l'économie a arrêté un dispositif d'aides en faveur des cent vingt sous-traitants (trois mille sept cents salariés) du groupe marseillais. Ce dispositif prévoit un report des dettes fiscales et, dans les cas les plus critiques, une avance de trésorerie pouvant aller jusqu'à 500 000 francs. Le ministère espère que cet effort des pouvoirs publics permettra « une mobilisation équivalente des banques ».

GUY PORTE

Un tiers des entreprises industrielles estiment être en sureffectif

Près du tiers (30 %) des entreprises industrielles françaises se considèrent en état de sureffectif, selon une enquête réalisée par la Banque de France et rendue publique lundi 5 août. Selon cette étude effectuée début juillet auprès d'un échantillon de 2 627 entreprises industrielles, les emplois en surcroît sont particulièrement importants dans les secteurs du caoutchouc et des matières plastiques. Ils concernent aussi, mais à un degré moindre, la sidérurgie, la construction navale et aéronautique, le textile et l'industrie du verre. Tous secteurs confondus, les sureffectifs affectent 43 % des entreprises de plus de 500 salariés, 27 % de celles employant entre 100 et 499 personnes et 25 % des PME de moins de 100 employés, sans toutefois

chiffrer l'importance de ces emplois jugés excédentaires. Dix-neuf pour cent des sociétés interrogées ont indiqué qu'elles envisageaient de résorber leurs sureffectifs avant la fin de l'année. C'est notamment le cas dans les entreprises de plus de 500 salariés (30 % d'entre elles ont fait part de cette intention), des sociétés de la sidérurgie (38 %), du textile (28 %), du caoutchouc (27 %), de l'automobile et des transports (27 %).

Parallèlement, 18 % des entreprises ont affirmé qu'elles prévoient d'embaucher d'ici à la fin de l'année, dans le cas où leur carnet de commandes l'exigerait. Il s'agit, en particulier, des sociétés du secteur de l'automobile (25 %), de la fonderie (24 %) et de l'ameublement (23 %).

La décision de la Cour de Luxembourg sur le travail de nuit divise les syndicats

La CGT a jugé « inacceptable dans son principe même », lundi 5 août, l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes condamnant l'interdiction du travail de nuit des femmes (le *Monde* du 6 août). « La Cour de justice européenne va-t-elle au mépris de toute procédure démocratique, dicter la loi française ? », s'est interrogé le bureau confédéral de la CGT en rappelant que la France « était toujours liée par la convention internationale n° 89 interdisant le travail de nuit des femmes dans l'industrie ».

un libéralisme exacerbé et une insistance des droits sociaux. »

Mme Nicole Noix, secrétaire générale adjointe de la CFDT, a salué, en revanche, une « décision logique et cohérente avec le principe communautaire d'égalité des hommes et des femmes ». La levée de cette interdiction doit, selon elle, « être négociée et donner lieu à des contreparties » (nos dernières éditions du 6 août).

Fortes ouvrières, à pour sa part, relève que la décision de la Cour « prouve l'esprit de l'actuelle construction européenne, marqué par

Les difficultés de la démocratisation sur le continent noir

Les syndicats africains ont du mal à rompre leurs liens avec le pouvoir

La démocratisation politique que connaissent actuellement les pays du continent africain crée, pour les syndicats locaux, une situation nouvelle à laquelle ils sont mal préparés. Leur capacité à s'adapter à la nouvelle donne varie selon les pays, comme l'on a pu le constater lors de la conférence panafricaine sur la démocratie, le développement et la défense des droits de l'homme et des droits syndicaux qui a eu lieu, du 9 au 11 juillet à Gaborone (Botswana) à l'initiative de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). Des représentants de trente-neuf pays africains participaient à cette manifestation.

GABORONE (BOTSWANA)

de notre correspondant régional

Depuis que, du Bénin au Cap-Vert, le printemps de la démocratie souffle en Afrique, on s'interroge sur les acteurs et les partenaires de ce changement aux aspirations populaires encore confuses. Où sont les démocrates? Dans les associations villageoises, dans les organisations non gouvernementales, dans les universités, dans l'administration, dans la rue ou dans les partis qui se multiplient à vue d'œil? Pour les organisateurs de la conférence panafricaine sur la démocratie, le développement et la défense des droits syndicaux, la réponse se trouve peut-être dans les syndicats. Sous bénéfice d'inventaire. Car depuis l'accession « des » Africains à l'indépendance, les syndicats du continent ont été marqués par de nombreuses tâches originales. Les anciennes colonies françaises se sont ainsi dotées d'organisations de travailleurs émanant directement de la CGT, de la CFDT et de FO, l'Hexagone exportant ainsi ses divisions syndicales. Dans l'Afrique anglophone, c'est au contraire l'union qui a prévalu, à l'instar des TUC britanniques.

Confusion des genres

La première génération de dirigeants syndicaux africains s'est en outre engagée dans le combat politique, fournissant à maints États leurs ministres, voire leurs présidents. Cette confusion des genres est allée très loin, les syndicats estimant alors que la création

des nouvelles nations supposait la mise en œuvre de la lutte entre eux et le pouvoir. Une théorie de la « participation responsable » s'est érigée sur le lit des indépendances, les syndicats devenant peu à peu de simples courroies de transmission du parti unique, que les régimes en place s'inspirent ou non du marxisme-léninisme. A cette époque, de nombreuses centrales se sont inféodées au pouvoir, certaines devenant même des « salles marchantes » du parti, qui choisissaient leurs dirigeants et prenaient pour eux les décisions stratégiques, intervenant directement dans les procédures de négociation collective et imposant des restrictions au droit de grève.

L'heure du choix

On a vu ici et là des organisations utiliser les cotisations de leurs adhérents pour financer directement des formations politiques. On était loin du syndicalisme défenseur des intérêts matériels et moraux des travailleurs. Alors que l'Organisation pour l'unité des syndicats africains (OUSA) — en perte de vitesse, elle reçoit aujourd'hui ses subsides de Libye — encourageait cette attitude de collaboration et d'indépendance, les syndicats africains se reconstruisaient de moins en moins.

Ainsi, au fil des années, la montée des dictatures en Afrique s'est accompagnée d'un effacement progressif du pouvoir syndical. La crise de confiance au sein des sociétés africaines s'est cristallisée à deux échelons: entre les dirigeants politiques et le peuple; entre les syndicats et les travailleurs.

Ce passif laisse subsister des doutes sur l'attitude des centrales et de leurs affiliés à accompagner efficacement, voire à susciter l'élan démocratique sur le continent. Tout est affaire de cas par cas. Mais comme l'a clairement déclaré M. Enzo Friso, secrétaire général adjoint de la Confédération internationale des syndicats libres, l'heure du choix est venue. La CISL n'entend travailler qu'avec les syndicats véritablement indépendants et fonctionnant en leur sein selon les règles élémentaires de la démocratie. Existe-t-il des partenaires crédibles?

M. Friso paraît lui-même en douter, même si plusieurs syndicats ont, dans un passé récent, prouvé leurs bonnes dispositions.

Les dirigeants de ces organisations ont sans nul doute raté des chances historiques depuis trente ans. Seules organisations de masse reconnues pendant la période coloniale, les syndicats auraient pu constituer la force capable de faire face aux systèmes de parti unique. Il a fallu attendre plus qu'une génération pour que l'édifice craque, pour que la base déborde une hiérarchie corrompue ou sclérosée, pour que des mouvements syndicaux spontanés surgissent et détruisent les centrales de type léniniste.

Signe de cette léthargie fatale, le nombre dérisoire de plaintes des syndicats africains contre leurs gouvernements devant le Comité de la liberté syndicale de l'OIT (Organisation internationale du travail). Depuis 1973, l'OUSA n'a ainsi déposé que quatre plaintes (deux contre le Kenya, une contre le Ghana et une contre la Tunisie), la dernière datant de 1983. Une abstention qui « fait naître des questions fondamentales au sujet de l'indépendance et de la liberté d'action du mouvement syndical de nombreux pays », indique la CISL dans le rapport de la conférence de Gaborone. Récemment, le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, reconnaissait que « le succès des programmes de réajustement structurel dépend (ait) de la qualité du dialogue social et des systèmes de relations professionnelles fondées sur la participation ».

Les nuances du péché originel

Les syndicats sont-ils lavés de leur péché originel pour assumer ce qui pourrait devenir un tripartisme à l'africaine entre eux-mêmes, le pouvoir démocratique et une génération d'entrepreneurs en voie d'émergence? La poussée démocratique analysée par la CISL fait une large place à la nuance. Au Cap-Vert et à Sao Tomé et Principe, « il ne semble pas que le mouvement syndical ait joué un rôle significatif dans le processus de changement », estime la confédération. Au Bénin, premier pays d'Afrique ayant abandonné toute référence officielle au marxisme, la centrale unique « a quitté un navire déjà fatalement endommagé plutôt que d'avoir contribué de manière déterminante à son naufrage ».

Au Mali, en revanche, la centrale syndicale unique s'est confirmée « comme la force prédominante de l'opposition du pays », les manifestations de masse et la

grève générale de durée illimitée provoquant finalement la chute du président Traoré. C'est aussi « le soutien solide au changement de la centrale syndicale unique du Niger » qui a permis à ce pays sahélien d'accéder au multipartisme et à la démocratie. Les conditions d'une prochaine conférence nationale d'où sortira un nouveau gouvernement provisoire. En Zambie, le candidat d'opposition aux prochaines élections présidentielles n'est autre que Frederick Chiluba, le leader de la centrale unique qui a conduit la campagne de démocratisation face au vieux président Kaunda. Au Congo, la confédération syndicale « semble avoir joué un rôle décisif dans la déchéance de la dictature marxiste-léniniste du Parti congolais du travail du président Sassou Nguesso ».

Mais ces illustrations encourageantes ne dissimulent pas les silences et les embarras de la CISL vis-à-vis d'autres pays, et non des moindres, où les syndicats ont encore partie liée avec le pouvoir, comme au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Cameroun ou au Zaïre. Dans ce dernier État, « la centrale unique n'a joué aucun rôle dans l'ouverture à la réforme politique », même si des luttes internes tendent à déboucher sur un renouvellement des dirigeants. S'agissant de la Côte d'Ivoire, les responsables de la CISL sont prudents: « L'indépendance des syndicats vis-à-vis du pouvoir reste à prouver, estime l'un d'eux. Soit la réforme vient en vitesse, soit d'autres syndicats émergeront. Nous leur laissons une chance. » Le message est clair. La CISL veut bien appuyer les organisations de travailleurs, mais seulement celles qui pourront constituer « la première ligne de défense des droits fondamentaux en Afrique ». Elles ne sont pas si nombreuses et certaines ne demandent qu'à naître.

ERIC FOTTORINO

RECTIFICATIF. — M. Nordine Alt-Laoussine n'est pas ministre de l'économie de l'Algérie, comme une erreur de transcription nous l'a fait écrire dans le *Monde* du 6 août, mais de l'énergie.

Dans notre première édition d'hier (*Le Monde* du 6 août), il fallait bien lire que l'esqueroquerie financière imaginée pour l'achat de véhicules d'occasion, mis en vente par l'intermédiaire de la Centrale des particuliers, portait sur des « faux chèques de banque » de la Société générale, et non sur des « faux chèques bancaires ».

Après Orly, Paris, Strasbourg et bientôt Cannes

Le groupe Hilton créera quatre hôtels supplémentaires en France

NICE

de notre correspondant régional

Le PDG de Hilton International, M. Michael Hirt, a annoncé que le programme de développement de la chaîne, « le plus intensif de son histoire », allait se poursuivre. Racheté, en 1987, pour 1 milliard de dollars, par le britannique Ladbroke PLC, le groupe exploite aujourd'hui, seul ou en partenariat, cent cinquante hôtels de luxe répartis dans quarante-sept pays et représentant cinquante mille chambres.

Sur le continent européen, où il gère déjà cinquante-cinq établissements (18 % de sa clientèle), il s'intéresse notamment au marché des pays de l'Est avec l'ouverture d'un deuxième Hilton à Budapest et la création d'un nouvel hôtel à Prague, parallèlement à la construction en cours d'un hôtel à Moscou.

Tout les Cannois

Son expansion concerne aussi la France (6 % de la clientèle), où quatre nouveaux Hilton devraient être ouverts dans les quatre prochaines années. La dernière implantation d'un hôtel de la chaîne dans l'Hexagone, le Hilton-Strasbourg (250 chambres), remonte à dix ans. Après ceux de l'aéroport d'Orly (360 chambres), en 1965, de Paris-Suffren (456 chambres), l'année suivante. Le quatrième établissement à l'enseigne du groupe sera celui de Cannes, construit par la société Noga; il ouvrira ses portes en décembre prochain sur la Croisette. Celui-ci a provoqué un véritable tollé des Cannois, le maire (PR) de la ville, M. Michel Mouliot, en tête, en raison de sa défective insertion dans le site et de la qualité plus que contestable de son architecture.

L'aéroport de Paris vient d'autre part de concéder au groupe un terrain sur la zone de Roissy-Paris pour l'édification d'un hôtel de 400 chambres, qui devrait être inauguré à la fin de 1993. A la même date, entrera en service le Hilton-Marseille (200 chambres), sur le Vieux Port, dont les travaux commenceront à la fin de l'année. Deux autres projets sont également assez avancés, à Paris intra muros et à Lyon. L'objectif du groupe est d'exploiter en France, d'ici quatre ou cinq ans, huit hôtels représentant une capacité de 2 500 chambres.

G. P.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 AOUT

[illegible]

COMPTANT (sélection)

| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|-----------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|------------------|-------------------|----------------|------------------|---------------|----------------|------------------|
| Obligations | | | | | | Etrangères | | | | | |
| Emp. Can. 8 1/2 % 77 | 121 85 | 1 77 | C.I.M. | 1089 | 1015 | Magnat | 870 | ... | A.E.R. | 605 | 605 |
| Emp. Can. 8 1/2 % 78 | 100 | 0 94 | CITIBANK FR | 2600 | ... | Met. Delphat | 553 | 564 | Alcan Alumin. | 238 | 238 |
| 10 80 % 79 1/2 | 102 30 | 0 91 | Calumet | 258 | ... | Met. | 168 50 | 165 | American Bond | 135 50 | 135 10 |
| Emp. Can. 13 1/2 % 81 | 109 10 | 0 80 | Croqui | 338 | 326 | Navigant (M) | 365 | 332 50 | Arct. | 685 | ... |
| Emp. Can. 12 25 % 84 | 102 82 | 1 07 | Comptex | 606 | 594 | Oxya | 308 | 304 | Banco Poplar | 134 | 134 |
| Emp. Can. 11 1/2 % 85 | 109 40 | 0 83 | De Indentale | 4418 | 4682 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | B. Bagnatier | 20000 | 20000 |
| Emp. Can. 11 1/2 % 86 | 109 40 | 0 83 | Qat Lyon Alcan | 418 | 382 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Cayman | 12 50 | 12 50 |
| 10 20 % 86 1/2 | 109 40 | 0 83 | Comptex | 34 | 34 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OAT 10 50 % 2000... | 104 86 | 1 99 | Orléan (M) | 237 20 | 247 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OAT 9 50 % 12 18 17 | 103 52 | 0 87 | Orléan (M) | 631 | 530 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OAT 9 50 % 11 19 86 | 102 08 | 0 82 | Orléan (M) | 107 80 | 111 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OAT 10 50 % 19 85 | 102 | ... | Orléan (M) | 107 80 | 111 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| PTT 11 50 % 86 | 104 86 | 1 08 | Orléan (M) | 1990 | 1990 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 10 50 % 86 | 100 15 | ... | Orléan (M) | 1532 | 1559 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 10 25 % 86 1/2 89 | 102 30 | ... | Orléan (M) | 340 | 340 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 10 10 % 18 78 | ... | 4 11 | Orléan (M) | 1280 | 1280 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 2950 | 2900 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 910 | 915 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 280 | 280 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 774 | ... | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 616 | 317 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 6300 | 4000 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 1750 | 1700 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 247 | 250 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 1400 | 1400 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 1001 | 1615 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 338 | 535 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 680 | 800 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 408 | 421 20d | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 711 | 715 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 780 | 785 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 1625 | 1628 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 2600 | ... | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 736 | 770 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 278 70 | 272 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 510 | 491 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 380 | 274 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 327 | 327 10 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 1480 | 1400 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 1001 | 1001 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 450 | 460 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 326 | 320 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 646 | 655 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 5590 | ... | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 350 | 350 20 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 410 | 415 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 340 | 3230 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 300 | 300 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 1401 | 1400 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 288 | 285 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 476 | ... | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 191 | 180 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 638 | 638 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 3000 | 3030 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 1487 | 1490 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 37 | 37 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| OP 8 50 % 86 | 99 48 | 0 82 | Orléan (M) | 184 | 184 | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | Orléan (M) | 1000 | 1000 | Comptex | 12 50 | 12 50 |
| | | | | | | | | | | | |

SICAV (reflection)

| VALEURS | Emission Frais incl. | Recoat net | VALEURS | Emission Frais incl. | Recoat net | VALEURS | Emission Frais incl. | Recoat net |
|-----------------|-------------------------|---------------|-------------------|-------------------------|---------------|--------------------|-------------------------|---------------|
| AJA | 1044 51 | 1019 03 | Frontenac | 942 87 | 822 41 | Prox Centre | 09040 07 | 89040 07 |
| AAJ | 225 81 | 218 77 | Frontenac | 202 27 | 27 52 | Proxim. Orlé. | 10735 07 | 10724 36 |
| Agroparc | 785 05 | 671 82 | Front-Prince | 10554 54 | 10437 57 | Prox. Goum. | 118 22 | 108 13 |
| Air-Can | 7906 13 | 7580 01 | Front-Prince | 1031 13 | 5018 98 | Prox. Associations | 27327 64 | 27327 64 |
| Amorim | 108 02 | 62 82 | Frontenac | 8195 16 | 1283 86 | Profron. | 1062 85 | 1065 42 |
| Amorim Com. T. | 8980 80 | 8967 65 | Gascon | 13857 35 | 13589 41 | Quartz | 150 63 | 150 63 |
| Asphalte | 1113 15 | 1112 15 | Gas. Associations | 186 01 | 165 01 | Radisson | 130 13 | 130 13 |
| Asphalte | 1113 15 | 1112 15 | HLM Montclair | 12865 24 | 11691 51 | Radisson | 150 63 | 150 63 |
| Auto Fin. | 371 05 | 362 72 | HLM Montclair | 10812 64 | 10717 30 | Revue Term. | 6386 82 | 6387 78 |
| Auto Fin. | 1087 46 | 1059 75 | HLM Montclair | 13520 18 | 13000 17 | Revue Term. | 1233 78 | 1233 78 |
| Avocat Ats. | 1078 27 | 1042 43 | Interfron. Fco | 522 35 | 507 17 | St Honoré Bn-Alm. | 823 73 | 819 97 |
| Avocat DC. | 186 29 | 180 82 | Interfron. Fco | 132 57 | 130 17 | St Honoré Bn de L. | 10455 03 | 10455 03 |
| Axe Capital | 155 70 | 145 85 | Interfron. Fco | 199 64 | 194 70 | St Honoré Bn de L. | 121 23 | 121 23 |
| Axe Com. Term. | 7339 84 | 7323 84 | Japarc | 268 27 | 254 34 | St Honoré Bn de L. | 765 95 | 762 63 |
| Axe Group. | 122 12 | 110 43 | Japarc | 268 27 | 254 34 | St Honoré Bn de L. | 151 90 | 151 90 |
| Axe Investm. | 112 18 | 118 94 | Lafine Express | 247 08 | 246 98 | St Honoré Pacific | 620 20 | 582 05 |
| Axe INFL. | 119 15 | 114 45 | Lafine Express | 250 31 | 240 17 | St Honoré P.M. | 521 88 | 488 05 |
| Axe Investm. | 189 35 | 182 22 | Lafine Express | 001 07 | 255 80 | St Honoré P.M. | 1387 22 | 1387 22 |
| Axe Pensions | 131 31 | 133 31 | Lafine Express | 221 28 | 212 27 | St Honoré P.M. | 651 42 | 651 42 |
| Axe Values PER. | 125 65 | 118 41 | Lafine Invest | 419 79 | 401 81 | St Honoré P.M. | 1022 81 | 1022 81 |
| Capitalm. | 5851 59 | 5959 72 | Lafine Invest | 137 98 | 132 94 | St Honoré P.M. | 12768 01 | 12768 01 |
| Capitall | 6220 81 | 5841 18 | Lafine Invest | 194 85 | 182 14 | St Honoré P.M. | 12383 93 | 12383 93 |
| Capitall | 1225 24 | 1157 63 | Lafine Invest | 370 54 | 351 92 | St Honoré P.M. | 711 01 | 701 01 |
| Capitall | 28 82 | 28 82 | Lafine Invest | 2084 05 | 2084 05 | St Honoré P.M. | 1720 29 | 1717 85 |
| Capitall | 1225 28 | 1157 63 | Lafine Invest | 1680 70 | 1680 70 | St Honoré P.M. | 348 41 | 348 41 |
| Capitall | 3258 05 | 3251 20 | Lafine Invest | 6316 32 | 6316 32 | St Honoré P.M. | 1041 52 | 1041 52 |
| Capitall | 360 48 | 348 83 | Lafine Invest | 11312 13 | 11312 13 | St Honoré P.M. | 405 82 | 388 15 |
| Capitall | 488 11 | 473 98 | Lafine Invest | 27201 17 | 27133 34 | St Honoré P.M. | 1472 93 | 1472 93 |
| Capitall | 1193 04 | 1167 71 | Lafine Invest | 24120 54 | 24088 64 | St Honoré P.M. | 656 36 | 638 10 |
| Capitall | 1310 48 | 1287 15 | Lafine Invest | 24740 80 | 24740 80 | St Honoré P.M. | 423 21 | 411 88 |
| Capitall | 858 08 | 828 12 | Lafine Invest | 712 35 | 691 81 | St Honoré P.M. | 263 45 | 254 19 |
| Capitall | 1000 18 | 965 82 | Lafine Invest | 187 31 | 175 24 | St Honoré P.M. | 1242 50 | 1230 70 |
| Capitall | 250 89 | 239 82 | Lafine Invest | 10025 50 | 8525 25 | St Honoré P.M. | 777 97 | 777 97 |
| Capitall | 1052 42 | 1038 87 | Lafine Invest | 1335 24 | 1335 24 | St Honoré P.M. | 330 35 | 318 41 |
| Capitall | 1052 42 | 1038 87 | Lafine Invest | 6022 65 | 6022 65 | St Honoré P.M. | 1033 45 | 1033 45 |
| Capitall | 2236 68 | 2192 40 | Lafine Invest | 15752 33 | 15752 33 | St Honoré P.M. | 1389 62 | 1389 62 |
| Capitall | 404 81 | 393 12 | Lafine Invest | 125 25 | 145 88 | St Honoré P.M. | 657 82 | 657 82 |
| Capitall | 62007 64 | 62007 64 | Lafine Invest | 25914 05 | 25914 05 | St Honoré P.M. | 2123 71 | 2118 41 |
| Capitall | 36089 67 | 36089 67 | Lafine Invest | 1255 33 | 1255 33 | St Honoré P.M. | 798 30 | 798 30 |
| Capitall | 1000 18 | 965 82 | Lafine Invest | 125 25 | 145 88 | St Honoré P.M. | 1254 72 | 1254 72 |
| Capitall | 2021 90 | 2001 90 | Manitoba S&P | 100 00 | 100 00 | St Honoré P.M. | 1082 33 | 1082 33 |
| Capitall | 33014 84 | 33014 84 | Manitoba S&P | 100 00 | 100 00 | St Honoré P.M. | 8861 39 | 8861 39 |
| Capitall | 289 20 | 276 05 | Neo-Group | 16255 81 | 16255 81 | St Honoré P.M. | 5035 95 | 5035 95 |
| Capitall | 3331 11 | 3331 11 | Neo-Grp. Inc. | 155 08 | 122 33 | St Honoré P.M. | 807 78 | 801 71 |
| Capitall | 4320 05 | 4315 27 | Neo-Grp. Inc. | 2275 38 | 7281 65 | St Honoré P.M. | 140 46 | 141 44 |
| Capitall | 4315 27 | 4315 27 | Neo-Grp. Inc. | 1170 85 | 1147 30 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 8514 05 | 8515 30 | Neo-Grp. Inc. | 3388 08 | 3231 87 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 824 15 | 824 15 | Neo-Montclair | 22895 08 | 22895 08 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 1782 18 | 1734 48 | Neo-Montclair | 537 07 | 537 07 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 91 07 | 91 03 | Neo-Orléans | 1420 03 | 1393 33 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 6464 40 | 6464 40 | Neo-Orléans | 65024 76 | 65024 76 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 191 18 | 191 11 | Neo-Orléans | 1032 21 | 1021 08 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 130 78 | 128 94 | Neo-Orléans | 12125 88 | 12125 88 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 152 21 | 187 07 | Neo-Orléans | 625 05 | 625 05 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 134 18 | 129 54 | Neo-Orléans | 6258 40 | 6258 40 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 1085 71 | 1056 95 | Neo-Orléans | 1453 37 | 1450 47 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 498 32 | 498 32 | Neo-Orléans | 128 64 | 128 64 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 1231 37 | 1231 37 | Neo-Orléans | 2475 24 | 2475 24 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 498 32 | 498 32 | Neo-Orléans | 128 64 | 128 64 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 1230 80 | 1210 42 | Neo-Orléans | 1019 93 | 1001 90 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 7824 80 | 7824 80 | Neo-Orléans | 165 25 | 162 01 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 657 02 | 652 01 | Neo-Orléans | 1281 24 | 1285 05 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 1891 49 | 1862 43 | Neo-Orléans | 1949 05 | 1949 05 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 5855 15 | 5826 10 | Neo-Orléans | 1082 87 | 1035 95 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 1326 22 | 1330 22 | Neo-Orléans | 6708 38 | 6485 92 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 947 36 | 915 32 | Neo-Orléans | 1382 76 | 1342 62 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 345 31 | 334 94 | Neo-Orléans | 1329 93 | 1329 93 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 482 83 | 453 35 | Neo-Orléans | 31 90 | 126 52 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 424 29 | 421 63 | Neo-Orléans | 82 61 | 81 89 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 108 19 | 105 04 | Neo-Orléans | 207 20 | 203 14 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 1138 24 | 1163 34 | Neo-Orléans | 1215 35 | 1212 77 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 32 65 | 32 63 | Neo-Orléans | 128 64 | 128 64 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 13776 80 | 13776 80 | Neo-Orléans | 6130 29 | 6174 80 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 237 73 | 237 73 | Neo-Orléans | 114 59 | 1120 48 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |
| Capitall | 30 10 | 30 10 | Neo-Orléans | 124 50 | 123 64 | St Honoré P.M. | 1166 35 | 1166 35 |

<

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu

COMMUNICATION

Rapport du CSA et plainte de la Cinq

Quand les chaînes se disputent le ballon rond

Alors que le CSA propose une commission permanente de concertation entre milieux sportifs et chaînes de télévision, ces dernières se disputent ardemment les droits de retransmission des matches de football.

Un des joueurs dribble à la limite du hors-jeu, un autre se précipite sur l'arbitre... Il s'agit bien de football, mais la partie se joue entre télévisions, à coups d'avocats et de gros sous. Car le championnat de football à peine entamé, les polémiques recommencent entre chaînes de télévision.

Comme pour le match Spartak de Moscou-OM (le Monde du 3 avril), Antenne 2 tente de «dribbler» TF1 pour retransmettre le match France-Tchécoslovaquie du 4 septembre prochain, en arguant d'un contrat signé avec un intermédiaire basé au Liechtenstein. Quant à la Cinq, elle s'insurge d'être laissée sur le banc de touche pour les grands matches et fait appel à l'arbitrage du Conseil de la concurrence, auquel elle demande de sanctionner les pratiques de l'UEFA (Union des associations européennes de football) et de son affiliée française, la FFF (Fédération française de football).

Cette guérrille menée par A2 et la Cinq, chacune dans son registre, illustre à la caricature la situation du sport à la télévision : le football est dieu, Canal Plus et TF1 en sont les prophètes. Les deux seules chaînes bénéficiaires ont investi lourdement dans ce sport, qui draine les plus larges audiences. En contrepartie, elles ont obtenu des exclusivités, comme celle qui réserve à TF1, jusqu'au dimanche à 19 heures, les images du championnat de France.

La Cinq, sans contester le principe de ces exclusivités (elle a payé très cher le même type de contrat pour la formule 1 automobile), s'insurge en revanche quand on prétend, au nom de ces accords, lui interdire de diffuser d'autres matches dont elle souhaite acquiescer les droits, à l'étranger notamment.

Elle demande donc au Conseil de la concurrence de mettre un terme à l'application en France de l'article 14 des statuts de l'UEFA qui prévoit que toute retransmission d'un match disputé dans l'espace de l'UEFA - c'est-à-dire l'Europe - suppose l'accord de l'association du pays récepteur (en l'occurrence la FFF). Déjà exclue de fait de toutes les chaînes par l'UER (l'Union européenne de radiodiffusion), dont elle n'est pas membre, la Cinq estime que ce dispositif lui empêche un accès équitable aux autres matches, «hors UER».

Football et tennis, sports rois

Nul hasard à ce déchaînement autour des poules : si le football ne peut plus passer de la télévision d'antenne à la télévision d'antenne, l'inverse est aussi vrai. La commission du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) qui vient d'enquêter pendant plus d'un an sur les rapports entre sport et télévision note que deux disciplines, football et tennis, représentent à elles seules 55 % des programmes sportifs de la télévision en France.

Les dix premiers sports occupent les trois quarts de l'offre globale. La concentration étant l'ennemi de la diversité, le CSA déplore que les autres sports se trouvent largement éliminés du

petit écran. Le service public fait un effort que salue le CSA : FR3 ouvre son antenne à 33 disciplines, Antenne 2 à 32. Canal Plus, toujours soucieuse d'additionner les publics, même restreints, diffuse 23 disciplines. En revanche la Cinq se contente de 12, et TF1 de 6 sports seulement.

Pour remédier à cette situation, le CSA fait quelques propositions, dont celle de constituer une commission permanente jouant à la fois un rôle d'observatoire, de réflexion et de concertation entre tous les partenaires concernés, y compris les «agents-conseils» dont le rôle est devenu crucial dans toutes les opérations mêlant sport et sponsoring.

Le CSA suggère que cette commission fixe des «règles du jeu» en matière d'exclusivités, d'accès des journalistes aux stades. Le conseil entend veiller au respect des limites fixées au parrainage et met en avant la notion de «garantie minimale» de couverture pour les grands événements, c'est-à-dire leur diffusion en clair, et non par Canal Plus. Il voudrait enfin encourager une diversification des sports présentés à l'antenne. Pour cela, il suggère des incitations vis-à-vis des chaînes généralistes, notamment publiques.

Des buts coussus d'or

Mais il compte aussi sur le développement des chaînes thématiques, diffusées sur les réseaux câblés. Sur ce terrain du câble, l'échec du projet Sports 2-3, qui devait associer les chaînes publiques et le groupe Charteurs, laisse le champ libre à l'affrontement de deux protagonistes. D'un côté, Eurosport, dont TF1 a récemment pris en main la destinée. De l'autre, TV Sport, qui dépend de Canal Plus.

La chaîne cryptée vient, comme prévu (le Monde du 24 mai), avec son associé la Générale des eaux, de racheter 50 % des activités télévisuelles du groupe britannique WFI Smith. Elle partage ainsi avec la première chaîne sportive du monde, ESPN (qui dépend du groupe américain ABC) le contrôle du Réseau européen du sport dont TV Sport est la version française. Moins contraintes qu'une chaîne généraliste à jouer l'audience, ces chaînes thématiques ouvrent leur grille à des disciplines qui n'ont pas encore tout à fait leur place dans le paysage télévisuel. Ainsi, TV Sport a-t-elle signé des accords avec le basket-ball et le hand-ball.

Canal Plus, qui tient absolument à préserver son fonds de commerce, le sport et les films, n'oublie pas pour autant le sport-spectacle. La chaîne cryptée cherche même à y intervenir plus directement, pour redonner du lustre à un championnat que la domination de Marseille risquait d'affaiblir. Elle joue donc l'intégration verticale, en investissant dans le club du Paris-Saint-Germain (le Monde des 2-3 juin).

Disposant chacune d'une chaîne spécialisée en plus de leur antenne principale et surtout des moyens d'investir à long terme, TF1 et Canal Plus campent solidement autour de leurs buts coussus d'or. Les autres essaient de conserver leurs spécialités menacées par l'appétit des concurrents : tennis et cyclisme pour A2 et FR3, automobile et hippisme pour la Cinq. Mais ils n'ont pas renoncé à chasser le ballon rond, et dans son sillage les contrats publicitaires.

M. C. L.

ÉCHECS

Le tournoi de Bienne

Shirov grand vainqueur
Lautier bon troisième

Dans une semaine débiteront, à Bruxelles, les quatre quarts de finale du Tournoi des candidats au championnat du monde d'échecs 1993. En attendant, huit grands maîtres «récalcés» et dont l'horizon est 1996, disputent, à Bienne (Suisse), un tournoi fermé aller et retour (chaque joueur se rencontre une fois avec les Blancs, une fois avec les Noirs).

Tournoi difficile dans lequel Jolif Lautier avait terminé bien dernier l'an passé. L'ancien champion du monde junior, aujourd'hui âgé de dix-huit ans, a fait, cette fois, un bon parcours. Pendant ses

Naissances

— Brigitte et Jean-Claude GARDETTE sont heureux d'annoncer la naissance de
Julie,
le 24 juillet 1991, à Suresnes.

— Dominique BUFFIER et son épouse Corinne LE ROCH sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille
Solène,
à Paris, le 3 août 1991.

— M. et M^{me} Francis Labro, et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de
Jean-Marie BONIFAY,
à l'âge de quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église des Essards (Indre-et-Loire).
91, rue des Moines,
75017 Paris.
111, rue de Courcelles,
75017 Paris.

— Rabastens (Tarn).
Edith et Dominique Garraud, ses enfants,
Frederic Ligier,
Ses petits-enfants, parents, alliés et amis,
ont la grande douleur de faire part du décès de
M. Jean-Marie GARRAUD,
ancien rédacteur en chef du Figaro,
survenu le 3 août 1991, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
81800 Rabastens.

— M. et M^{me} René Guillot, ses parents,
M^{me} Hélène Guillot,
M^{me} Jacqueline et Bernard Guillot, ses sœurs et frères,
M. et M^{me} Michel Rembaud, et leurs enfants,
M^{me} Danielle Rembaud,
Nouveaux et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Danielle
GUILLOT-REMBAUD,
foudroyée par la maladie, le dimanche 4 août 1991, à l'âge de quarante-cinq ans.

Les obsèques seront célébrées dans la plus stricte intimité.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

CARNET DU Monde

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de Limoges,
ont le regret de faire part du décès de
professeur Georges NICOT,
de la commission médicale,
survenu le 31 juillet 1991.

Ils s'associent à la très grande peine de sa famille.

— M. et M^{me} Marcel Raynaud, leurs enfants et petits-enfants, toute sa famille, tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Louis HENNING,
née Jacqueline Raynaud,
le 4 août 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Une bénédiction aura lieu le mercredi 8 août, à 14 h 30, à la maison funéraire de Tournan-en-Brie (Seine-et-Marne).
Ni fleurs ni couronnes, vous pouvez adresser un don à la Fondation pour la recherche médicale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Henri LEHMANN,
de l'Ordre des Palmes académiques, commandeur
de l'Ordre du Quetzal (Guatemala),
survenu le 3 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

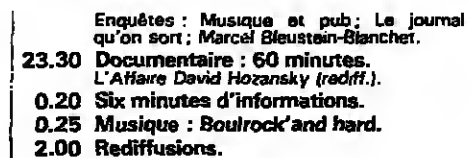
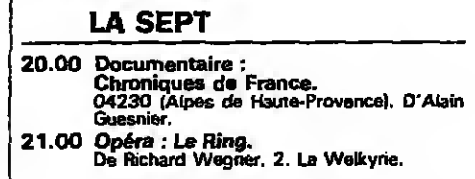
Avec G. H. Rivière et le docteur Rivet, il a travaillé à la constitution du Musée de l'homme en 1937, dont il fut aussi sous-directeur. Grand américaniste, ethnologue et archéologue, il a effectué de nombreuses missions en Amérique centrale et du Sud. Il est l'auteur de films et de publications.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 8 août, au cimetière de Sylvain-les-Moulins (Eure).

— Centre hospitalier régional et universitaire de Limoges.
M. Alain Rodet,
président du conseil d'administration, directeur général,
M. Gilbert Catanzano,
président de la commission médicale,
M. François Bonnard,
doyen de la Faculté de médecine,
l'ensemble des médecins et des agents du centre hospitalier régional et universitaire de

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 6 août

**FRANCE-CULTURE**

Adda, directeur général de Car
Miguel-Angel Bastenier, vice-d

21.00 Les Rencontres de Pétrarque.
Repenser le Méditerranée. Le triomphe de
«Dalla» est-il assuré? Débat avec Serge
Adda, directeur général de Canal Horizons;
Miguel-Angel Bastenier, vice-directeur d'El
Pais; Michel Polec, journaliste, écrivain;
Michel Foucher, géographe.

22.40 Musique : Nocturne. Festival de Radio-
France et de Montpellier.

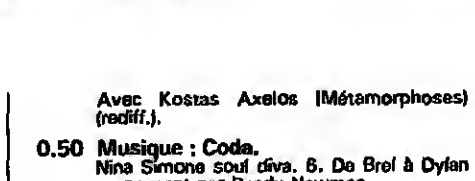
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Discothèques privées.**
Marguerite Duras.

21.30 **Concert** (donné le 22 juillet lors du Festival
estival de Paris) : La Lugubre Gondole, The
Chairman Dances, The Wound Dresser,
d'Adams ; Symphonie n° 36 en ut majeur
K 425, de Mozart.

0.07 **Nuits chaudes.**

**FRANCE-MUSIQUE**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Discothèques privées.
Marguerite Duras.

21.30 Avant-concert.

10 Opéra (donné lors du Festival de la Provence 1989) : La Fière et le...

22.30 Opéra (donné lors du Festival d'Alb-en-Provence 1989) : La Flûte enchantée, de Mozart, par l'Ensemble orchestral de Paris et les Chœurs du Festival, dir. Armin Jordan ; sol. : Charlotte Margiono, Eirian James, Nathalie Stutzmann, Hellen Knon, Lubla Orgonasova, Anton Schäringer, Kurt Streit, Edith Schmid-Lienbacher, Steven Cole, Erich Knodt, Alfred Muff, Thomas Randle, William Meckie ; mise en scène :

Jorge Lavelli.

Jorge Lavelli.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5579

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| 1 | | | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|----|--|--|--|--|--|--|--|
| XI | | | | | | | |
|----|--|--|--|--|--|--|--|

| | | | | | | | | | | |
|-----|--|---|---|--|---|---|--|--|---|--|
| II | | | | | | X | | | | |
| III | | | | | | | | | X | |
| IV | | | X | | | | | | | |
| V | | X | | | | | | | | |
| VI | | | | | | X | | | | |
| VII | | | | | X | | | | | |

| | | | | | | |
|------|--|--|--|--|--|--|
| VIII | | | | | | |
|------|--|--|--|--|--|--|

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT
1. A intérêt à ne pas rompre la glace.

est pas en cause quand on n'a pas les jambes. Evoque une situation a

II. N'est pas en cause quand on ne sent plus
 nos jambes. Evoque une situation antérieure. -
 III. Tournant parfois au bout de la rue. -
 IV. Nous veut du bien. Ne se perd pas au cou
 de n'importe qui. - V. Une certaine distance.
 Des gens qui visent à faire bonne mesure. -
 VI. C'est justement pour sa peau qu'on lui fait
 la peau. Empêche de bien faire. - VII. Adresser
 une plainte. Qui n'en offre certes pas pour tous

goûts. — VIII. Tota qu'il ne vau
en dire. Fait de vieilles h

les goûts. - VIII. Tela qu'il ne vaut mieux pas trop en dire. Fait de vieilles branches. - IX. Etait présent dans maints règlements. Pour bien faire, il faut faire avec. - X. Fait parler. Terres. - XI. Conjonction. C'est une vraie bourrique.

VERTICALEMENT

1. Un homme qu'une duchesse ne saurait

er insensible. - 2. Etait port

laisser insensible. — 2. Etait porté à ne rien porter. Prouve qu'on est allé trop loin. — 3. Sur la palette du peintre. Peut enflammer et embraser. — 4. Nuisset au calme. Epinglé ou agrafé. Note. — 5. Portées par des meuniers. — 6. Victime d'une purge au sommet. A des fils. — 7. Qui a besoin d'être éclairé. Pronom. — 8. Remerciement. Qui n'aime rien de voir avec la

e bête. - 9. Trop salé pou

Solution du problème n° 5578
Horizontalement
I. Longueur. - II. Alburodes. - III. Vire. Neja.
- IV. Avéré. lo. - V. Lie. Opus. - VI. Lâ.

Ré. Plumas. - X. Estrés. Na.

IX. Ré. Plum. - X. Etrés, Ne. - XI. Alb. Te.

Verticalement

1. Lavallière. - 2. Olivier, Ég. - 3. Nérée, Ès.
II. - 4. Guerre. Apr. - 5. Ur. Naples.
6. Eon. Odeuse. - 7. Udaipur. - 8. Réjouis-

1. - 9. SA. St. Usée.

sant. - 9. SA. St. Usee.

Selon la presse de Tokyo

Le ministre japonais des finances pourrait démissionner fin août

Après le scandale qui a obligé l'un de ses collaborateurs à quitter ses fonctions (*le Monde* du 6 août), le ministre japonais des finances, M. Ryutaro Hashimoto, devrait annoncer sa démission à la fin du mois d'août pour assumer la responsabilité des scandales qui ont éclaté à plusieurs reprises sur son administration, a indiqué mardi 6 août le *Yomiuri*, le plus grand quotidien du Japon, citant des sources du parti conservateur au pouvoir (PLD) et du gouvernement.

Le journal, proche du PLD, annonce à la « une » que M. Hashimoto quittera ses fonctions après avoir mis sur les rails les réformes juridiques et administratives destinées à éviter le renouvellement des affaires boursières et financières qui dominent l'actualité nipponne depuis la fin juin. — (AFP)

Le changement des modes de scrutin locaux

M^{me} Cresson entend avancer avec « prudence et discrétion » sur le dossier des réformes électorales

M^{me} Edith Cresson a réuni à déjeuner, lundi 5 août, à l'hôtel Matignon, une dizaine de membres du gouvernement, réunis au cours de laquelle il a notamment été question des éventuelles réformes des modes de scrutin évoquées, le 14 juillet dernier, par M. François Mitterrand. M^{me} Cresson entend avancer sur ce dossier avec « prudence et discrétion ». Un quatrième et dernier déjeuner est prévu pour le 22 août autour du premier ministre, qui aura reçu ainsi, depuis le 29 juillet, l'ensemble des membres du gouvernement.

En évoquant, lors de son traditionnel entretien télévisé du 14 juillet, la possibilité de réformer les modes de scrutin applicables aux élections régionales et, « le cas échéant », cantonales avant l'échéance de mars 1992, le président de la République a rouvert un dossier que les socialistes n'ont pas abordé. Moins de dix jours plus tard, M. Pierre Mauroy, après sa rencontre hebdomadaire avec M^{me} Edith Cresson, avait engagé le bureau exécutif du PS à se mobiliser pour faire admettre à l'opinion une réforme d'ensemble des scrutins locaux incluant les régionales, les cantonales et les sénatoriales.

Depuis cette date, le gouvernement et le cabinet de M^{me} Cresson réfléchissent aux modalités d'une telle réforme et à la possibilité de la faire aboutir au Parlement. Lors du troisième déjeuner qui a réuni lundi 5 août à l'hôtel Matignon une dizaine de membres du gouvernement, la question a été évoquée, malgré l'absence de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur. La participation de ce dernier avait été annoncée (*le Monde* du 3 août), mais l'hôtel Matignon a finalement jugé qu'elle aurait donné au déjeuner de lundi un caractère trop évènementiel électoral, ce qui aurait été préjudiciable. La réflexion, en effet, n'a pas encore suffisamment avancé pour que des conclusions puissent être envisagées, avant la prochaine réunion du bureau exécutif du PS qui traitera du sujet, le 21 août.

En attendant, le dossier électoral

est apparu, de l'avis général, plutôt « compliqué ». M. Jean Popescu, ministre des relations avec le Parlement, a souligné les difficultés parlementaires auxquelles le gouvernement doit s'attendre, tant du point de vue du calendrier — celui de la session d'automne est largement occupé par l'examen du projet de budget — que de celui de la recherche d'une majorité. Les déclarations faites lundi par M. Jacques Blanc, président (UDF-PR) du conseil régional Languedoc-Roussillon et de l'Association nationale des élus régionaux, dénonçant par avance comme une « manœuvre » tout changement des modes de scrutin (le *Monde* du 6 août), ont rappelé l'opposition résolue de la droite. Si certains, dans ses rangs, conviennent, il y a encore quelques mois, de la nécessité de faire évoluer le scrutin régional, afin de mettre un terme à une situation caractérisée par l'absence de majorité électorale dans la plupart des conseils régionaux, l'hypothèse d'un projet de réforme qui associerait les scrutins régionaux, cantonaux et sénatoriaux ne peut que provoquer une réaction hostile de l'opposition.

L'hypothèse du « 49-3 »

Pour les élections sénatoriales, dont les socialistes considèrent qu'elles les privent injustement d'une plus forte représentation au Palais du Luxembourg, la réforme qu'ils envisagent est bien connue : il s'agit du projet de M. Guy Allouche, sénateur du Nord, consistant à étendre aux départements élus trois sénateurs le système proportionnel, actuellement appliqué dans les départements qui en désignent cinq, et à renforcer dans le collège électoral la représentation des grandes villes.

Pour les élections régionales, la solution en faveur de laquelle le bureau exécutif du PS s'est prononcé à l'unanimité, au début de cette année, est d'appliquer à ce scrutin le système en vigueur pour les élections municipales, celui d'une « prime majoritaire » à la liste arrivée en tête, soit à la majorité absolue au premier tour de scrutin, soit à la majorité relative au second tour. Cette formule avait été abandonnée par

M. Michel Rocard, faite de majorité pour la voter à l'Assemblée Nationale. Une telle majorité aurait peut-être pu être trouvée, si le premier ministre avait été autorisé à choisir la région et non plus le département, comme cadre de l'élection, mais M. Mitterrand y a renoncé — hostile parce qu'il craignait que l'élection au suffrage quasi-direct des présidents des conseils régionaux n'en fasse des potentats capables de s'opposer à l'autorité de l'État.

Il ne reste donc à l'actuel premier ministre, pour faire « passer » cette réforme, qu'à envisager, comme le lui a suggéré la semaine dernière, M. André Billardou, numéro deux du PS, le recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. M^{me} Cresson paraît pour le moment, réticente sur cette méthode.

Restent les élections cantonales, dont le mode de scrutin paraissait aux socialistes jusqu'en 14 juillet dernier, immuable. Les propos de M. Mitterrand les ont autorisés, depuis, à reprendre des réflexions antérieures sur le possible réajustement de la représentation des agglomérations urbaines dans les assemblées départementales. Le chef de l'État tenant à conserver le cadre cantonal et refusant donc l'application pure et simple de la représentation proportionnelle dans le cadre départemental, la solution pourrait consister à établir une différence entre cantons urbains et cantons ruraux. Les seconds continueraient à élire un conseiller général au scrutin majoritaire, tandis que les premiers désigneraient chacun plusieurs conseillers, selon un système, soit purement majoritaire, soit mixte de proportionnelle.

M^{me} Cresson, qui a organisé des réunions de travail au sein de son cabinet sur ce sujet, entend avancer avec « prudence et discrétion ». Nul ne doute que ces décisions, lorsqu'elles viendront, seront prises en étroite concertation avec le président de la République, qui s'est contenté, pour le moment, d'inviter à la discussion et n'a pas donné d'indications précises sur ses souhaits.

PATRICK JARREAU

Dans une lettre au préfet de police

Le maire de Paris veut faire cesser le camping sauvage

Cela ne pouvait pas durer... Constatant que les espaces verts de la capitale devenaient un vaste camping, où s'installaient, la nuit tombée, des bandes de touristes désargentés ou tout simplement écumés, le maire de Paris a écrit, le vendredi 2 août, au préfet de police, chargé de faire respecter l'ordre à Paris.

« Malgré tous les efforts de mes services, il n'apparaît pas possible de faire respecter le règlement », écrit M. Chânes, invoquant un arrêté préfectoral du 18 octobre 1980. *Paris offre actuellement, dans ses lieux les plus prestigieux, une image déplorable.*

Des lundi 5 juillet, les forces de l'ordre ont donc renforcé leur vigilance. L'après-midi, au début de soirée, les passagers d'un car immatriculé en Pologne ont fait mine d'installer une gigantesque marmite sur une palissade du champ de Mars, quatre policiers les ont pris de quitter les lieux. Térésa, qui accompagnait quarante-huit enfants de retour d'Angers, n'a pas compris. « Nous voulions juste faire un pique-nique et dormir, avant de repartir chez nous. C'est interdit ? », interroge-t-elle en allemand, la seule lan-

gua étrangère qu'elle connaisse. Mais où pouvons-nous aller ? »

Plus loin, Kadlec et ses cinq amis, débarqués de Tchecoslovaquie voici quinze jours, n'ont pas encore reçu le visa des policiers, et s'apprêtent, tranquillement, à prendre leur repas, fait de boîtes de conserves amenées de là-bas. Tous les soirs depuis leur arrivée à Paris, ils couchent non loin de la tour Eiffel, ancrés dans leurs sacs de couchage. « Dormir nu manger s'il te plaît, c'est trop cher pour nous », explique l'étudiant, dans un français appris à l'école. *Nous sommes venus pour regarder la ville. Tout nous intéresse, nous le gardons pour la musée.*

La voyage aller-retour, en autocar, a coûté 1300 couronnes (255 francs) par personne. Le budget pour la séjour a été calculé au plus juste : 400 francs chacun pour dix-huit jours, au total ! Pas de quoi faire des folies. Le Louvre, Montmartre et autres merveilles, ils s'y sont rendus à pied.

S. D.

Après le naufrage d'un paquebot grec

Le capitaine de l'« Océanos » aurait abandonné les passagers

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'« Océanos », le navire grec qui a sombré, dimanche 4 août, au large des côtes sud-africaines, devant des caméras de télévision, n'aurait entraîné aucun passager ou membre de l'équipage dans sa perte. C'est du moins ce qui a été annoncé, de manière non officielle, au journal télévisé de vingt heures, lundi soir. Les opérations de secours, menées dans des conditions difficiles, auraient permis de sauver toutes les personnes embarquées à bord de ce bateau construit en France en 1952.

La question des responsabilités se pose maintenant. Les premiers témoignages sont accablants pour l'équipage du paquebot. Le capitaine et ses hommes auraient été parmi les premiers à monter à bord de chaloupes de sauvetage et à se faire hélitreuiller par les hélicoptères de l'armée sud-africaine. Les propos de nombreux rescapés rapportés par la télévision concordent sur ce plan. Le capitaine, M. Yannis Avramis, âgé de cinquante et un ans, affirme de son côté que la présence de ses hommes dans les embarcations d'évacuation était nécessaire à la bonne coordination des manœuvres. Il estime ne pas avoir abandonné son poste, avant que les opérations de sauvetage soient organisées pour tous les passagers. Et s'il est effectivement monté dans un hélicoptère, c'est parce qu'il était « séparé de sa femme et sa famille recueillies par un cargo », d'une part, et qu'il voulait, d'autre part, « continuer de

diriger les opérations depuis le rivage.

En l'absence de toutes directives de l'équipage, les animateurs de la société de charter qui avait affrété le navire, ont pris les choses en mains. Un prestidigitateur professionnel, directeur de la croisière, a dirigé l'évacuation, s'efforçant d'éviter que la panique ne s'emparât des passagers, et de répondre à la radio, elle aussi désertée. Contrairement à la tradition de la marine, c'est lui qui a été le dernier à quitter l'« Océanos », tenant une comptabilité aussi précise que possible de ceux qui étaient ramonés vers la terre ferme. Cet « homme providentiel » a même en la présence d'esprit, avant d'abandonner le bateau à son tour, d'ouvrir la cage de trois canaris que le capitaine gardait dans son carré et d'évacuer le chien de celui-ci dans une chaloupe, après avoir été mordu par l'animal apeuré.

Des représentants de la compagnie grecque Epirotiki Lines, propriétaire de l'« Océanos », maintiennent que l'équipage n'a pas failli à son devoir et qu'il n'y a aucune raison justifiant que le commandant soit poursuivi en justice. Le ministère sud-africain des transports s'est saisi de l'affaire, qui sera examinée par un tribunal maritime compétent. Les causes du naufrage, lié, selon le capitaine, à « l'explosion d'un piston qui aurait percé la coque », doivent être maintenant déterminées avec précision.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Détournement de pôle

STOCKHOLM

de notre correspondant

La saison touristique d'été n'est pas longue dans le nord de la Suède. Aussi a-t-il d'en tirer le meilleur parti possible, quitte pour cela à faire des entrées aux normes établies, en l'occurrence à la géographie.

Depuis longtemps, le tracé du cercle polaire arctique génère les autorités touristiques de la petite localité d'Overtornea, près de la frontière finlandaise, car il passait trop haut.

Quelques kilomètres plus bas, il y avait tout sur place pour satisfaire à la fois la touriste et l'exploitant : un grand parking, une cafeteria et une

bella cascade. Aussi l'office local du tourisme vient-il de décider unilatéralement, après avoir obtenu, à titre provisoire, l'autorisation, la feu vert des Ponts et chaussées, de déplacer tout bonnement le cercle polaire vers le sud. « Parce que l'environnement y est plus joli », dit ingénuement le responsable de l'office.

Julie ou pas, la nouvelle physionomie du tracé indigna les géographes, qui estimèrent inadmissible que l'on trompe ainsi les gens. D'autant que s'il n'est vrai, comme la fait valoir le digne d'Overtornea, que la cascade polaire n'est pas fixe, il se déplace en fait d'une dizaine de mètres par an... vers le nord.

FRANÇOISE NIÉTO

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

8. Entre volcan et océan..... 2

ÉTRANGER

Un entretien avec M^{me} Bhutto

L'ancien premier ministre pakistanais exclut tout compromis avec le gouvernement..... 4

La lente érosion du PC philippin

Son chef a été capturé à Manille..... 4

POLITIQUE

Jacques Delors sauvera-t-il la gauche ?

Un point de vue de l'historien Michel Trepoisson..... 6

L'histoire refoulée des harkis

Sept questions sur un abandon..... 7

SOCIÉTÉ

Nouveau traitement antitabac

Une thérapie innovante par « auto-catalyse » bientôt introduite en France..... 8

SCIENCES • MÉDECINE

Jacques Daprat, l'homme démonté

Le coureur à bas régime. Point de vue : réformer l'Ordre des pharmaciens à l'autisme..... 9 et 10

CULTURE

La mort d'Emil Tchakarav

Le chef d'orchestre bulgare était l'un des derniers disciples de Karajan..... 11

ÉCONOMIE

Esprit de reprise pour Sud-Marine

Les syndicats accueillent favorablement l'offre du groupe Brisard..... 13

Le scandale de la BCCI

Le personnel de la banque lui aussi victime de ses agissements..... 14

Le sport à la télévision

Les chaînes se disputent à présent les droits des matches de football..... 16

Services

Abonnements

Admissions aux grandes écoles..... 16

Carnet..... 16

Échecs..... 16

Marchés financiers..... 14

Météorologie..... 17

Mots croisés..... 17

Radio-Télévision..... 17

Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMOND

Le numéro du « Monde » daté 6 août 1991 a été tiré à 466 291 exemplaires.

EN BREF

◻ L'enquête sur la mort d'un fils de harki à Narbonne. — La mort de Mokrane Boutmeur, découvert lundi 5 août au matin à Narbonne (nos dernières éditions du 6 août), est « due à une strangulation, mais l'hypothèse d'un suicide n'est pas à exclure », a déclaré le substitut du procureur de la République de Narbonne, M^{me} Marie Comte. Le corps de ce jeune homme de trente-deux ans avait été retrouvé, une cordelette tenue par ses deux mains et nouée autour de son cou, sur un banc public proche de la cité des Oliviers où il résidait.

Une information judiciaire pour rechercher les causes de la mort a été confiée à M. Jean Claude Clément, juge d'instruction à Narbonne, qui a saisi l'autopsie perpendiculaire du SRPJ de Montpellier. En juin et juillet, la cité des Oliviers avait connu un mouvement de protestation des jeunes harkis, dont Mokrane Boutmeur avait été solidaire, sans participer activement aux manifestations. La thèse du suicide de Mokrane Boutmeur est, du côté des jeunes de la cité des Oliviers, fortement contestée.

◻ L'ancien président de l'ONASEC répond aux jeunes harkis. — M. Georges Morin, ancien président du conseil d'administration de l'Office national d'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC), organisme dissous en 1986 et mis en cause par les jeunes harkis pour l'utilisation qu'il avait faite des fonds destinés à leur communauté (*le Monde* du 6 août), a rappelé, lundi 5 août, la condamnation du *Figaro-Magazine* pour diffamation à son encontre, cet hebdomadaire l'ayant accusé d'avoir « détourné des fonds publics pour financer le PS ». M. Morin dénonce l'utilisation « à des fins politiciennes » de « la révolte de jeunes Français qui attendent, depuis trente ans, qu'on les traite avec un peu de dignité ».

◻ Air Lanka et Iberia commencent les Airbus. — La compagnie aérienne Air Lanka vient de commander six Airbus — 5 long-courriers A340-300 et un A320 — et a pris une option sur un autre A320. Les A340 seront livrables entre le

printemps 1994 et la fin de l'été 1995 et un premier A320, commandé par la compagnie israélienne l'an dernier, sera livré à la fin de 1992. De son côté, la société espagnole Iberia a annoncé l'achat de 38 nouveaux appareils pour près de 140,23 milliards de pesetas (1,4 milliard de dollars). Il s'agit de 24 McDonnell Douglas et 14 Airbus A320, représentant environ 70,8 et 69,43 milliards de pesetas (708 000 et 694 000 dollars) respectivement.

◻ Les indemnités des arboriculteurs. — Le ministre de l'Agriculture et de la forêt, M. Louis Mermeux, a complété le 5 août le dispositif arrêté à la mi-juillet pour permettre aux arboriculteurs les plus touchés par le gel d'avoir de faire face à leurs besoins immédiats de trésorerie. Ces mesures prévoient notamment un prêt de 450 millions de francs aux agriculteurs sinistrés en attendant le versement de leurs indemnités « calamité ». Il s'agit de prêts sans intérêt, le ministre prenant à sa charge les frais financiers pour un coût évalué à 45 millions de francs.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 6 août

Nouvelle baisse

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Paris s'est orientée mardi matin à la baisse. En repli de 0,39 % des ouvertures, l'indice CAC 40 rattrapait ensuite une partie de son retard (-0,24 %) avant de se reprendre. Aux alentours de 11 heures, il se situait à 0,35 % au-dessous de son niveau précédent. Les professionnels évoquaient toujours la poursuite des échanges. Selon eux, la Bourse attend de passer le cap du seuil des 15 août que la Bundesbank allemande pourrait bien choisir pour relever ses taux d'intérêt.

Baisse de Nouvelles Galeries, Thomson TP, Auxiliaire d'entreprises, Castorama, UFB Localball. Hausse de Nord Est, Ingenico, Beghin, Colas, MMR.

◻ IRLANDE DU NORD : assaut d'un protestant. L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué, lundi 5 août, l'assaut par balles d'un protestant membre de la Force des volontaires de l'Ulster (UVF), groupe paramilitaire clandestin. — (AFP, Reuters)

◻ SALVADOR : combats meurtriers entre l'armée et la guérilla. — Trente et un guérilleros et seize soldats ont été tués au Salvador lors d'affrontements qui ont eu lieu au cours du week-end dans le département d'Usulután (à l'est du pays), ont indiqué, lundi 5 août, les forces armées. Le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) de son côté, affirme que les combats ont fait trente morts et quatorze blessés dans les rangs de l'armée et un mort et six blessés dans ses rangs.

Demain

Des intellectuels yougoslaves prennent la parole

Notre supplément « le Monde Arts-Spectacles » du 8 août sera consacré à la Yougoslavie. Plusieurs intellectuels — le cinéaste Alexandre Petrovic, les comédiens Nedra Strancar et Harris Burina, la philosophe Stojan Petro — parlent de leur pays et de la grave crise que celui-ci traverse.

OUVERT EN AOÛT

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61

Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h